COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

17 octobre 1994
FDOC7182

Doc. 7182

RAPPORT

sur le conflit du Haut-Karabakh

(Rapporteurs: M. PFUHL, Allemagne, Groupe socialiste et M. SOLE TURA, Espagne, Groupe socialiste)

Résumé

Le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés. Un cessez-le-feu est entré en vigueur le 12 mai 1994 et semble être respecté depuis lors.

Si l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh sont les parties directement impliquées dans le conflit, celui-ci met en jeu les intérêts stratégiques d'autres pays, notamment la Russie et la Turquie.

L'Assemblée, qui a organisé une série d'auditions auxquelles ont participé toutes les parties au conflit, se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix et le renforcement de la démocratie dans la région.

I. Projet de recommandation

1. L'Assemblée constate que le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et qu'il a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés.

2. Sa commission des relations avec les pays européens non membres a organisé depuis 1992 une série d'auditions auxquelles ont participé des délégations du Parlement d'Arménie, du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh".

3. L'Assemblée note avec satisfaction que le cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix signé par toutes les parties intéressées.

4. Elle se réjouit des efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Gouvernement de la Fédération de Russie et l'Assemblée Interparlementaire de la CEI pour amener les parties au conflit à signer un accord de paix, ainsi que de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique.

5. L'Assemblée recommande par conséquent au Comité des Ministres:

i. d'encourager les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe à mettre à la disposition du Groupe de Minsk de la CSCE les moyens nécessaires pour qu'il puisse atteindre ses objectifs, notamment le déploiement d'observateurs internationaux dans la zone du conflit;

ii. de relancer le dialogue politique avec les autorités d'Arménie et d'Azerbaïdjan;

iii. d'ouvrir, dès que les conditions seront réunies, ses programmes de coopération à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan et, en cas de demande de leur part, de mettre à leur disposition des experts qui pourraient contribuer à l'élaboration d'un statut politique du Haut-Karabakh.

II. Projet de résolution

1. L'Assemblée constate avec satisfaction que le cessez-le-feu dans le conflit du Haut-Karabakh entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix entre les parties au conflit.

2. Ce conflit qui a éclaté en 1988 a déjà entraîné près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés.

3. L'Assemblée note avec satisfaction les efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Assemblée Interparlementaire de la CEI et sa propre commission des relations avec les pays européens non membres pour amener les parties au conflit à conclure un accord de paix.

4. Elle se réjouit de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique, et lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait mettre en danger le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 mai 1994.

5. Elle se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des parties concernées.

6. Elle lance enfin un appel aux parties au conflit pour qu'elles organisent de manière urgente le retour des réfugiés et le respect des droits des minorités dans l'esprit de sa Recommandation 1201, et lance un appel urgent à l'Azerbaïdjan et à la Turquie pour qu'ils mettent immédiatement fin au blocus de leurs voies de communication avec l'Arménie.

III. Exposé des mofits par MM. PFUHL et SOLE TURA

TABLE DE MATIERES

Page

INTRODUCTION 5

1. L'évolution du conflit 6

2. Le rôle de la Russie 7

3. Le rôle de la Turquie 7

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU 8

   a) CSCE 8

   b) ONU 9

5. Le rôle du Conseil de l'Europe 9

6. Le point de vue des parties au conflit 10

CONCLUSION 11

ANNEXE I

Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (24 janvier 1994) 13

ANNEXE II

Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (29 juin 1994) 16

INTRODUCTION



Frontières de la région autonome du Haut-Karabakh jusqu'en 1988.



Territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces du Haut-Karabakh en 1993.

Territoires repris par l'Azerbaïdjan à la suite des combats de 1994.

En 1989 la superficie du Haut-Karabakh s'élevait à 4400 km^2 et sa population à 188.000 habitants (dont environ 145.000 Arméniens, 40.000 Azéris et 3000 Russes).

Le Haut-Karabakh est devenu une région autonome en 1921; de nouvelles frontières ont été fixées pour la région en 1923, qui excluaient le couloir de Latchine reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie, ainsi qu'un certain nombre de régions situées au nord.

Le 20 février 1988, les députés du Haut-Karabakh ont demandé au Conseil Suprême de l'URSS de transférer à l'Arménie la tutelle exercée sur le Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan; toutefois le 23 mars le Conseil Suprême a décidé de ne pas donner suite à cette demande.

Le 20 juillet 1988 le Soviet régional du Haut-Karabakh a décidé son détachement de l'Azerbaïdjan et son rattachement à l'Arménie sous le nom de Artsakh.

Le 1er décembre 1989 le Conseil Suprême d'Arménie et le Conseil de l'Artsakh ont voté ensemble en faveur du rattachement de l'Artsakh à l'Arménie et, le 20 mai 1990, les habitants du Haut-Karabakh ont participé aux premières élections libres du Parlement arménien.

Alors que le processus de décomposition de l'URSS s'accélérait, notamment à la suite de la tentative de coup d'Etat d'août 1991 à Moscou, la création de la République du

Haut-Karabakh a été décidée le 2 septembre 1991; au référendum du 10 décembre de la même année, 99 % de la population se sont prononcés en faveur de l'indépendance du Haut-Karabakh. Le 28 décembre se sont déroulées les élections au Parlement du Haut-Karabakh et la proclamation de l'indépendance de la République a eu lieu le 18 janvier 1992.

Du point de vue des autorités du Haut-Karabakh, la légitimité de la nouvelle République se fondait, d'une part, sur le droit des peuples à l'autodétermination (conformément à la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque et aux lois qui permettaient aux populations des régions autonomes de décider elles-mêmes de leur organisation étatique au cas où la République dont elles faisaient partie quittait l'URSS)[1] et, d'autre part, sur la volonté exprimée par le peuple au référendum du 10 décembre 1991.

S'agissant des autorités azéries, elles refusent absolument de reconnaître toute légitimité à la République du Haut-Karabakh et le Parlement d'Azerbaïdjan a même aboli le statut d'autonomie de cette région le 26 novembre 1991. Tous les dirigeants politiques d'Azerbaïdjan défendent le principe de l'intangibilité des frontières existantes et estiment que la question du Haut-Karabakh est liée aux revendications territoriales de l'Arménie. A ce jour, la République du Haut-Karabakh n'a été reconnue par aucun pays.

1. L'évolution du conflit

Le conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh s'est progressivement transformé depuis 1989 en véritable guerre, surtout à partir du début de 1992, au moment où l'armée soviétique quittait la région.

En janvier et février 1992, les forces armées azéries ont lancé une offensive massive contre le Haut-Karabakh accompagnée de bombardements aériens, notamment de la capitale Stépanakert.

A partir du printemps 1992, les troupes du Haut-Karabakh ont contre-attaqué et sont parvenues à ouvrir le "couloir de Latchine" entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. Attaques et contre-attaques se sont succédées tout au long de l'année 1992. A partir du printemps 1993, les troupes du Haut-Karabakh ont multiplié les succès militaires.

C'est ainsi qu'en septembre 1993, le bulletin d'information du ministère des Affaires Etrangères de la République d'Azerbaïdjan indiquait que "à la suite de la guerre de conquête menée par les forces armées de la République d'Arménie avec l'aide des formations séparatistes des Arméniens du Haut-Karabakh, près de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan ont été envahis".

Quelques semaines plus tard a eu lieu une rencontre entre représentants de l'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh, au cours de laquelle ils ont conclu un accord de cessez-le-feu jusqu'au 5 novembre.

Toutefois, à partir de la mi-décembre 1993, les forces azéries ont procédé à une contre-attaque et, selon les Izvestia, à partir de ce moment-là "au nord du Haut-Karabakh

1. Voir article 3 de la loi n° 1409-1 du 3 avril 1990 relative aux questions liées à la sortie d'une République fédérée du cadre de l'URSS.

se sont poursuivies des batailles de tanks comparables par leur ampleur aux combats d'importance moyenne de la deuxième guerre mondiale. En même temps se déroulait une guerre de position à proximité de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran".

Le 12 mai 1994 est enfin entré en vigueur un cessez-le-feu qui est plus ou moins respecté depuis lors.

2. Le rôle de la Russie

La Transcaucasie est considérée par le gouvernement de la Russie comme faisant partie du concept géopolitique de "l'étranger proche". A ce sujet, il faut rappeler que l'Azerbaïdjan, tout comme l'Arménie en 1991 et la Géorgie en 1993, a rejoint la CEI le 24 septembre 1993.

Le 8 octobre 1993 a eu lieu à Moscou une rencontre entre les Présidents de Russie (Boris Eltsine), d'Arménie (Lévon Ter-Petrossian), d'Azerbaïdjan (Gaïdar Aliev) et de Géorgie (Edouard Chevardnadze). Boris Eltsine y a soumis aux trois dirigeants de Transcaucasie un projet de communiqué commun qui prévoyait l'installation de bases militaires russes en Transcaucasie et l'élaboration de mesures visant à la protection commune des frontières de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan avec les pays voisins, la Turquie et l'Iran. Selon ce projet, chacune des parties devait s'engager à prendre des mesures immédiates pour débloquer les voies de communication.

Les dirigeants d'Arménie et de Géorgie ont approuvé ce document, mais le Président Gaïdar Aliev ne l'a pas soutenu, estimant que l'adoption d'une telle déclaration ne pouvait intervenir qu'après le retrait des forces arméniennes des territoires azéris occupés.

Par ailleurs, d'autres pays marquent leur désaccord avec les initiatives de Moscou dans la région, notamment les Etats-Unis et la Turquie.

Néanmoins, le 18 février 1994 a été signé à Moscou par les parties intéressées le "protocole de Moscou". Il prévoit le cessez-le-feu, la séparation des parties au conflit et la mise en place de zones de sécurité avec la présence d'observateurs internationaux.

Pour le gouvernement de la Russie, le règlement du conflit ne peut s'effectuer que par étapes:

a) entrée en vigueur d'un cessez-le-feu et déploiement de forces d'interposition

b) retrait des troupes des territoires occupés, rétablissement des voies de communication, retour des réfugiés

c) négociations sur le statut du Haut-Karabakh.

3. Le rôle de la Turquie

Pour la Turquie, la Transcaucasie est aussi une zone d'intérêt stratégique. Aujourd'hui, il est évident qu'il y a des signes de tension dans les relations entre la Turquie et l'Arménie. Jusqu'à maintenant le gouvernement de la Turquie a refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie et on peut parler d'une participation turque au blocus des voies de communication arméniennes.

Mais, en septembre 1993, la nouvelle chef du gouvernement de la Turquie, Mme Tansu Çiller, a rencontré le Président Boris Eltsine à Moscou. A l'issue de la rencontre, elle a déclaré que "désormais la Turquie et la Russie ne sont plus des rivaux pour accroître leur influence dans la région, mais des partenaires œuvrant au rétablissement de la sécurité". Cependant, selon d'autres sources, on assiste à un certain nombre de divergences entre les deux pays en ce qui concerne la Transcaucasie. En particulier, Moscou insiste pour que seules des forces russes puissent être déployées au Haut-Karabakh en tant que forces de maintien de la paix, alors qu'Ankara préfère une composition mixte de ces forces.

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU

La CSCE et l'ONU représentent depuis longtemps d'importants médiateurs dans le conflit du Haut-Karabakh.

a) CSCE

En mars 1992, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe a décidé de convoquer à Minsk une conférence internationale avec la participation des parties au conflit. Comme l'Azerbaïdjan refusait de participer à la conférence tant que ne seraient pas restitués les territoires occupés, la CSCE a organisé des réunions préparatoires du "Groupe de Minsk". Sa mission consiste à régler les problèmes empêchant la tenue de la conférence proprement dite. Le Groupe de Minsk comprend onze pays: Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Etats-Unis, France, Hongrie, Italie, Russie, Suède et Turquie.

Début octobre 1993, le Président du Groupe de Minsk, M. Mario Raffaelli, a proposé un plan de règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Il prévoyait qu'en l'espace d'un mois le Haut-Karabakh devait progressivement retirer ses forces armées des différents territoires occupés. En réponse à chaque pas accompli, l'Azerbaïdjan devait de son côté prendre un certain nombre de mesures : la levée du blocus d'abord du pipe-line gazier, ensuite de la voie ferrée Idjevan-Kazakh, et enfin de toutes les voies de communication. Toutes ces étapes devaient être contrôlées par des groupes d'experts de la CSCE.

L'Arménie a donné son accord à ce plan, alors que l'Azerbaïdjan lui a réservé une réaction négative, dans la mesure où dans le plan il n'était question ni de la levée du blocus de la République du Nakhitchévan, ni du sort réservé à Latchine. Quant au Haut-Karabakh, il n'a pas donné de réponse positive, bien que pour la première fois il ait été reconnu comme partie au conflit.

Le 8 novembre 1993, à l'issue d'une session ordinaire du Groupe de Minsk à Vienne, un nouveau plan de règlement pacifique du conflit a été présenté. Plusieurs exigences azéries ont été retenues dans ce plan, en particulier le retrait des troupes des territoires occupés et la création des conditions nécessaires au retour des réfugiés dans leurs zones d'habitation. De plus il disposait que la question du statut du Haut-Karabakh ne pourrait faire l'objet de discussions avant l'ouverture de la Conférence de Minsk. L'Arménie et le Haut-Karabakh ont approuvé ce plan, mais non pas l'Azerbaïdjan.

Le nouveau Président du Groupe de Minsk, M. Jan Eliasson, multiplie actuellement ses efforts pour parvenir à la convergence des plans de paix proposés par la

CSCE et la Russie, dont la différence majeure réside dans la composition des forces d'interposition. Pour l'essentiel toutefois les deux plans poursuivent le même objectif.

b) ONU

En 1993, le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté quatre Résolutions sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh, dans lesquelles il réaffirme la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise et de tous les autres Etats de la région.

Dans sa Résolution 822 du 30 avril 1993 le Conseil de Sécurité exige l'arrêt immédiat de toute action armée, ainsi que le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation. De plus il lance un appel pressant aux parties intéressées pour qu'elles reprennent immédiatement les négociations en vue de la solution du conflit dans le cadre du processus de paix du Groupe de Minsk de la CSCE.

Dans sa Résolution 853 du 29 juillet 1993 le Conseil de Sécurité condamne la prise d'Agdam et de tous les autres territoires de la République d'Azerbaïdjan récemment occupés. Par ailleurs, il lance un appel urgent aux parties intéressées pour qu'elles s'abstiennent de toute action qui pourrait faire obstacle au règlement pacifique du conflit et pour qu'elles poursuivent leurs négociations dans le cadre de la Conférence de Minsk de la CSCE ou grâce à des contacts directs entre elles en vue d'aboutir à une solution définitive.

La Résolution 874 du 14 octobre 1993 engage les parties au conflit à accepter le plan de paix établi par la CSCE le 28 septembre 1993.

Dans sa Résolution 884 du 12 novembre 1993 le Conseil de Sécurité "prie instamment les parties concernées de remettre promptement en vigueur de manière effective et permanente le cessez-le-feu intervenu à la suite de contacts directs pris avec le concours du Gouvernement de la Fédération de Russie pour appuyer le Groupe de Minsk de la CSCE, et de continuer à rechercher un règlement négocié du conflit dans le cadre du processus de Minsk de la CSCE et du "calendrier modifié", tel qu'il a été modifié lors de la réunion du Groupe de Minsk de la CSCE tenue à Vienne du 2 au 8 novembre 1993".

5. Le rôle du Conseil de l'Europe

L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, et notamment sa Commission des relations avec les pays européens non membres, se sont intéressées depuis plusieurs années déjà au conflit du Haut-Karabakh. Il faut noter à ce propos que l'Arménie a demandé le statut d'invité spécial le 22 décembre 1991 et l'Azerbaïdjan le 24 janvier 1992.

Ainsi la commission a organisé un certain nombre d'auditions auxquelles ont été invitées des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Si le Parlement arménien a toujours donné suite à ces invitations (février 1992 à Strasbourg, mai 1992 à Minsk, octobre 1992 à Strasbourg et janvier/juin 1994 à Strasbourg), le Parlement azéri n'a participé qu'à l'audition d'octobre 1992 et à la deuxième partie de celle de janvier/juin 1994.

Le Président de la commission, M. Atkinson, a soumis le 5 octobre 1992 aux deux délégations un plan de paix. Seul le Parlement arménien a réagi à cette initiative.

S'agissant de la dernière audition en date, elle s'est déroulée en deux parties. Pour la première partie, qui a eu lieu le 24 janvier 1994, des invitations ont été adressées à des délégations d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Haut-Karabakh. Seules les deux dernières ont participé à l'audition. La raison du refus de l'Azerbaïdjan semble être liée au fait que, du côté du Haut-Karabakh, n'ait été invitée qu'une délégation représentant la communauté arménienne et non la communauté azérie. Le compte rendu de cette audition figure en annexe I.

C'est pourquoi la commission a organisé le 29 juin 1994 à Strasbourg une deuxième partie de cette audition, à laquelle ont participé des délégations du Parlement azéri, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh". Le compte rendu de cette audition figure en annexe II.

Il faut ajouter ici que la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan étaient liées non seulement au règlement du conflit du Haut-Karabakh, mais également à une nouvelle controverse qui s'est déclarée au sein de l'Assemblée en janvier 1994: la Transcaucasie fait-elle partie de l'Europe? En adoptant la Recommandation 1247 relative à l'élargissement du Conseil de l'Europe le 4 octobre 1994, l'Assemblée a finalement décidé que l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie font partie de l'espace du Conseil de l'Europe.

6. Le point de vue des parties au conflit

Leurs avis diffèrent en ce qui concerne les causes du conflit et les conditions de son règlement.

a) Azerbaïdjan

Le gouvernement de l'Azerbaïdjan présente officiellement ce conflit comme une guerre que mène l'Arménie pour la conquête de territoires convoités.

L'Azerbaïdjan exige la libération sans condition de tous les territoires occupés et met l'accent sur le problème des réfugiés et sur la nécessité de leur retour immédiat et en toute sécurité dans leur zone d'habitation. Le gouvernement de l'Azerbaïdjan n'est pas très favorable à l'initiative de médiation russe et n'a encore fait aucune proposition sur le statut juridique du Haut-Karabakh.

b) Haut-Karabakh

Pour ses dirigeants la solution du conflit passe par la reconnaissance internationale de l'indépendance du Haut-Karabakh. Ils considèrent la reconnaissance officielle du Haut-Karabakh en tant que partie au conflit comme l'une des conditions principales de sa participation à part entière au processus de négociation, dans le cadre duquel il est indispensable d'aborder également la question du statut politique du Haut-Karabakh.

La restitution des territoires occupés, à l'exception du couloir de Latchine, dépendra des garanties obtenues pour sa sécurité, voire pour la reconnaissance de son autonomie.

c) Arménie

Le gouvernement arménien exige non seulement le cessez-le-feu, mais également l'arrêt des actions hostiles, c'est-à-dire le blocus des voies de communications. De plus il insiste sur l'intégration de Stépanakert dans les négociations en tant que partie indépendante et met également l'accent sur les garanties de sécurité à apporter à la population du Haut-Karabakh.

*
* *

CONCLUSION

A partir du printemps 1994, pour la première fois depuis 1988, on assiste à un certain nombre de signes positifs :

- le 12 mars dernier, les Présidents des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont conclu un accord provisoire sur le retrait des troupes situées autour du Haut-Karabakh et la création d'une "zone tampon";

- du 11 au 15 avril, au cours d'une réunion du Groupe de Minsk de la CSCE, a été adopté un document en 23 points sur le renforcement des mesures de confiance entre les parties au conflit;

- le 5 mai s'est tenue à Bichkek une réunion des délégations parlementaires de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, à laquelle ont notamment participé des représentants d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Ces derniers ont adopté un protocole d'accord sur un cessez-le-feu et l'élaboration d'un instrument juridique sur le règlement du conflit. Ce protocole a été signé le 5 mai par les représentants de l'Arménie et du Haut-Karabakh et, le 8 mai, par M. Guliev, Président du Parlement d'Azerbaïdjan;

- le 12 mai a vu l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu qui semble assez bien respecté jusqu'à présent;

- le 26 juillet 1994, les ministres de la Défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh ont signé un accord dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique.

On est toutefois encore loin d'un règlement politique du conflit du Haut-Karabakh qui met aux prises des intérêts politiques et stratégiques vitaux, non seulement des pays de la région, mais aussi de leurs voisins, la Russie et la Turquie.

Nous sommes aujourd'hui en présence de deux plans de paix: celui de la CSCE et celui de la Russie. Bien qu'ils soient convergents dans leurs objectifs, leur différence essentielle réside dans la composition des forces d'interposition. Le plan russe préconise l'envoi dans la région de troupes des Etats de la CEI, donc essentiellement russes comme c'est déjà le cas en Géorgie, alors que la CSCE insiste sur une composition plus large de telles forces ou d'un groupe d'observateurs, tout en hésitant à s'engager sur le terrain.

Quel rôle le Conseil de l'Europe peut-il jouer à cet égard?

Il convient de noter tout d'abord que, parmi les parties les plus directement concernées par le conflit, la Turquie est membre du Conseil de l'Europe, la Russie a le statut d'invité spécial et l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont demandé l'attribution de ce statut. De plus, les différentes parties au conflit ont participé à plusieurs auditions organisées par l'Assemblée Parlementaire à Strasbourg, ce qui montre que le dialogue n'est pas entièrement rompu.

A présent le Conseil de l'Europe devrait soutenir les efforts déployés à la fois par le Président du Groupe de Minsk de la CSCE, M. Jan Eliasson, et l'Ambassadeur spécial du Ministère des Affaires Etrangères de Russie, M. Vladimir Kazimirov, afin de rendre compatibles les plans de paix soumis par la Russie et la CSCE.

Il devrait également lancer un appel à ses Etats membres pour qu'ils participent à la force d'interposition ou au groupe d'observateurs internationaux préconisés par la CSCE.

Le moment est également venu de renforcer le dialogue politique entre le Conseil de l'Europe et l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui en ont tous deux exprimé le souhait. Ce dialogue devrait permettre à ces deux pays de bénéficier des programmes d'assistance du Conseil de l'Europe, en vue de promouvoir leurs réformes démocratiques et, le cas échéant, d'élaborer un nouveau statut pour le Haut-Karabakh.

Quant à l'Assemblée, elle devrait encourager et multiplier les contacts avec les parlementaires de ces pays, dans la mesure où le dialogue interparlementaire constitue un complément utile et nécessaire des négociations intergouvernementales; il a déjà fait ses preuves au cours des auditions organisées par la commission des relations avec les pays européens non membres ainsi que dans les rencontres tenues dans le cadre de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

ANNEXE I

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH

(Strasbourg, 24 janvier 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, rappelle que cette audition est organisée en coopération avec la Commission des questions politiques, conformément à la décision du Bureau, et qu'elle se situe dans le cadre de la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. La commission a déjà organisé plusieurs auditions sur la question mais n'a jamais été autorisée à effectuer une mission sur place. Conformément aux décisions de la commission, ont été invitées à la présente audition des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ainsi que des représentants du Haut-Karabakh. Le parlement d'Azerbaïdjan a été invité à se faire accompagner de représentants de la communauté azérie du Haut-Karabakh, mais il n'a pas répondu à l'invitation.

Mr Alexanian, chef de la délégation du Haut-Karabakh, remercie la commission de son invitation. En 1991 l'Azerbaïdjan a supprimé le statut de république autonome du Haut-Karabakh. Depuis cinq ans, le conflit a causé des milliers de morts. Les autorités du Haut-Karabakh ont toujours prôné une solution politique du conflit. Les efforts de la CSCE en vue du retour à la paix n'ont pas connu de succès depuis deux ans. En juin 1993, l'Azerbaïdjan a rompu les négociations de cessez-le-feu. Dernièrement les Azéris ont intensifié leurs attaques militaires contre le Haut-Karabakh; celles-ci se sont soldées par des centaines de morts de part et d'autre. L'Azerbaïdjan a refusé le plan de paix de la CSCE. Des efforts doivent être entrepris pour poursuivre les négociations dans le respect de deux principes fondamentaux du droit international: le respect de l'intégrité territoriale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. Balayan membre de la délégation du Haut-Karabakh, relate sa récente visite sur le front. Il y a vu huit bataillons de troupes azéries comprenant des moudjahidines d'Afghanistan, des soldats chinois et turcs. Un bataillon entier était composé de prisonniers de droit commun. La guerre n'est nécessaire ni à l'Arménie ni à l'Azerbaïdjan. Le cessez-le-feu doit être accepté sans aucune condition. La Turquie a acheté des armes à la Russie et les a fait passer par le Nachitchévan pour qu'elles puissent être utilisées sur le front du Haut-Karabakh.

M. Voskanian, chef de la délégation parlementaire d'Arménie, remercie lui aussi la commission pour son invitation. C'est la quatrième fois qu'il participe à une réunion de la commission. L'Arménie n'a aucune prétention territoriale sur l'Azerbaïdjan. La seule possibilité de mettre fin au conflit réside dans les négociations sous l'égide d'organisations internationales, notamment la CSCE et l'ONU, et dans le respect du principe de l'intégrité territoriale. Les Azéris n'ont pas seulement refusé les propositions de cessez-le-feu, mais en ont profité pour lancer des offensives massives. Ce conflit n'est ni ethnique, ni religieux. Il faut qu'intervienne un cessez-le-feu avant que ne commencent les négociations. C'est à ce moment-là que pourra être discutée la question du statut du Haut-Karabakh. L'Arménie souffre depuis bien longtemps du blocus de ses voies de communication et d'approvisionnement en produits énergétiques; elles s'efforce pourtant de poursuivre les réformes démocratiques et son rapprochement avec le Conseil de l'Europe. A ce propos, les propositions contenues dans le projet de rapport sur l'élargissement du Conseil de l'Europe visant à exclure la Transcaucasie de l'Europe ne

correspondent pas à la réalité culturelle et historique de la région. Le ministre des Affaires étrangères d'Arménie a écrit au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à ce sujet et sa propre délégation a soumis un mémorandum sur la question qui a été distribué aux membres de la commission.

M. Kotcharian, membre de la délégation parlementaire d'Arménie, déclare que tous les partis d'Arménie estiment que la solution au conflit doit passer par des négociations entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Il faut que la paix soit garantie et non interrompue par des attaques incessantes. Ce n'est que si le droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh est respecté que le processus de paix pourra être garanti.

M^me^ Severinsen s'enquiert des chances de réussite des initiatives du Groupe de Minsk de la CSCE.

Pour M. Alexanian, la CSCE ne dispose malheureusement pas des mécanismes nécessaires pour garantir la sécurité de la population du Haut-Karabakh. Le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà pris position sur ce conflit, car il dépasse les limites du Haut-Karabakh. Les organisations internationales doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter l'effusion de sang. Il y a déjà eu de nombreuses tentatives de médiation. Le fond du conflit est lié au droit du peuple du Haut-Karabakh à défendre ses aspirations.

M. Ruffy s'étonne que, bien qu'ayant été invités, le Président de la commission des questions politiques et la délégation turque ne soient pas présents à l'audition. Cette situation ne nous concerne-t-elle pas ? Est-il opportun, par ailleurs, que des troupes d'interposition soient envoyées dans la région ?

Selon M. Alexanian, pour arrêter la guerre, il faut que la communauté internationale tout entière intervienne. Bien sûr, l'intervention de troupes de maintien de la paix serait utile.

M. Mirzoyan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, estime que l'envoi de troupes de l'ONU comprenant des militaires russes serait le bienvenu. La paix ne sera pas établie sans négociations politiques et sans forces de maintien de la paix.

M. Balayan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, considère que le combat est inégal entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Un mécanisme comprenant des troupes d'interposition serait le plus efficace. L'Arménie, qui souffre elle-même du blocus économique, ne peut venir en aide au Haut-Karabakh.

M. Pfuhl, rapporteur sur l'Arménie, regrette que la délégation turque soit absente. Pour lui, la clé du problème est en fait à Moscou.

M. Voskanian réitère son invitation à M. Pfuhl à se rendre en Arménie. L'Arménie est le pays le plus stable et le plus sûr du Caucase. Le monde entier devrait contribuer à trouver une solution au conflit du Haut-Karabakh.

M. Ferrarini estime que la situation au Haut-Karabakh devrait être un sujet de préoccupation majeur pour le Conseil de l'Europe, d'autant plus que certains pays directement impliqués sont membres de l'organisation et que d'autres sont invités spéciaux.

M. Agnelli marque son accord avec les thèses de M. Kotcharian; il faudrait que le Conseil de l'Europe puisse prendre une initiative visant à concilier les principes à priori contradictoires du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'intangibilité des frontières.

M. Fabra, rapporteur de la commission des questions politiques, signale que sa commission est d'avis que le statut d'invité spécial ne peut être attribué aux pays impliqués dans une guerre.

M. Ambartsoumov marque son accord avec ceux qui considèrent que la Transcaucasie fait partie de l'Europe. On a reconnu le principe de l'autodétermination des peuples dans le cas de la Bosnie et de la Croatie, pourquoi pas dans celui du Haut-Karabakh ? Il est certainement regrettable que la Russie ait envoyé des armes en Azerbaïdjan et au Haut-Karabakh. S'agissant de l'envoi possible de forces d'interposition russes dans la région, le Parlement russe y est en principe opposé; mais, en cas de demande du Conseil de sécurité de l'ONU ou du Conseil de l'Europe, les autorités russes pourraient revoir leur position. S'agissant de la déclaration d'indépendance de la République du Haut-Karabakh, elle est basée sur la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque. Ce qu'il faut avant tout c'est arrêter la guerre, mais avec des garanties; pour le moment, seules des forces d'interposition peuvent fournir de telles garanties.

Pour M. Balayan, le facteur "temps" contribuera certainement à apaiser les passions comme cela a été le cas pour d'autres peuples après la deuxième guerre mondiale.

Le Président remercie les intervenants et espère que la commission pourra prochainement soumettre un rapport à l'Assemblée sur la situation au Haut-Karabakh.

ANNEXE II

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH

(Strasbourg, 29 juin 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, souhaite la bienvenue aux délégations du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "Direction du Haut-Karabakh" et de la "Partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", qui ont été invitées conformément aux décisions du Bureau et de la sous-commission ad hoc chargée de la préparation de l'audition. Il s'agit de la deuxième partie de l'audition, la première partie s'étant tenue le 24 janvier 1994; avaient participé à la première partie de l'audition des délégations du Parlement arménien et du Haut-Karabakh. La commission des questions politiques a été invitée à participer aux deux parties de l'audition. Après avoir précisé que la sous-commission ad hoc chargée de l'organisation de l'audition tirera les enseignements de celle-ci à la réunion prévue pour le lendemain, il donne la parole aux chefs des trois délégations invitées.

a) **Délégation du Parlement d'Azerbaïdjan**

Celle-ci est composée de:

MM. - Hüseyinaga Haniyev, Membre du Parlement d'Azerbaïdjan
- Ilgar Farzaliyev, Chef de section adjoint des Affaires Etrangères au Parlement
- Elçin Emirbekov, ministère des Affaires Etrangères.

M. Hüseyinaga Haniyev, membre du Parlement d'Azerbaïdjan, remercie la commission d'avoir invité sa délégation et de l'intérêt qu'elle manifeste pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh. Il regrette toutefois l'absence d'une délégation de la République d'Arménie.

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dure déjà depuis six ans; il a causé des souffrances terribles aux peuples de la région et constitue un obstacle majeur au développement économique, social, politique et démocratique de l'Azerbaïdjan.

Malgré toutes ces difficultés les autorités azéries font tout leur possible pour créer une société démocratique respectueuse des droits de tous les citoyens, quelles que soient leurs nationalité, confession et conditions sociales.

L'agression de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan a déjà provoqué la mort de 19.000 personnes; il y a plus de 50.000 blessés et plus d'un million de réfugiés azéris dans leur propre pays.

Le conflit revêt depuis son origine un caractère interétatique. A ce moment-là, des Azéris vivaient en Arménie et des Arméniens en Azerbaïdjan. En principe chacune de ces minorités possédait des droits égaux, conformes aux normes du droit international et dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des deux Etats. Toutefois, la purification ethnique entreprise par les autorités arméniennes à l'encontre de la minorité azérie a été passée sous silence par les organisations internationales, qui ne se préoccupent que des droits des Arméniens au Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan considère cette situation comme une violation des principes généraux du droit

international. Au moment où sont occupés plus de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan, sur lesquels se pratique la purification ethnique des Azéris sur leur propre territoire, on peut se demander si l'ignorance des droits des Azéris en Arménie par la communauté mondiale n'a pas été la cause de l'évolution tragique des événements.

Il est clair aujourd'hui que le conflit du Haut-Karabakh trouve sa source, non pas dans un imaginaire antagonisme national, mais dans de réelles revendications territoriales de la République d'Arménie à l'égard de l'Azerbaïdjan; celles-ci se sont notamment concrétisées par:

- une campagne de propagande et l'envoi d'activistes prônant le séparatisme;
- l'envoi de formations armées;
- la livraison d'armes et de munitions;
- la violation de l'espace aérien;
- l'utilisation du territoire national pour la formation de terroristes;
- la participation directe de formations armées d'Arménie aux actions de guerre dans la République d'Azerbaïdjan et l'occupation de territoires d'un Etat voisin.

C'est pourquoi on peut constater que le conflit a aujourd'hui pris le caractère d'une guerre en bonne et due forme entre deux Etats membres de l'ONU et de la CSCE.

b) **Délégation de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est représentée par M. Vagif Huseïnov.

M. Vagif Huseïnov, représentant de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", remercie également la commission de l'avoir invité à cet échange de vues.

Au cours de ce siècle, le peuple azéri a déjà traversé plusieurs crises dues à l'action de l'Arménie dans le soi-disant Haut-Karabakh. Le concept de "Haut-Karabakh" est apparu après 1923, au moment de la formation du Bureau caucasien du Parti russe des bolcheviks. C'est ainsi que le concept du Karabakh indivisible a été artificiellement séparé en Haut-Karabakh et Bas-Karabakh.

Au cours du recensement de 1979, les Arméniens ne représentaient que 120.000 personnes dans la population du Karabakh qui dépassait le million. Cette communauté arménienne composée surtout de réfugiés de Turquie et d'Iran a été sauvée d'une mort certaine par les Azéris en 1828 et, à présent, elle est devenue un instrument aux mains des Arméniens pour satisfaire leurs revendications territoriales.

Aujourd'hui, les forces armées arméniennes occupent plus de 20 % du territoire azéri, soit tout le Haut-Karabakh et six districts supplémentaires, y compris la ville de Choucha. L'agression arménienne a été d'une violence inouïe et a eu des conséquences terribles: plus de 18.000 morts, 50.000 blessés, 4.000 prisonniers et otages. Dans les territoires qu'ils occupent, les Arméniens pratiquent la politique de la "terre brûlée". On assiste à un véritable génocide des Azéris dans leur propre pays. Et ceci au moment où la communauté internationale pourrait mettre fin à cette guerre non déclarée contre le peuple azéri, en imposant des sanctions à l'agresseur, c'est-à-dire l'Arménie. Au contraire, l'Arménie bénéficie du soutien financier et militaire de toute une série d'Etats et poursuit sa politique d'annexion de territoires azéris.

Cette guerre provoquée par les revendications territoriales de l'Arménie a entraîné des tragédies pour les deux peuples.

Quelle est la raison qui a poussé les dirigeants du Haut-Karabakh à cette politique sanguinaire et à soulever la question de la séparation du Haut-Karabakh et de son union avec l'Arménie? Les autorités azéries avaient pourtant tout fait pour élever le niveau de vie de la communauté arménienne dans tous les domaines. En tout cas, il faut bien savoir que l'Azerbaïdjan ne cèdera à l'Arménie pas le moindre pouce de terrain. Un jour, le monde comprendra le caractère agressif de la politique arménienne. Pourquoi les Arméniens refusent-ils de reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan?

Les réfugiés azéris vivent dans des conditions catastrophiques. Aujourd'hui il existe une véritable chance de mettre fin à cette guerre et de faire revenir les réfugiés. Le cessez-le-feu est enfin respecté et on assiste à une intensification de l'action du groupe de Minsk de la CSCE et des efforts de médiation de la Russie. Beaucoup est aussi attendu du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

c) **Délégation de la "direction du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est composée de:

MM. - Karen Babourian, Président par intérim du "Parlement"
- Vassili Atadjanian, Député et Conseiller du Président Babourian
- Arsène Melik-Chanazarian, Conseiller du Ministre des Affaires Etrangères
- Jean Krikorian, "Représentant du Haut-Karabakh en France et auprès des Institutions Européennes".

M. Vassili Atadjanian précise tout d'abord que M. Babourian, chef de la délégation de la "direction du Haut-Karabakh", ne participera pas à l'audition proprement dite, mais qu'il est prêt à s'entretenir avec les différents membres de la commission.

Il remercie le Conseil de l'Europe pour son invitation ainsi que pour les efforts mis en oeuvre par l'Assemblée Parlementaire en vue de parvenir à un règlement de ce conflit. Ces efforts unis à ceux de tous les parlements d'Europe et du monde devraient pouvoir favoriser un accord de paix. Comme le conflit dure depuis plus de six ans, il est urgent de trouver les voies pour mettre fin aux souffrances d'une population civile particulièrement éprouvée, car c'est là, parmi les femmes, les vieillards et les enfants, que se compte le plus grand nombre de victimes des pilonnements d'artillerie et des bombardements aériens.

Sur le plan juridique, il faut savoir que les textes constitutionnels prévoyaient le droit pour les Républiques de se retirer de l'URSS, auquel cas il était laissé aux entités autonomes la permission de décider de leur statut juridique et politique. C'est la démarche qu'a entreprise le Haut-Karabakh lors de la désintégration de l'URSS. Et c'est cette possibilité légale que l'Azerbaïdjan a refusée en y répondant par l'invasion du territoire du Haut-Karabakh et par une guerre sans merci contre le peuple du Haut-Karabakh.

Le peuple du Haut-Karabakh aspire à vivre en paix sur sa terre. La situation créée au Haut-Karabakh a entraîné un exode de réfugiés. Réfugiés azéris, certes; mais aussi réfugiés arméniens. Victimes, depuis 1921, de discriminations - que personne ne conteste - des centaines de milliers d'Arméniens ont dû quitter le Haut-Karabakh: c'est là la raison pour laquelle le nombre des habitants arméniens du Haut-Karabakh n'a pas augmenté

entre 1921 et 1989. Ces exilés, auxquels il convient d'ajouter les 252.000 Arméniens chassés de Bakou par les pogromes récents, doivent être pris en compte dans la question des réfugiés. Pour ce qui concerne ce problème des réfugiés, la "République du Haut-Karabakh" est prête à organiser le retour de tous les réfugiés dans leur lieu de résidence dès que la paix et la sécurité sera garantie à l'ensemble des habitants.

Le Haut-Karabakh n'a jamais refusé les propositions de médiation en vue de rétablir la paix. Le "Parlement" du Haut-Karabakh est un partisan résolu de la recherche d'une solution pacifique et place beaucoup d'espoir dans l'avancée que manifeste sur cette voie l'accord qui vient d'être signé à Bichkek. C'est aussi là, dans la recherche de la paix négociée, qu'il faut comprendre le sens de la venue à Strasbourg d'une délégation de très haut niveau de la "République".

La délégation du "Parlement" de Stépanakert note avec satisfaction que c'est la première fois que des représentants de l'Azerbaïdjan ont accepté de participer à une réunion commune, au Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

Elle regrette cependant que la partie azerbaïdjanaise n'ait donné aucun début de réponse à des questions aussi fondamentales - aussi vitales - que le statut politique futur d'un Haut-Karabakh à majorité arménienne, où la population azérie sera minoritaire.

Elle espère que le cessez-le-feu en vigueur actuellement sera respecté et pourra durer pour pouvoir constituer une première étape vers une paix qui permettrait à tous, hommes, femmes et enfants de mener une existence dans des conditions de sécurité et de dignité indispensables.

Elle renouvelle enfin ses remerciements au Conseil de l'Europe, qui contribue, grâce à ses auditions, à tous les efforts entrepris au niveau international en faveur de la paix au Haut-Karabakh.

M. Krotov, Secrétaire Général de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, rappelle que les parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont membres de l'Assemblée Interparlementaire. En décembre dernier, celle-ci a organisé une réunion dans les îles d'Aland à laquelle ont participé des délégations parlementaires d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Au cours de la rencontre du mois de mai à Bichkek, a été signé un accord sur le conflit du Haut-Karabakh par les trois délégations. L'Assemblée Interparlementaire de la CEI est prête à coopérer avec toutes les organisations internationales pour que le cessez-le-feu actuellement en vigueur soit maintenu.

M^me^ Severinsen demande dans quelle mesure les réfugiés azéris peuvent retourner au Haut-Karabakh et récupérer leurs biens.

M. Atadjanian se prononce en faveur du retour de tous les réfugiés, et non seulement des réfugiés azéris, à condition que la sécurité de tous les habitants du Haut-Karabakh soit garantie par l'Azerbaïdjan et par des autorités internationales.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen sur le statut futur du Haut-Karabakh et la question de la sécurité des Arméniens qui retourneraient à Bakou, M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est en train de mettre en place un Etat démocratique où seront garantis les droits des minorités. La paix est la priorité absolue. Les autorités azéries sont déterminées à régler la question du statut du Haut-Karabakh

dans le respect des normes internationales, mais il faut qu'avant tout soient restitués les territoires occupés.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen, M. Hüseyinov répond qu'il ne comprend pas que M. Babourian ne participe pas à la réunion, sous prétexte que le Président du Parlement d'Azerbaïdjan n'est pas présent. Il faut bien se rappeler qu'à ce jour, aucun Etat n'a reconnu la "République du Haut-Karabakh".

Pour M. Atadjanian, le Haut-Karabakh n'est peut-être pas encore reconnu, mais il ne faut pas oublier que la signature de son représentant figure au bas du document adopté à Bichkek à côté des signatures des représentants de la Russie, de l'Arménie de l'Azerbaïdjan.

Répondant à M. Pfuhl, M. Atadjanian reconnaît que la formule retenue pour l'autonomie des îles d'Aland, situées en Finlande, constituerait un modèle intéressant pour le Haut-Karabakh, mais elle supposerait la démilitarisation de toute la région. Il ne faut pas oublier qu'au référendum de 1991, l'immense majorité des habitants du Haut-Karabakh s'est prononcée pour l'indépendance. Des cessez-le-feu ont été signés à de nombreuses reprises; pour que le dernier en date soit tenu, il faudrait la présence d'observateurs internationaux, par exemple de la CEI ou de l'ONU, ainsi que des forces de paix. Le conflit dure déjà depuis six ans et les quantités d'armes dans la région sont énormes. En plus, l'Azerbaïdjan reçoit des armes d'Iran et de Turquie sans qu'aucun contrôle ne soit possible.

M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est un Etat souverain contrairement au Haut-Karabakh. Il n'y a en Azerbaïdjan aucune arme en provenance de Turquie ou d'Iran.

M. Dzasokhov (délégation des invités spéciaux russes) considère que le plus important c'est que le cessez-le-feu tienne. La Russie a un rôle stabilisateur important à jouer sur le territoire de l'ex-URSS. Ce qu'il faut c'est que les mesures de confiance soient améliorées et que les différents plans de paix soient harmonisés.

Le Président remercie les participants.

Commission chargée du rapport: commission des relations avec les pays européens non membres.

Implications budgétaires pour l'Assemblée: néant.

Renvoi en commission: Doc. 6643 et renvoi n° 1797 du 30 juin 1992.

Projets de recommandation et de résolution adoptés le 9 septembre 1994 par la commission.

Membres de la commission: *M. Atkinson (Président), MM. Pfuhl, Seitlinger (Vice-Présidents),* M^me^ Astgeirsdottir, M. Benvenuti (*Remplaçant: Lauricella*), M^me^ Bjerregaard, M. Borg, M^me^ Brasseur (*Remplaçant: M. Theis)*, MM. Brito, Büchel, *Bugli*, Figel, *Gabrielescu*, Galanos, *M^me^ Gelderblom-Lankhout*, MM. Ghesquière, *Hint*, Holmberg, Kapsis, *Kitt*, Kovacs, *Landsbergis*, de Lipkowski (*Remplaçant: Alloncle*), Pahor, Redmond (*Remplaçant: Cummings*), *M^me^ Riess*, M^me^ Ringstad, M. *Ruffy*, M^me^ Scopelliti, MM. *Sole Tura*, Sprung, *Talay, Toivonen, Toshev*, Urbanczyk (*Remplaçant: Jaskiernia*), *Vyvadil*.

N.B. Les noms des membres qui étaient présents à la réunion sont indiqués en italique.

Secrétaire de commission: M. Dufour.

amnesty international

AZERBAIJAN

Allegations of ill-treatment in detention



January 1996
AI Index: EUR 55/01/96
Distr: SC/PO/CO/GR

INTERNATIONAL SECRETARIAT, 1 EASTON STREET, LONDON WC1X 8DJ, UNITED KINGDOM

amnesty international

AZERBAIJAN
Allegations of ill-treatment in detention

January 1996 SUMMARY AI INDEX: EUR 55/01/96
DISTR: SC/PO/CO/GR

Amnesty International continues to receive allegations of ill-treatment of detainees by Azerbaijani law enforcement officials. In some cases it has been alleged that prisoners have been beaten in pre-trial detention in order to obtain confessions, and that family members of suspects in hiding have been beaten in an attempt to obtain information on their relatives' whereabouts. In other cases it has been alleged that prisoners in ill-health have not received adequate medical treatment, and that at least two people died as a result of this over the last year. General conditions for many in pre-trial detention are also reported to be harsh, with overcrowding so severe in some prisons that inmates are forced to take it in turns to sleep while others in the cell stand.

Restricted access by independent observers makes verification of these allegations difficult, and Amnesty International has had no response to its concerns about ill-treatment which have been raised on a number of occasions with the Azerbaijani authorities.

Cases illustrating Amnesty International's concerns are detailed in this paper. They relate to political prisoners, although Amnesty International is also concerned about other more general allegations about ill-treatment of criminal prisoners.

KEYWORDS: TORTURE/ILL-TREATMENT1 / DEATH IN CUSTODY1 / PRISON CONDITIONS / ARBITRARY ARREST / DEATH SENTENCE / DEATH PENALTY / ILL-HEALTH / ACADEMICS / FAMILIES / PARLIAMENTARIANS / POLITICAL ACTIVISTS / LOCAL GOVERNMENT REPRESENTATIVES / MINORITIES / WOMEN / COUPS /

This report summarizes a 7-page document (3212 words),: AZERBAIJAN Allegations of ill-treatment in detention (AI Index: EUR 55/01/96) issued by Amnesty International in January 1996. Anyone wishing further details or to take action on this issue should consult the full document.

INTERNATIONAL SECRETARIAT, 1 EASTON STREET, LONDON WC1X 8DJ, UNITED KINGDOM

AZERBAIJAN
Allegations of ill-treatment in detention

Introduction

Amnesty International continues to receive allegations of ill-treatment of detainees by Azerbaijani law enforcement officials. In some cases it has been alleged that prisoners have been beaten in pre-trial detention in order to obtain confessions, and that family members of suspects in hiding have been beaten in an attempt to obtain information on their relatives' whereabouts. In other cases it has been alleged that prisoners in ill-health have not received adequate medical treatment, and that at least two people died as a result of this over the last year. General conditions for many in pre-trial detention are also reported to be harsh, with overcrowding so severe in some prisons that inmates are forced to take it in turns to sleep while others in the cell stand.

Restricted access by independent observers makes verification of these allegations difficult, and Amnesty International has had no response to its concerns about ill-treatment which have been raised on a number of occasions with the Azerbaijani authorities.

Cases illustrating Amnesty International's concerns are detailed below. They relate to political prisoners[1], although Amnesty International is also concerned about other more general allegations about ill-treatment of criminal prisoners.

Deaths in custody

Shahmardan Mahammad oglu Jafarov

Shahmardan (also known as Shahsultan) Jafarov died in custody in the Azerbaijani capital of Baku during the night of 29 to 30 June 1995. A parliamentarian and a member of the opposition Popular Front of Azerbaijan (PFA), he had sustained serious gunshot wounds in a clash with police on 17 June 1995 near the village of Abragunis in the Julfa district of the Nakhchivan Autonomous Republic (NAR). He was operated on twice in a hospital in Nakhchivan, then transferred to Shuvelyan prison (officially known as investigation-isolation prison No. 3) in Baku. It is alleged that the medical treatment he received there was inadequate, and that a transfer to a hospital attached to the Ministry of Internal Affairs occurred too late to save him.

According to reports, Shahmardan Jafarov had been the head in the NAR of an illegal armed unit which was disarmed by government forces in August 1994. Over 20 people were arrested, but Shahmardan Jafarov evaded detention at that time. In May 1995

---

[1]Amnesty International uses a broad interpretation of the term "political prisoner" so as to cover all cases with a significant political element, for example criminal offences committed with a political motive or within a clear political context. Amnesty International does not call for the release of all political prisoners within this definition, nor does it call on governments to give political prisoners special conditions. Governments are obliged to treat *all* prisoners humanely and Amnesty International opposes the use of torture and the death penalty in all cases - both criminal and political - without reservation.

In connection with the coup attempt it is reported that Aypara Aliyev was charged with treason (Article 57 of the Criminal Code), "organizational activity directed towards the commission of especially dangerous state crimes" (Article 65), and establishing illegal armed formations (Article 70-2), all of which carry a possible death sentence. Aypara Aliyev was also charged with embezzlement (Article 86) and forgery (Article 194) - he was reportedly accused of falsifying documents to obtain the registration of a charitable society named *Nidjat* (*Salvation*), and of stealing large sums of money from the society. The Chairman of *Nidjat*, Nusret Qasim oglu Budaqov, was returned by Russia to Azerbaijan to face similar charges at the end of May 1995, but died in the investigation-isolation prison of the Ministry of National Security on 10 July. Amnesty International has no information at present on the cause of death.

Aypara Aliyev is said to have been denied permission for at least several weeks to receive food parcels from relatives, in order to supplement the meagre prison diet, and it is also alleged that he was not given the medical care appropriate for his state of health. His trial, set to begin in August 1995, was postponed on grounds of his ill-health, and he was transferred from Baku's Bayilov prison (officially known as investigation-isolation prison No. 1) to a prison medical facility after he fell into a coma on 22 October. He died there on 25 November, aged 36.

Amnesty International wrote twice to the authorities before Aypara Aliyev's death, urging that he receive all appropriate medical treatment. Following his death the organization approached the authorities again, seeking details on the circumstances under which Aypara Aliyev died and also whether he had been permitted to receive regular food parcels from his relatives. Amnesty International also invited the authorities' comments on allegations that he was arrested without the sanction of the prosecutor's office or the prior permission of Ganja City Council, and that he was held before formal charge four days beyond the 10-day time limit set, as the organization understands, by Azerbaijani law.

Allegations of beatings and ill-treatment

Rahim Hasan oglu Qaziyev

Several relatives of Rahim Qaziyev, a former member of parliament and Minister of Defence who is currently in hiding, are said to have been beaten after they were detained by law enforcement officials in August 1995. At least three detained then are believed still to be under arrest, including one who is said to be currently in very poor health. A fourth family member is also reported to have been subsequently arrested.

Rahim Qaziyev was arrested in Baku in November 1993, charged with large-scale theft of state property (Article 88-1), illegal possession of a weapon (Article 220 pt 2) and the military crime of neglect of duty in a combat situation (Article 255). The latter charge related to the fall of the towns of Shusha and Lachin in May 1992, while he was Minister

Alakram Alakbar oglu Hummatov (also known as Aliakram Humbatov)

Alakram Hummatov, a former department head in the Ministry of Defence, is currently under arrest in Baku. He has allegedly been beaten while in detention, and his 14-year-old son is also said to have been beaten and burned with cigarettes by police seeking the whereabouts of Alakram's wife, who is currently in hiding.

In June 1993, amid general political unrest in Azerbaijan, Alakram Hummatov announced the creation of a self-proclaimed "Talish-Mugan Autonomous Republic" (TMR), based around the southern city of Lenkaran and incorporating seven administrative districts in the area[7]. He was declared President of the TMR, but the authorities eventually restored control over the area in August and Alakram Hummatov went into hiding.

He was eventually detained on 9 December 1993 and transferred to Baku. Nine months later he was among four prisoners (including Rahim Qaziyev, above) who escaped from the investigation-isolation prison of the MNS. Alakram Hummatov went into hiding again, and it is reported that his relatives suffered harassment by police trying to discover his whereabouts. His wife Sudaba Rasulova, for example, is said to have been detained without charge in Lenkaran at the beginning of July 1995, effectively as a hostage to force her husband to give himself up. Alakram Hummatov returned to his home on 3 August, and was rearrested. Sudaba Rasulova was released, but went into hiding after the authorities reportedly sought to arrest her again three days later.

Alakram Hummatov is said to have been beaten after he was transferred to Baku following this second arrest, but no specific details of injuries allegedly sustained are currently available to Amnesty International. Police seeking Sudaba Rasulova are also said to have beaten the couple's eldest child, 14-year-old Ramal Hummatov, on several occasions in an attempt to force him to reveal the location of his mother. One beating is said to have taken place at a Lenkaran police station on 5 September 1995, in the presence of the boy's grandmother. On another occasion, the date of which is not known, the police are said to have inflicted cigarette burns on Ramal Hummatov's body.

Alakram Hummatov is currently standing trial in the Military Collegium of the Azerbaijani Supreme Court, on a range of charges in connection with events around the proclamation of the TMR[8]. He faces a possible death sentence if convicted. Several of Alakram Hummatov's relatives were also reportedly arrested in August, possibly on a

[7] The Talish are a minority ethnically distinct from Azeris, and concentrated mainly in the south of Azerbaijan.

[8] The charges against him in connection with the TMR are reportedly "treason" (Article 57), "establishing illegal armed formations" (Article 70-2), "unauthorized appropriation of the title or powers of an official" (Article 192 part 2), "unlawful deprivation of freedom" (Article 120), "breach of the inviolability of a citizen's residence" (Article 132) and "illegal possession of a weapon" (Article 220-2). To these has been added "escape from a place of imprisonment" (Article 185 part two).

in October 1995[12] as reporting that 244 inmates died in 1994 out of a total of 320 prisoners infected with tuberculosis, and that as of that date in 1995 the number of those prisoners suffering from tuberculosis had reached 1,200. These figures appear to refer to the prison population as a whole, not just in pre-trial detention.

Once tried, most prisoners are transferred from an investigation-isolation prison to a corrective labour colony to serve their sentence. Conditions in these colonies have been less frequently described, although there were press reports about a protests on 29 September 1995 by prisoners in colony No. 2 near the village of Bina. The prisoners were said to have gone on hunger-strike, and 120 of them staged a roof-top protest, to reinforce a number of demands relating to alleged ill-treatment in the colony. According to reports the prisoners complained, among other things, that they were subjected to physical humiliations and that bribes were frequently necessary to obtain clothes, food products and medicines.

Amnesty International's concerns

Amnesty International is concerned about the persistent reports of ill-treatment in detention in Azerbaijan, and is calling on the authorities to:

- conduct comprehensive and impartial investigations into the deaths in custody of Shahmardan Jafarov and Aypara Aliyev, and make the results public;
- conduct comprehensive and impartial investigations into all allegations of beatings and ill-treatment in custody, with the results made public and any perpetrators brought to justice;
- ensure that all prisoners receive prompt and appropriate medical treatment.

[12] Baku journal Avrasiya of 7 October 1995, quoting a deputy director of the Health Department of the Main Directorate for the Implementation of Court Decisions, in the Ministry of Health.

amnesty international

AZERBAIJAN

Tofiq Qasimov: a possible prisoner of conscience



February 1996
AI Index: EUR 55/05/96
Distr: SC/PO/CO/GR

INTERNATIONAL SECRETARIAT, 1 EASTON STREET, LONDON WC1X 8DJ, UNITED KINGDOM

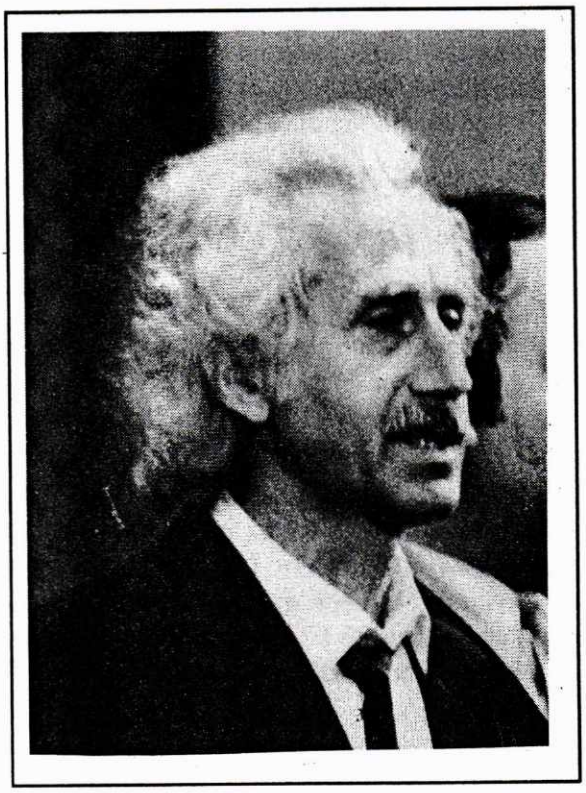
AZERBAIJAN

Tofiq Qasimov: a possible prisoner of conscience

Tofiq Masim oglu Qasimov, a parliamentarian and prominent political figure in Azerbaijan, was arrested at 7.15am on 19 September 1995 at his home in the country's capital, Baku. He has been accused of calling for the violent overthrow of the government, and of complicity in a failed coup attempt in March 1995. He faces a possible death sentence if convicted.

Amnesty International is concerned about allegations that the charges are false, and have been fabricated in order to punish Tofiq Qasimov for his non-violent political activity in opposition to the Azerbaijani government. Amnesty International is currently seeking further information about the charges against Tofiq Qasimov and the circumstances of his arrest.

Background



The political scene in Azerbaijan[1] has been turbulent since the country received recognition as an independent state following the breakup of the Soviet Union. Current President Heydar Aliyev came to power after his predecessor, Abulfaz Elchibey, fled the capital in the face of an armed revolt in June 1993. Subsequently President Aliyev has also faced such opposition, for example in mid-March 1995. Elite special police units (known as OPON) mutinied in Baku on 13 March, and in the north-western towns of Akstafa and Kazah the following day. By 17 March, however, government troops had overcome OPON resistance, storming their headquarters in Baku. The OPON commander, Deputy Interior Minister Ravshan Javadov, was among those who died as a result of the

[1] The Azerbaijan Soviet Socialist Republic was one of the 15 constituent republics of the former USSR. Following the collapse of the USSR at the end of 1991 Azerbaijan was recognised as an independent state, and became a member of the United Nations in March 1992. The country is situated in the Caucasus area, and is bounded to the east by the Caspian Sea.

fighting (the official death toll was almost 40 dead, although unofficial estimates put the figure closer to 100). Hundreds of people were arrested following these events[2], and one of the main charges against Tofiq Qasimov is his alleged complicity in the mutiny.

Tofiq Qasimov was born in 1938. He graduated from the Azerbaijani State University in 1960 and has had a long career as a theoretical phycisist, researching in the field of solid state physics. He has been active in politics since at least 1988, when he became a member of the board of the opposition Popular Front of Azerbaijan. In 1990 Tofiq Qasimov was elected to the country's Soviet-era parliament (Supreme Soviet), and he subsequently became a member of the equivalent body - called the National Assembly - in independent Azerbaijan.

In July 1992 Tofiq Qasimov was appointed Foreign Minister in the government of President Elchibey, but resigned in protest almost a year later at parliament's vote to impeach the latter. Tofiq Qasimov remained active in parliamentary affairs, however, and has been an outspoken critic of the policies of President Aliyev. In August 1995 he joined the opposition *Musavat* (Equality) Party, and prior to his arrest he was among their leading candidates for the parliamentary elections set for 12 November 1995 (*Musavat* was eventually barred as a party from contesting the elections owing to alleged irregularities regarding the nomination of candidates).

Arrest and charge

Tofiq Qasimov was arrested in the morning of 19 September, although his parliamentary immunity was not removed by the National Assembly until later that day. According to the most recent information available to Amnesty International, he has been accused of involvement in a secret organization connected to the March 1995 coup attempt, and of calling for the armed overthrow of the government. The investigation of his case is believed to be under Article 57-1 of the Azerbaijani Criminal Code ("Use of the armed forces of the Azerbaijani Republic or of other armed formations established under the laws of the Azerbaijani Republic against the Azerbaijani people or Constitution"). This article is punishable by five to 10 years' imprisonment or, if the actions have "serious consequences", by 10 to 15 years' imprisonment or death[3].

[2] The independent news agency TURAN reported on 25 January 1996 that, as of that date, 556 employees of OPON had been arrested since March 1995 in connection with the mutiny.

[3] The majority of death sentences passed in Azerbaijan in recent years have been for premeditated murder. However, in 1995 at least two were handed down in cases which had a political element. Rahim Qaziyev, a former Minister of Defence, was sentenced to death *in absentia* in May after being convicted of, among other charges, large-scale theft and the military crime of neglect of duty in a combat situation (Article 255 of the Criminal Code). The latter charge related to the fall in

Tofiq Qasimov's alleged involvement is said to have been through a study group called the Azerbaijani Centre for Strategic Research (ACSR), which is said to have provided him with cover as a leading figure in a plot to overthrow President Aliyev in March 1995. Tofiq Qasimov is accused of being the ideological force behind the revolt, and of conducting secret meetings via the ACSR with OPON commander Ravshan Javadov, who led the mutiny.

The day before his arrest Tofiq Qasimov held a press conference at which he refuted accusations of his involvement in the coup attempt. His supporters claim that the ACSR meetings were attended by a wide range of people, including government officials, and that they functioned openly with all proceedings recorded on audio cassettes. They also claim that the accusation that Tofiq Qasimov called for the overthrow of the government is based on comments that have been taken out of context. What he actually stated, they say, was that it was impossible to change power in Azerbaijan by democratic means as no democratic conditions actually existed, and that it was necessary to struggle for the re-establishment of such democratic conditions. His supporters also claim that Tofiq Qasimov is on record as rejecting the use of force as a means to power.

Investigation of the case

Originally held at a police station, Tofiq Qasimov was subsequently transferred to the investigation prison of the Ministry of National Security in Baku where he is currently detained in a cell by himself. Five different investigators are said to have worked on the case, and in December it was reported that Tofiq Qasimov had decided to refuse giving further evidence as a mark of protest against his arrest on what he states are fabricated charges. The investigation is reportedly set for completion by 22 February. If this is the case the trial may be expected at the end of that month or the beginning of March.

Amnesty International's concerns

The charges against Tofiq Qasimov are grave, and Amnesty International would not normally take up the case of anyone accused of such crimes. However, the organization is concerned about allegations that the charges are false, and have instead been brought to

May 1992 of the towns of Shusha and Lachin to ethnic Armenian forces. Eldar Aliyev, the commander of an army unit, was sentenced to death by a military tribunal on 12 December. He had been charged in connection with the fall of the town of Agdam to ethnic Armenian forces in 1993, and with participating in a failed coup attempt in October 1994.

punish Tofiq Qasimov for his non-violent opposition to the Azerbaijani government. This concern is heightened by the fact that Tofiq Qasimov faces a possible death sentence if convicted. Amnesty International opposes the death penalty in all cases without reservation, on the grounds that it is a violation of the right to life.

Amnesty International has put its concern to the Azerbaijani authorities, and is seeking further information from them and other sources on the charges against Tofiq Qasimov, and the circumstances of his arrest. Amnesty International is also urging the authorities, should the case be brought to court, to ensure that Tofiq Qasimov receives a fair trial in line with international standards.

KEYWORDS: POSSIBLE POC1 / PARLIAMENTARIANS / PHOTOGRAPHS

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

14 février 1995
FDOC7250
14031302951F

Doc. 7250

RAPPORT

sur la situation humanitaire des réfugiés et personnes déplacées en Arménie et en Azerbaïdjan

(Rapporteur: M. ATKINSON, Royaume-Uni, Groupe des démocrates européens)

Résumé

Le conflit du Haut-Karabakh a déjà fait plus d'un millier de réfugiés et de personnes déplacées, et causé d'énormes souffrances depuis son éclatement en 1988. Un cessez-le-feu est en vigueur depuis mai 1994.

Le rapporteur, qui a visité l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 1994, rend hommage à l'action dévouée menée par des organisations humanitaires présentes dans ces pays et en appelle à l'intensification de l'assistance internationale, comprenant la mise en place immédiate de logements préfabriqués pour remplacer les tentes, totalement inadéquates pour protéger contre le froid, et des approvisionnements plus substantiels en nourriture et combustible de chauffage. Il propose également la création d'une institution unifiée des Nations Unies pour le Caucase et l'accélération du dialogue politique en vue de mettre fin au conflit.

I. Projet de résolution

1. L'Assemblée regrette profondément que le conflit du Haut-Karabakh, qui a éclaté en 1988, ait causé d'énormes souffrances humaines, entraînant des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés et plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées en Arménie et en Azerbaïdjan.

2. On trouve parmi ces derniers des centaines de milliers de personnes qui ont quitté leur domicile à la suite de menaces, d'informations sur les atrocités commises ou sur l'ordre des autorités soviétiques avant 1991.

3. Depuis que l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont devenus indépendants en 1991, leurs économies se sont sérieusement détériorées. Cette situation est aggravée par les conséquences du conflit et des blocus économiques par les pays voisins.

4. Les populations des deux pays connaissent en conséquence une baisse considérable de leur niveau de vie, et se trouvent confrontées à des difficultés croissantes, y compris un chômage en hausse et de graves pénuries d'eau, de combustible et d'énergie. L'ONU estime que plus d'un million de personnes dans les deux pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

5. Les réfugiés en particulier, surtout ceux d'Azerbaïdjan hébergés sous des tentes inadéquates, se trouvent dans des conditions extrêmement pénibles car ils manquent de chauffage, de nourriture et d'une aide médicale de base.

6. Des programmes de l'ONU sont établis dans les deux pays depuis décembre 1992. Toutefois, leur financement est loin d'être suffisant pour répondre aux besoins.

7. En outre, les institutions de l'ONU conseillent et assistent les deux gouvernements dans la transition vers l'économie de marché, la décentralisation et la création de bases de données pour des programmes de santé et d'éducation. Toutefois, ces services pour l'instant dirigés à partir de sièges distincts dans les pays visés, y compris ceux dont bénéficie la Géorgie, sont gênés par des obstacles à la coopération et leur prestation pourrait ne pas représenter le déploiement le plus efficace de connaissances spécialisées, de cadres et de ressources pendant une si longue période.

8. L'Assemblée rappelle sa Recommandation 1251 (1994) dans laquelle elle se félicite du cessez-le-feu entré en vigueur depuis le 12 mai 1994, renouvelle les appels à toutes les parties pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait le remettre en cause et se propose de contribuer à promouvoir un accord de paix au mieux de ses possibilités, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des Etats intéressés.

9. L'Assemblée réitère son appel aux parties en conflit pour qu'elles organisent au plus tôt le retour chez eux des réfugiés qui le souhaitent, avec des compensations à ceux qui désirent se réinstaller ailleurs, pour qu'elles respectent les droits des minorités, pour qu'elles mettent fin immédiatement au blocus de tous les moyens de transport et de communication entre elles, et pour que cesse également celui imposé par la Russie et la Turquie.

10. L'Assemblée demande avec vigueur:

i. aux Gouvernements arménien, azéri et géorgien de coopérer le plus possible avec les institutions de l'ONU et les organisations non gouvernementales pour la fourniture de secours d'urgence et les programmes à plus long terme de santé, d'éducation, de réhabilitation et de développement;

ii. au Gouvernement géorgien d'accepter le retour et le rétablissement des Turcs meskhs, avec l'aide de l'ONU, et invite l'ONU à accorder une attention spéciale à la situation de ce groupe particulièrement vulnérable;

iii. à l'Union européenne, par l'intermédiaire de son Office humanitaire, d'intensifier son assistance aux populations vulnérables du Caucase du Sud.

11. Enfin, l'Assemblée en appelle à un effort international plus important visant à contribuer à la réinstauration de la paix et à l'amélioration de la situation humanitaire dans le Caucase et, à ces fins, encourage les gouvernements et les parlements des Etats membres à offrir leurs assistance, expérience et coopération à la région qui sort de soixante-dix ans d'isolement.

II. Projet de recommandation

1. L'Assemblée, se référant à sa Résolution ... (1995) sur la situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées en Arménie et en Azerbaïdjan, recommande au Comité des Ministres:

i. de considérer comme une préoccupation urgente la situation critique qui résulte de l'inadaptation totale de l'aide internationale aux victimes du conflit cruel du Haut-Karabakh et, en particulier, à ceux qui ont dû quitter leurs foyers;

ii. conformément à sa Recommandation 1247 (1994) sur un élargissement du Conseil de l'Europe, d'inviter le Fonds de développement social du Conseil de l'Europe et ses Etats membres à permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie de bénéficier du financement du Fonds, par l'intermédiaire de son compte d'urgence, éventuellement en coordination avec l'ONU et d'autres institutions internationales concernées;

iii. d'inviter les gouvernements des Etats membres:

a. à admettre qu'une assistance internationale par le canal des institutions de l'ONU, du Comité international de la Croix-Rouge, de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des organisations non gouvernementales sera nécessaire dans le Caucase pendant de nombreuses années encore, et en conséquence à répondre généreusement à leurs appels futurs;

b. à offrir les connaissances spécialisées et la main-d'œuvre voulues pour déminer le Karabakh et ses environs;

c. à envisager la création d'une institution unifiée de l'ONU pour le Caucase, sur le modèle de l'UNRWA en Palestine et l'établissement d'un siège régional à Tbilissi, ou d'un mécanisme de coordination similaire;

d. à activer le dialogue politique avec les autorités d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie en confirmant les offres d'aide, de fourniture de connaissances spécialisées et de coopération du Conseil de l'Europe, en particulier dans les domaines des droits de l'homme, de l'introduction d'une démocratie parlementaire et, le cas échéant, de la protection des droits des minorités et de l'identité culturelle.

III. Exposé des motifs par M. ATKINSON

Table des matières

Page

1. Introduction 7

2. Historique 7

3. La situation humanitaire générale[1] 8

4. La situation en Arménie[1] 9

5. Visite des rapporteurs en Arménie (26-31 août 1994) 11

5.1. Rencontre avec M. Vladimir Movsissian, chef du Service public des réfugiés 11

5.2. Rencontre avec M. Bagoyan, ministre des Affaires sociales 12

5.3. Rencontre avec M. Claude Belleau, PNUD 12

5.4. Rencontre avec M. Juheni Alenka, Unicef 12

5.5. Rencontre avec M. Dale Skoric, PAM 12

5.6. Visite du camp de réfugiés de Hayanist, à vingt-cinq kilomètres au sud de Yerevan, avec M. Adriano Silvestri, agent de protection du HCR 13

5.7. Visite du projet du HCR à Echnizdin 13

5.8. Visite des camps de réfugiés du district de Hrazdan, avec M. Surendra Panday, agent sur le terrain du HCR 13

5.9. Visite du village de réfugiés d'Oxfam à Arznik, district de Kotack 14

6. La situation en Azerbaïdjan[1] 14

7. Visite du rapporteur en Azerbaïdjan (14-17 novembre 1994) 16

7.1. Rencontre avec M. Kaisar Zarmen, responsable du HCR sur le terrain 16

7.2. Rencontre avec M. Roberto Laurenti, responsable sur place d'un programme de l'Unicef 16

1. Eléments tirés du Bulletin d'information du HCR de juillet 1994.

Page

7.3. *Rencontre avec M. Fouad Gousseinov, dirigeant en exercice du PAM* 17

7.4. *Rencontre avec M. Necmettin Ilhan, responsable en exercice du PNUD* 17

7.5. *Rencontre avec M. David McLachlan-Karr, chef du DHA* 17

7.6. *Rencontre avec M. Bernard Julier, CICR* 17

7.7. *Rencontre avec M. Gasunov, parlementaire, président de la Commission des réfugiés* 17

7.8. *Visite du camp de réfugiés du Croissant-Rouge iranien, près d'Imisly* 17

7.9. *Rencontre avec M. Khanhussayn Baylarov, chef des Services de district d'Imisly* 18

8. Conclusions 18

ANNEXE: Carte du Caucase établie par le HCR 20

1. Introduction

1. La proposition de résolution sur la situation dans le Caucase (Doc. 6891), que le Bureau de l'Assemblée a renvoyée à la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie le 3 septembre 1993, déplore l'aggravation du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et la situation tragique des réfugiés et des personnes déplacées qui en résulte. Les signataires demandent qu'il soit mis fin sans délai aux incursions arméniennes sur le territoire de l'Azerbaïdjan avant qu'elles n'entraînent plus de pertes en vies humaines et que plus de réfugiés soient obligés de fuir, et que «les conditions nécessaires soient créées pour le retour des personnes déportées et pour la fourniture rapide d'une assistance humanitaire».

2. Après avoir examiné cette proposition à sa réunion du 15 octobre 1993, la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie a décidé d'informer le Bureau qu'elle traiterait uniquement des aspects de la question concernant les réfugiés, et non de ses aspects strictement politiques, bien qu'ils ne puissent de toute évidence être entièrement dissociés. En outre, par souci de se montrer complète et pour que le rapport corresponde à la portée géographique du titre, elle a convenu d'examiner également la situation des réfugiés et autres personnes déplacées à la suite du conflit en Géorgie.

3. La commission a décidé ensuite que le rapporteur ferait des visites d'enquête dans la région pour préparer son exposé plutôt que de s'en remettre entièrement aux nouvelles transmises par d'autres, sous réserve de l'approbation du Bureau. Malheureusement, cette approbation a fait défaut car elle dépendait de l'issue du débat ajourné sur l'élargissement du Conseil de l'Europe, puis du renvoi également ajourné des demandes relatives au statut d'invité spécial présentées par les trois Etats caucasiens aux commissions compétentes.

4. Le rapporteur a donc de sa propre initiative sollicité auprès des gouvernements respectifs l'autorisation de se rendre en Arménie et en Azerbaïdjan. Ces visites ont eu lieu du 26 au 31 août et du 14 au 17 novembre 1994. Les programmes comprenaient des rencontres avec les ministres compétents, des séances d'information des institutions de l'ONU et des autres organisations internationales et des visites des camps de réfugiés. Une possibilité analogue de visiter la Géorgie ne s'étant pas présentée, le rapport ne concerne jusqu'ici que l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

2. Historique

5. L'effondrement du communisme et l'aggravation des tensions ethniques ont plongé dans la tourmente les territoires situés à l'extrême sud de l'ex-Union Soviétique, en particulier le Caucase où les conflits ethniques ont obligé environ 1,5 million de personnes à fuir leur domicile en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan. La commission a brièvement examiné la situation dans son rapport sur les mouvements de population entre les républiques de l'ex-URSS (Doc. 6739) que l'Assemblée parlementaire a adopté le 4 février 1993.

6. Depuis lors, l'Assemblée a procédé à un examen plus approfondi d'un rapport de sa commission des relations avec les pays européens non membres sur le conflit dans le Haut-Karabakh (Doc. 7182) que sa Commission Permanente a adopté le 10 novembre 1994. Ce document faisait état de près de 20 000 morts et de plus d'un million de réfugiés depuis le début du conflit en 1988. Un cessez-le-feu est en vigueur depuis mai 1994.

3. La situation humanitaire générale[1]

7. Bien que les combats aient été couverts de façon intermittente par les médias au cours des dernières années, l'opinion publique mondiale ignore largement les souffrances qu'a causées le conflit et que continuent d'endurer des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées dans ces trois républiques.

8. A l'invitation des gouvernements, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a ouvert en décembre 1992 des bureaux en Arménie et en Azerbaïdjan, inaugurant ainsi son premier programme d'assistance en faveur des réfugiés et des personnes déplacées sur le territoire de l'ex-Union Soviétique. Les opérations du HCR en Géorgie ont débuté en juillet 1993. Il est aujourd'hui l'institution des Nations Unies la plus active et la plus visible dans le Caucase[2].

9. Le HCR coopère étroitement dans la région avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef, le Département des questions humanitaires des Nations Unies (DHA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et plusieurs autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales.

10. Outre son mandat traditionnel de droit et de protection, le HCR a pour mission dans les trois républiques d'apporter une aide humanitaire aux plus vulnérables des réfugiés et des personnes déplacées – environ 630 000 au total.

11. Bien que le HCR ne sollicite pas de mandat global qui lui permettrait de prendre en charge les personnes déplacées, il est intervenu en leur nom dans le Caucase, à la demande du Secrétaire général des Nations Unies et des gouvernements intéressés – démarche qui a eu un impact préventif en apportant protection et aide à des populations qui auraient pu autrement se trouver contraintes de franchir les frontières et de se rendre dans des pays voisins.

12. Cette action n'est pas terminée; elle est entrée dans sa troisième année alors qu'elle devait primitivement constituer un programme de six mois en Arménie et en Azerbaïdjan. L'évolution politique dans le Caucase a permis un cessez-le-feu fragile en mai 1994.

13. Les réfugiés et personnes déplacées ne sont pas les seuls à souffrir. Les populations des trois pays sont dans leur ensemble soumises à des pressions terribles. Les infrastructures se détériorent et, dans de nombreuses régions, les combustibles et

---

1. Le rapporteur s'est référé au bulletin d'information du HCR de juillet 1994 pour ce chapitre et les chapitres 4 et 6.

2. Cependant, le rapporteur souhaite rappeler que l'organisation humanitaire internationale ayant la plus longue présence dans la région est la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), qui a établi une délégation en Arménie en raison du tremblement de terre en 1988. D'autres délégations ont été créées en Géorgie et en Azerbaïdjan au printemps 1993. En 1994, le montant de l'ensemble des programmes humanitaires de la FICR dans les trois pays de la région s'élevait à 25 millions de dollars des Etats-Unis.

l'électricité – quand il y en a – ne sont disponibles que de façon irrégulière. Le commerce et les industries se sont progressivement arrêtés, laissant des centaines de milliers de familles sans emploi et sans ressources. L'inflation a atteint des niveaux records et la pénurie touche à peu près tous les produits. Les gens ont faim et les files d'attente s'allongent devant les dépôts de pain subventionnés par l'Etat. En Arménie, il faut un mois de salaire pour acheter une livre de beurre et deux mois pour un kilo de viande. A moins d'une réaction mondiale, la famine menace ce pays pendant l'hiver 1994-1995.

14. Le HCR a demandé à la communauté internationale une contribution de près de 27 millions de dollars pour ses programmes engagés en 1994 dans les trois pays caucasiens; cette contribution représente une fraction de l'appel interagences lancé par l'ONU pour un montant total de 114 millions de dollars. Il est dans l'intérêt de toutes les nations d'aider les populations de ces nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union Soviétique à se reconstruire dans un climat de paix et de stabilité.

4. La situation en Arménie[1]

15. Déstabilisée par six années de guerre, l'Arménie souffre également du blocus de fait que lui imposent les Etats voisins. En barrant presque tous les itinéraires commerciaux, ce blocus a créé dans le pays une grave pénurie de nourriture, de combustible, de semences, d'engrais et d'autres biens essentiels. Après l'effondrement de l'ex-Union Soviétique, les réseaux de l'administration centrale et régionale se sont désintégrés. Ce qui reste de l'économie est un combiné de socialisme, d'économie de marché et de troc, le tout imprégné de ce que la population locale appelle l'influence de la «mafia» soviétique.

16. Plus de 70 % des industries nationales ont mis la clé sous la porte et celles qui fonctionnent encore n'utilisent que 10 à 20 % de leur capacité. Le cours de la monnaie arménienne, qui était lors de son introduction le 22 novembre 1993 de 14,5 drams pour un dollar, était tombé en juin 1994 à 400 drams. Pendant la même période, les prix se sont multipliés par vingt-trois.

17. Le Gouvernement arménien estime que 94 % des habitants du pays, qui sont au nombre de 3,5 millions, vivent au-dessous du seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale à un dollar par personne et par jour. En outre, les pouvoirs publics en sont encore à panser les plaies causées par le tremblement de terre de 1988 qui a dévasté une grande partie du pays, a tué 25 000 personnes et en a privé 500 000 autres de logement.

18. Vient s'ajouter à ces énormes difficultés la présence de plus de 300 000 réfugiés qui ont fui le Haut-Karabakh et d'autres régions d'Azerbaïdjan par vagues successives entre 1988 et 1992.

19. Cette année, le HCR a pris en charge 150 000 réfugiés dont la situation a été jugée prioritaire[2]. En fait, les chiffres cités plus haut montrent que la quasi-totalité de la population est maintenant dans ce cas.

---

1. Voir renvoi 1, page 8.

2. Ce chiffre inclut 75 000 réfugiés auxquels la FICR fournit également l'assistance.

20. En dépit des épreuves qu'ils endurent, les Arméniens se sont montrés très généreux envers les réfugiés. «Ils éprouvent une grande sympathie à leur égard», affirme Robert Robinson, chef du Bureau du HCR à Yerevan. «Les Arméniens ne laissent pas leur prochain mourir de faim. Ils savent partager.»

21. Cette générosité, toutefois, pourrait avoir des limites si, à l'approche d'un nouvel hiver très rigoureux, la situation devait se détériorer encore. «Lorsque vous dormez dans une pièce où il fait moins dix degrés, que vous vivez au neuvième étage d'un immeuble sans ascenseur, sans électricité de jour comme de nuit, avec peu de nourriture et peu de combustible, vous ne pouvez évidemment avoir bon moral», poursuit Robinson. «Chaque fois que l'hiver arrive, je me dis que les gens ont de moins en moins d'énergie pour y faire face.»

22. Depuis que le HCR a ouvert son bureau en Arménie en décembre 1992, le nombre de réfugiés pris en charge qui a été d'abord de 53 000 est passé à 140 000 en 1993, puis à 150 000 en 1994. En 1993, le HCR a distribué 105 000 colis familiaux de vivres, ainsi que des couvertures, du plastique souple et du kérosène, dans le cadre d'une distribution plus large organisée par USAID (et cofinancée par le Japon) à l'ensemble de la population. Le HCR a également apporté son appui à divers programmes d'ONG, dont un projet original d'abris ruraux qui propose aux réfugiés des logements préfabriqués et 800 m^2 de terres cultivables.

23. Bien que les autorités arméniennes aient enregistré environ 360 000 réfugiés, il semblerait que 35 000 personnes soient retournées dans le Haut-Karabakh et que des milliers d'autres soient parties dans d'autres pays — principalement en ex-Union Soviétique — en raison de la crise économique qui sévit en Arménie. On estime à 300 000 le nombre de réfugiés restés en Arménie après avoir fui l'Azerbaïdjan. En outre, selon le Gouvernement arménien, 72 000 personnes ont été déplacées des villes et des villages qui bordent la frontière avec l'Azerbaïdjan, à l'est du pays. S'ajoutent à ce nombre les 5 000 à 6 000 réfugiés qui ont fui les combats dans la région géorgienne d'Abkhazie. On estime que la plupart vivent dans les zones urbaines d'Arménie.

24. Parmi les 140 000 réfugiés pris en charge par le HCR en 1993, environ 30 % étaient des hommes adultes, 43 % des femmes adultes et 27 % des enfants. Pour l'Arménie, on peut les répartir approximativement en deux catégories:

a. réfugiés de 1988-1991 de Sumgaït, Gandjou, Bakou et d'autres régions d'Azerbaïdjan;

b. réfugiés de 1992 venant du Haut-Karabakh et des régions de Chahoumyan et Markakert.

25. Environ 60 % des réfugiés d'Arménie vivent dans des centres communautaires, dont beaucoup auraient grand besoin d'être remis en état. Le HCR coopère avec Oxfam et d'autres organisations pour améliorer ces bâtiments, et a procédé l'année dernière à des réparations dans plus de quatre-vingts d'entre eux. Toutefois, il reste beaucoup à faire. La seule ville de Yerevan compte plus de cent-cinquante centres communautaires qui logent des réfugiés. Le HCR et Oxfam espéraient remettre en état cent autres centres communautaires en 1994.

26. Le HCR coopère ou coordonne étroitement ses activités en Arménie avec les services publics chargés des réfugiés, la Croix-Rouge arménienne, le PNUD, le PAM, l'Unicef, le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, CARE, la Croix-Rouge américaine, le Conseil danois des réfugiés et plusieurs organisations non gouvernementales, parmi lesquelles Oxfam, MSF, *Save The Children Fund*, *Volunteers and Overseas Co-operative Assistance*, et l'UCJG. Plusieurs associations culturelles et humanitaires arméniennes ayant leur base dans d'autres pays sont également présentes en Arménie. Selon le gouvernement, on compte au total vingt-huit organisations humanitaires internationales qui exercent une action en Arménie.

27. Les besoins financiers du HCR pour l'Arménie se sont élevés en 1994 à 4 005 700 dollars, nécessaires pour apporter une aide multisectorielle aux réfugiés et aux personnes déplacées sur le territoire national. Le programme du HCR en Arménie pour 1994 a comporté les points suivants:

– aide pour survenir aux besoins domestiques et de ménage: apport de produits de base et de secours tels que kérosène, couvertures, savons et détergents, vêtements;

– abris et infrastructures: remise en état de bâtiments urbains existants servant à loger des réfugiés et des personnes déplacées; construction dans les zones rurales de petites unités de logement, notamment celles auxquelles le gouvernement a affecté des parcelles cultivables; projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement;

– création de revenus: apports de semences et instruments de jardinage; projets de petit artisanat à l'intention des femmes.

5. Visite du rapporteur en Arménie (26-31 août 1994)

5.1. Rencontre avec M. Vladimir Movsissian, chef du Service public des réfugiés

28. 350 000 Azeris arméniens ethniques ont constitué la première vague des réfugiés, en mai 1988, après le «massacre de Sumgait»; le pays a accueilli en mai 1991 une deuxième vague de 5 100 réfugiés du Karabakh; en juin et juillet 1992 une troisième de 7 000 réfugiés du Karabakh, dont 3 900 sont rentrés chez eux depuis. Il faut y ajouter 6 000 réfugiés abkhazes de Géorgie, dont 2 000 y sont retournés.

29. Au 1er septembre 1994, on dénombrait en Arménie 304 000 réfugiés, soit 12 % de la population totale. En outre, le pays comptait 514 000 sans-abri depuis le tremblement de terre de 1988, 78 000 habitants de la zone frontière avec l'Azerbaïdjan vivaient dans des maisons endommagées et 100 000 autres étaient inscrits sur les listes d'attente de logement. Ainsi, l'Arménie totalisait plus d'un million de sans-foyer.

30. Les réfugiés sont logés principalement dans des abris temporaires et des bâtiments publics (hôtels, écoles, etc.). 70 % d'entre eux ne travaillent pas. Les Arméniens venant d'Azerbaïdjan sont pour la plupart qualifiés (ingénieurs, enseignants, etc.), alors que les Azéris qui ont quitté l'Arménie étaient en majorité des agriculteurs. Les Arméniens d'Azerbaïdjan, qui ont abandonné 92 000 habitations, n'ont reçu aucune compensation, alors que les Azéris en ont laissé en Arménie 32 000, pour lesquelles le Gouvernement arménien a payé, en 1989, 71 millions de roubles (71 millions de dollars à l'époque).

31. L'Arménie en est maintenant à sa sixième année de blocus économique, qu'il s'agisse des transports, du combustible ou des moyens financiers. Les chemins de fer du nord sont fermés. La seule voie de communication avec l'Iran est une route de montagne tortueuse. L'économie ne fonctionne plus, l'industrie a été démantelée et on dispose de peu d'énergie pour pomper l'eau. Les infrastructures se désintègrent. Le taux de décès et de suicides augmente du fait des névroses provoquées par les souffrances continuelles. Le manque de savon, de détergent et d'eau causera probablement des maladies.

5.2. Rencontre avec M. Bagoyan, ministre des Affaires sociales

32. Le tiers de l'Arménie a été détruit par le tremblement de terre, les reconstructions représentent moins de 6 % des bâtiments disparus et les victimes occupent toujours des logements temporaires. Les transports font l'objet d'un blocus. La sortie de la zone rouble a été source d'inflation. Il existe une crise de l'énergie, la production industrielle a chuté de 70 % faute de matières d'importation, et le chômage augmente. Les 300 000 réfugiés représentent 10 % de la population, mais 80 % des habitants ont besoin d'aide. Le ministère des Affaires sociales cible pour la distribution d'une assistance aux réfugiés les groupes à risque et ceux qui ont le niveau de vie le plus bas. L'ONU mène une action remarquable (projets, programmes alimentaires, logements, etc.) mais cette aide n'est pas suffisante. Un «marché commun» entre les trois Etats caucasiens offrirait les meilleures perspectives pour la région.

5.3. Rencontre avec M. Claude Belleau, PNUD

33. En tant qu'institution de financement, le PNUD coopère avec le ministère arménien de l'Economie qui supervise l'ensemble de l'aide étrangère, et l'aide à réformer l'économie planifiée. Les besoins de réhabilitation et de développement du pays ont été négligés en faveur de ceux des réfugiés, si bien que l'économie a décliné. La main-d'œuvre importante se trouve confrontée à un chômage croissant.

5.4. Rencontre avec M. Juheni Alenka, Unicef

34. L'Unicef aide le Gouvernement arménien à rétablir le système de statistiques en matière de santé pour une période de cinq ans encore à déterminer et à raison de quatre millions de dollars par an, fournis par des donateurs réguliers. L'appel d'urgence lancé l'année dernière pour un budget de deux ans a permis de relancer un programme d'immunisation dont la mise en œuvre incombe désormais au ministère de la Santé, ainsi que de distribuer des biscuits, des couvertures et des vêtements aux groupes vulnérables et des nécessaires normalisés de médecine préventive. Ces mesures doivent être remplacées par un programme normal de l'Unicef pour l'ensemble du pays plus un programme d'urgence pour les réfugiés.

5.5. Rencontre avec M. Dale Skoric, PAM

35. Une aide alimentaire est apportée à 150 000 réfugiés et 170 000 retraités vulnérables et le PAM coordonne les programmes alimentaires scolaires pour éviter les doubles emplois avec les ONG. Les principaux sujets de préoccupation sont la pénurie d'approvisionnements pour répondre aux besoins et les difficultés de transport. Une unité consultative caucasienne de logistique a été établie, avec un centre de communication à Tbilissi, pour coordonner les trains et les arrivées de cargaisons à Boutomi et Poki sur la mer Noire; des locomotives ont été apportées de Russie pour éviter la pénurie d'électricité en hiver; on a renforcé des ponts en Abkhazie et dragué des ports pour qu'ils puissent

recevoir un tonnage plus important. En outre, un service aérien léger financé par USAID fonctionne entre les aéroports caucasiens, et un pont a été restauré en Géorgie afin de rétablir une communication vitale avec l'Arménie. On s'est heurté à des problèmes de vol des cargaisons en Géorgie et la mise en œuvre d'un système analogue en Azerbaïdjan s'est révélée difficile.

5.6. Visite du camp de réfugiés de Hayanist, à vingt-cinq kilomètres au sud de Yerevan, avec M. Adriano Silvestri, agent de protection du HCR

36. Le camp est composé d'habitations préfabriquées sur des parcelles assez grandes, qui remplacent les logements temporaires de familles arméniennes ethniques arrivées d'Azerbaïdjan en 1991. Qualifiés pour la plupart (enseignants, infirmières, etc.), ils ont été obligés par l'armée soviétique à abandonner leur foyer et presque tous leurs biens, dans un délai de deux heures, dans le village de Getashen, au nord du Karabakh, où ces familles vivaient depuis 1 300 ans. Entièrement dépendantes de l'aide, elles envisageraient d'y retourner si les conditions le permettaient, mais se sont résignées à rester en espérant une compensation. Le quart de ces personnes déplacées sont décédées sous les effets du choc et des tensions.

5.7. Visite du projet du HCR à Echnizdin

37. Cette unité d'élevage de poulets qui crée des revenus a été établie en juin 1994 pour offrir vingt-cinq emplois à des Arméniens ethniques de Bakou où leurs familles étaient installées depuis près de huit cents ans («avant la création de l'Azerbaïdjan!»). Les autorités soviétiques les ont obligés à partir en 1988 et 1989, ne leur laissant que ce qu'ils pouvaient porter. A la différence des Azéris ethniques d'Arménie qui ont disposé de temps pour vendre leur maison lorsqu'il leur a été ordonné de partir, les Arméniens ethniques d'Azerbaïdjan n'ont pas reçu de compensation pour les biens qu'ils ont perdus.

5.8. Visite des camps de réfugiés du district de Hrazdan, avec M. Surendra Panday, agent sur le terrain du HCR

38. Dans un immeuble d'une station de vacances, Akhvirin, où étaient logées sept familles de réfugiés, votre rapporteur a interrogé une mère âgée de 67 ans qui, avec ses filles et trois petits-enfants, avaient fui Bakou en 1989 à la suite de menaces et de discrimination, et qui a le sentiment qu'elle n'y retournera jamais. Elle espère obtenir un logement permanent en Arménie et reçoit des colis alimentaires de l'ONU pour compléter un approvisionnement irrégulier du gouvernement. Il existe une grave pénurie d'électricité; ses filles n'ont pas de travail; deux des maris sont en Russie, le troisième est mort. Les petits-enfants doivent faire cinq kilomètres pour aller à l'école, en autobus en été et à pied en hiver, malgré la menace des loups.

39. Près de là, dans un ancien centre de cure d'Etat pour hauts fonctionnaires, votre rapporteur a parlé à un couple qui, avec ses deux enfants et deux petits-enfants, a été déporté du territoire azéri de Nakhichevan en novembre 1988 par les Russes «à des fins de protection» et sans compensation pour les biens perdus. Ils y retourneraient si leur sécurité était garantie, mais ne pensent pas qu'ils le pourront. Leur demande d'émigration aux Etats-Unis a été rejetée.

5.9. Visite du village de réfugiés d'Oxfam à Arznik, district de Kotack

40. Plus de cent familles sont logées dans ce village préfabriqué construit par les Russes, chacune disposant de sa parcelle. Votre rapporteur a interrogé le chef de cette communauté, ancien directeur d'une ferme collective qui a fui Gattashan en mai 1991 après quatre ans de menaces et d'attaques; il a finalement accepté la déportation sous la «protection» russe, alors qu'il était entouré de chars azéris et témoin de douze décès. Il retournerait à son ancien domicile si les conditions le permettaient.

6. La situation en Azerbaïdjan[1]

41. Les réfugiés et les personnes déplacées représentent aujourd'hui de 10 à 15 % de la population de l'Azerbaïdjan, ce qui provoque d'énormes tensions dans la société et au sein du gouvernement.

42. Malgré ses riches gisements de pétrole et autres ressources naturelles, l'Azerbaïdjan se bat pour faire face à cet afflux massif. La production industrielle est tombée à moins de 65 % de sa capacité. Dans nombre de régions, presque tous les bâtiments publics ont été transformés en abris pour les réfugiés et les personnes déplacées.

43. Hadi Rajabov, chef du Service public des réfugiés et des personnes déplacées de Bakou, estime à 100 000 au moins, pour l'ensemble de l'Azerbaïdjan, le nombre de personnes qui vivent dans des écoles et établissements d'enseignement. 100 000 autres au moins habitent des cités universitaires. «Les réfugiés occupent déjà tous les bâtiments vides, tous les édifices publics où des espaces sont disponibles» a déclaré Rajabov. «Le pays est tellement surpeuplé qu'une explosion sociale se produira en cas de nouvelle arrivée de réfugiés et de personnes déplacées. Je ne vois pas comment nous pourrions en absorber même 5 000 de plus.»

44. Depuis l'ouverture de son bureau à Bakou en décembre 1992, le HCR a vu le nombre de réfugiés et de personnes déplacées passer de moins de 500 000 à quelque 900 000. Son action en Azerbaïdjan s'est inscrite, à l'origine, dans le cadre d'un programme de six mois; l'intervention d'urgence à Kelbadjar, en avril 1993, a ensuite mis en évidence la nécessité de maintenir cette aide d'urgence ainsi que l'assistance apportée à des personnes arrivées antérieurement. En 1993, les combats ont déclenché au moins cinq vagues consécutives d'exode, et contraint le HCR à étendre son programme. L'appui du Haut Commissariat en 1994 a porté sur la fourniture de produits de toute première nécessité et d'autres formes d'assistance d'urgence dans les domaines de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

45. Le HCR a fourni des milliers de tonnes d'approvisionnements humanitaires à l'Azerbaïdjan depuis la fin de 1992. Au 1er juin 1994, il avait distribué – entre autres – près de 6 100 tentes, 215 000 couvertures, 16 100 sacs de couchage, 11 tonnes de vêtements, 19 000 paires de chaussures, 183 tonnes de savon et de détergent, 2 500 tonnes d'huile, 165 tonnes de conserves de poisson et de bœuf, 53 tonnes de sucre, 9 tonnes de lait condensé et 17 tonnes de lait en poudre.

1. Voir renvoi 1, page 8.

46. En juillet 1994, le nombre total de réfugiés et de personnes déplacées d'Azerbaïdjan est estimé à environ 900 000 sur 7 millions d'habitants au total. La population de réfugiés comprend 228 240 Azéris qui ont fui l'Arménie, pour la plupart en 1988. On y trouve également environ 50 000 Turcs meskhs venus d'Ouzbekistan en 1989, exode sans aucun lien avec le conflit du Haut-Karabakh.

47. Les Azéris déplacés sur le plan interne, dont le nombre est d'au moins 630 000, se répartissent comme suit:

– 250 000 sont venus du Haut-Karabakh et des environs, de 1990 à 1992;

– 60 000 ont fui la région de Kelbadjar en avril 1993;

– 120 000 sont originaires de la région d'Agdam, qu'ils ont quittée en juin-juillet 1993;

– 120 000 autres viennent de la région de Fizuli-Gebrayil, qu'ils ont fuie en août 1993;

– 50 000 ont quitté d'août à octobre 1993 la zone de Kubatly-Zangelan.

48. Le nombre de bénéficiaires de l'aide du HCR – les personnes jugées les plus vulnérables et nécessitant une assistance prioritaire – est passé de 53 000 lors du lancement du programme en décembre 1992 à 300 000 en 1994. Environ 42 % de ces bénéficiaires sont des enfants de moins de 15 ans, 31 % des femmes et 15 % des personnes âgées. La plupart des personnes déplacées sont originaires de zones rurales.

49. Les intéressés vivent en majorité dans des familles d'accueil ou dans des édifices publics transformés en abris communautaires. Ces bâtiments, notamment les écoles, sont pratiquement saturés.

50. De ce fait, des dizaines de milliers de personnes déplacées vivent sous la tente dans des campements établis par les sociétés du Croissant-Rouge iranienne et turque et par un fonds saoudien, ou qui ont surgi spontanément près des lignes de front à la suite des derniers combats de l'été 1993.

51. Les conditions de vie dans ces campements de fortune sont très mauvaises, bien que beaucoup de leurs occupants aient pu fuir avec leurs véhicules, quelques animaux domestiques et autres biens. L'approvisionnement en eau et l'assainissement y sont la préoccupation principale, ainsi que la protection contre le froid pendant les mois d'hiver. Le HCR estime que des abris préfabriqués à usages multiples seraient la meilleure solution pour ces personnes déplacées.

52. En Azerbaïdjan, le HCR travaille en coopération ou en coordination avec des organisations telles que Médecins sans frontières, Oxfam, Relief International, International Rescue, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les sociétés du Croissant-Rouge iranienne et turque, l'organisation allemande GTZ et le Fonds saoudien.

53. Les besoins du HCR en capitaux pour l'Azerbaïdjan ont totalisé en 1994 8,5 millions de dollars. Le programme du HCR dans ce pays comprend:

– une assistance domestique et de ménage: fourniture de produits de base tels que couvertures, plastique souple, ustensiles de cuisine, savon, vêtements et chaussures;

– des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement commencés en 1993 et qui seront poursuivis;

– des mesures de santé: le HCR aidera les polycliniques locales en leur apportant un matériel hospitalier et des fournitures médicales de base; on s'efforcera par des programmes de dépistage d'assurer la couverture de santé la plus large possible aux personnes déplacées à l'intérieur du pays;

– une aide à l'hébergement: structures préfabriquées à usages multiples et projet pilote d'auto-assistance permettant de construire localement des abris pour remplacer les tentes;

– des dispositions en matière d'éducation: le HCR examine un programme qui comporterait des tentes entièrement équipées pour servir de salles de classe dans les zones où les écoles ont été occupées par les personnes déplacées;

– la création de revenus: apport d'outils agricoles de base et de semences pour aider les familles à améliorer leur alimentation et à vendre les produits excédentaires sur les marchés locaux.

7. Visite du rapporteur en Azerbaïdjan (14-17 novembre 1994)

7.1 Rencontre avec M. Kaisar Zarmen, responsable du HCR sur le terrain

54. Parmi les effectifs présents des personnes déplacées en Azerbaïdjan, on compte 195 000 Azéris ethniques d'Arménie, environ 35 000 personnes du Karabakh, dont la majorité y retournerait sous réserve d'une aide et d'une compensation pour leurs foyers détruits, 50 000 Turcs meskhs qui ont fui les troubles ethniques de 1989 en Ouzbekistan et souhaiteraient retourner en Géorgie. Beaucoup ont été hébergés dans des bâtiments publics tels que stades et écoles, d'autres dans des wagons de chemin de fer, d'autres encore dans des tentes totalement inadéquates fournies par le Croissant-Rouge iranien, l'ONU et l'Union européenne. Il existe un besoin urgent de logements et installations préfabriqués.

7.2. Rencontre avec M. Roberto Laurenti, responsable sur place d'un programme de l'Unicef

55. Pour faire face aux urgences, l'Unicef a fourni des médicaments, des vaccins et du matériel frigorifique, elle a ensuite mis en œuvre un plan quinquennal d'éducation et de santé afin de remédier à une situation qui se détériorait. Les besoins des 80 % restants de la population sont aussi importants que ceux des réfugiés; la communauté internationale doit reconnaître que la présence des institutions de l'ONU dans la région restera nécessaire très longtemps. Plus on tardera, plus les coûts seront élevés.

7.3. Rencontre avec M. Fouad Gousseinov, dirigeant en exercice du PAM

56. Le PAM met en œuvre des programmes de distribution de nourriture aux réfugiés azéris du Karabakh mais a connu des difficultés de transports, ceux-ci étant bloqués à Chechnya où passent la Valga et d'autres cours d'eau. Le PAM est en train de faire l'acquisition de dix locomotives diesel à des fins de transport par rail de la mer Noire à Bakou.

7.4. Rencontre avec M. Necmettin Ilhan, responsable en exercice du PNUD

57. Le PNUD a pour mandat de doter le pays d'une capacité économique et de lui apporter une assistance technique, notamment pour la mise en œuvre de projets générateurs de revenus, par exemple la fabrication de tapis. Il agit en coordination avec le ministère de l'Economie et d'autres institutions de l'ONU dans le domaine des infrastructures d'une économie de marché, avec l'encouragement du FMI et de la Banque mondiale. La réforme économique a été ralentie par l'instabilité politique et par le conflit.

7.5. Rencontre avec M. David McLachlan-Karr, chef du DHA

58. De vives inquiétudes ont été exprimées quant à la pénurie d'abris pour l'hiver qui approchait: 50 000 personnes vivront dans des tentes inadéquates et seront exposées au risque grave d'incendie que représente le chauffage à l'essence. L'occupation des écoles par les réfugiés nuit à l'enseignement. On ressent donc le besoin de bâtiments publics modulaires préfabriqués. Une commission gouvernementale de haut niveau serait nécessaire pour traiter directement avec l'ONU. D'autres préoccupations concernent l'inadaptation de certaines aides alimentaires, par exemple du porc danois (dans un pays musulman), des pommes italiennes qui sont arrivées pourries, du fromage suisse inacceptable en raison de son odeur.

7.6. Rencontre avec M. Bernard Julier, CICR

59. Le CICR apporte une assistance aux blessés de guerre, notamment dans le cadre de projets orthopédiques pour les amputés de Bakou. Des difficultés ont concerné le retour d'otages, détenus parce que les commandants locaux rendaient compte de leurs activités à deux chefs – à Bakou et sur place. Le financement des activités du CICR dans le Caucase est insuffisant et un nouvel appel sera lancé prochainement.

7.7. Rencontre avec M. Gasunov, parlementaire, président de la Commission des réfugiés

60. En Azerbaïdjan, un homme sur sept est réfugié; un réfugié sur sept en ex-URSS est azéri. On compte plus d'un million de réfugiés de la région du Karabakh et d'Arménie, plus les Turcs meskhs. 60 000 sont logés dans des tentes anciennes et inadéquates. Les conditions se détériorent en raison du blocus russe et d'autres obstacles. 200 000 Arméniens ont quitté l'Azerbaïdjan et certains d'entre eux ont vendu leur maison à plusieurs acheteurs!

7.8. Visite du camp de réfugiés du Croissant-Rouge iranien, près d'Imisly

61. En octobre 1994, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a repris de la société du Croissant-Rouge iranienne la responsabilité des huit camps en Azerbaïdjan du Sud, fournissant hébergement, soins et nourriture à plus de 40 000 personnes dans 8 000 tentes. Les tentes ont approximativement 3 mètres sur

6 et sont affectées à deux adultes et cinq enfants; beaucoup ne sont pas étanches (mais voir paragraphe 68 ci-dessous). Elles sont équipées d'une ampoule électrique et de poêles à essence, ce qui a causé plusieurs incendies tragiques. Les enfants vont à l'école sous la tente, sans chauffage ni table ou chaise. Votre rapporteur a été informé que beaucoup sont morts de froid, de diarrhée et de diphtérie. La FICR fournit du riz, du thé, du sucre, de la farine et des conserves de poissons. On a indiqué à votre rapporteur que des réfugiés azéris avaient fui l'avance des troupes et chars arméniens en traversant l'Arak pour passer en Iran, et que beaucoup s'y étaient noyés; il a été fait état d'atrocités arméniennes (viols, etc.) et de suicides, ainsi que de la destruction de bâtiments, de matériels et de monuments culturels.

7.9. Rencontre avec M. Khanhussayn Baylarov, chef des Services de district d'Imisly

62. 76 000 Azéris ethniques ont fui l'Arménie en 1988, 14 000 le Karabakh en 1991 et 100 000 en 1993, pour la plupart via l'Iran. Une aide est apportée par des institutions de l'ONU, l'Union européenne, la société du Croissant-Rouge iranienne, la FICR et des ONG telles que CARE et OXFAM. La nourriture est insuffisante; les tentes sont des abris totalement inadéquats en hiver et la malaria, la diphtérie, la diarrhée et le choléra sévissent. «La moitié de ces réfugiés mourront cet hiver.»

8. Conclusions

63. Votre rapporteur ne peut douter que l'Arménie et l'Azerbaïdjan soient confrontés aujourd'hui à de très graves difficultés, qui mériteraient d'être mieux comprises en Europe et d'y susciter d'autres réactions que tel n'est le cas. Ces problèmes ne concernent pas seulement les réfugiés et les personnes déplacées, dont le nombre est estimé au total à 1,65 million dans les deux pays mais 80 % de la population dans son ensemble. Ils résultent non pas seulement du conflit du Haut-Karabakh mais de la détérioration généralisée des économies des deux pays depuis qu'ils sont devenus indépendants. Il faut ajouter à ces éléments les conséquences du tremblement de terre arménien de 1988, auxquelles on n'a pas encore remédié.

64. Bien entendu, beaucoup seront d'avis que la situation humanitaire en ex-Yougoslavie, notamment en Bosnie-Herzégovine, est prioritaire parce que plus proche de l'Europe. L'Assemblée ayant décidé d'inclure le Caucase dans l'élargissement de l'Organisation et de traiter les demandes relatives au statut d'invité spécial des pays intéressés, ceux-ci se trouvent désormais dans la même catégorie que l'ex-Yougoslavie et les Etats membres devraient réagir en conséquence.

65. Comme essaie de le montrer le présent rapport, une action remarquable a déjà été menée, initialement par des organisations non gouvernementales dont Solidarité chrétienne (SCE) – qui n'a pas été mentionnée jusqu'ici – représente un bel exemple, puisqu'elle a procédé à vingt livraisons d'aide humanitaire au Karabakh sous la direction de la courageuse baronne Cox, pour la plupart pendant le conflit. Votre rapporteur a eu le privilège d'accompagner l'un de ces convois à Stepanakert en juillet 1992.

66. Au cours des deux dernières années, l'ONU et ses institutions se sont établies dans le Caucase non seulement en réponse aux appels des gouvernements intéressés, mais aussi sur les encouragements des Etats-Unis, lesquels se sont rendu compte que la vacance du pouvoir dans la région avait déjà été comblée par la Russie en Géorgie et en Arménie, et menaçait de l'être en Azerbaïdjan.

67. Aujourd'hui, beaucoup des plus vulnérables parmi les personnes déplacées reçoivent des secours d'urgence qui leur sont fournis par les institutions précitées en étroite coopération avec les services gouvernementaux et les collectivités locales. En outre, les organes spécialisés des Nations Unies préparent des plans à moyen et à long termes pour améliorer les infrastructures, mettre en œuvre des projets générateurs de revenus, conseiller et aider les gouvernements dans la transition vers l'économie de marché, la décentralisation et des systèmes de santé et d'éducation plus efficaces.

68. Si la plupart des personnes déplacées sont hébergées dans des familles d'accueil et dans des édifices publics, les plus récemment arrivées vivent par dizaine de milliers sous la tente, dans des installations et campements de fortune. Votre rapporteur a constaté que la protection de ces personnes contre le froid est totalement inadéquate, ce qui l'a amené à la conclusion qu'un grand nombre d'entre eux mourraient cet hiver. La mise en place immédiate de logements préfabriqués pour remplacer les tentes et des approvisionnements plus substantiels en nourriture et combustible de chauffage sont nécessaires et urgents. Heureusement, depuis la visite du rapporteur, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a annoncé qu'elle a été en mesure, par l'intermédiaire des sociétés nationales impliquées et d'autres donateurs, de renouveler les tentes et d'améliorer les conditions générales d'hébergement et de chauffage.

69. Cependant, de toute évidence, l'aide internationale sera indispensable dans les deux pays pendant de nombreuses années encore, les besoins en secours d'urgence étant remplacés par ceux de la réhabilitation et du développement. C'est pourquoi votre rapporteur, au cours de ses entretiens avec les fonctionnaires responsables à Genève, Yerevan et Bakou, a présenté sa proposition tendant à établir une agence spécialisée de l'ONU pour l'ensemble du Caucase, le cas échéant à partir d'un siège situé à Tbilissi, sur le modèle de l'UNRWA qui a eu des résultats positifs en Palestine.

70. Votre rapporteur aimerait rendre hommage à tous ceux qui mènent une action dévouée et réconfortante dans le Caucase, qu'ils appartiennent aux institutions des Nations Unies, au CICR, à la FICR ou aux ONG, et sans lesquels la situation de plus d'un million de personnes déplacées serait indubitablement plus tragique encore. Il voudrait remercier en particulier ceux qu'il a rencontrés lors de séances d'information et de visites sur les lieux de leur aide empressée et de leur hospitalité; cette gratitude va tout spécialement à M. Robert Robinson, chef du bureau du HCR à Yerevan et à M. Mahmoud El-Said, représentant de l'ONU à Bakou. Le rapporteur aimerait mentionner également la contribution inestimable qu'ont apportée à la préparation du rapport et à ses recommandations ses deux assistants au cours des visites: M. Jason Francis à Genève et en Arménie, et M. Andrew Hull en Azerbaïdjan.

71. Le présent document est le troisième rapport du Conseil de l'Europe sur la situation dans le Caucase. Votre rapporteur exprime l'espoir que ses recommandation et résolution susciteront une compréhension et un intérêt accrus de l'Europe pour cette région, dans la perspective des rapports qui doivent suivre sur les demandes de statut d'invité spécial des trois pays visés. Il espère également que ce document encouragera les parties impliquées dans les divers conflits qui ont fait tant de morts, de handicapés et de personnes déplacées à accepter un principe que les Etats membres du Conseil de l'Europe s'engagent à défendre: la discussion pacifique est le seul moyen légitime de résoudre les différends.

ANNEXE

Carte du Caucase

(Bulletin d'information du HCR – juillet 1994)



Commission chargée du rapport: commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

Commissions saisies pour avis: commission des questions politiques et commission des relations avec les pays européens non membres.

Implications budgétaires pour l'Assemblée: néant.

Renvoi en commission: Doc. 6891, Renvoi n° 1888, 3 septembre 1993.

Projets de résolution et de recommandation adoptés à l'unanimité par la commission le 2 février 1995.

Membres de la commission: M^me^ *Aguiar* (*Présidente*), M. *Cucó*, Sir *John Hunt* (*Vice-Présidents*), MM. Andres (*Remplaçant: Haack*), *Akselsen*, M^mes^ *Arnold*, *Ástgeirsdóttir*, MM. Attard Montalto, Biefnot, *Billing*, van den Bos, Branger, M^me^ Brasseur, MM. *Brennan*, *Brito*, Dolazza, Ehrmann (*Remplaçant: Schreiner*), Fuhrmann (*Remplaçante:* M^me^ *Stoisits*), Galanos, *Ghesquière*, *Golu*, Gotzev, Gross, M^me^ Hacklin, MM. *Iuliano*, *Iwiński*, Junghanns, *Kalus*, Kapsis (*Remplaçant: Korakas*), *Kiliç*, Kiratlioğlu (*Remplaçante:* M^lle^ *Özver*), Lord Kirkhill, MM. *Laanoja*, *Lauricella*, *Leitner*, *Liapis*, Loutfi (*Remplaçante:* M^me^ *Mihaylova*), *Mészáros*, *Pastuszka*, M^me^ *Robert*, MM. Saudargas (*Remplaçant: Zingeris*), Školč, M^mes^ Soutendijk-van Appeldoorn, Theorin, MM. Tkáč (*Remplaçante:* M^me^ *Bieliková*), Trojan, Vázquez.

N.B. Les noms des membres présents à la réunion sont indiqués en italique.

Secrétaires de la commission: MM. Newman et Sich.

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

17 octobre 1994
FDOC7182

Doc. 7182

RAPPORT

sur le conflit du Haut-Karabakh

(Rapporteurs: M. PFUHL, Allemagne, Groupe socialiste et M. SOLE TURA, Espagne, Groupe socialiste)

Résumé

Le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés. Un cessez-le-feu est entré en vigueur le 12 mai 1994 et semble être respecté depuis lors.

Si l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh sont les parties directement impliquées dans le conflit, celui-ci met en jeu les intérêts stratégiques d'autres pays, notamment la Russie et la Turquie.

L'Assemblée, qui a organisé une série d'auditions auxquelles ont participé toutes les parties au conflit, se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix et le renforcement de la démocratie dans la région.

I. Projet de recommandation

1. L'Assemblée constate que le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et qu'il a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés.

2. Sa commission des relations avec les pays européens non membres a organisé depuis 1992 une série d'auditions auxquelles ont participé des délégations du Parlement d'Arménie, du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh".

3. L'Assemblée note avec satisfaction que le cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix signé par toutes les parties intéressées.

4. Elle se réjouit des efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Gouvernement de la Fédération de Russie et l'Assemblée Interparlementaire de la CEI pour amener les parties au conflit à signer un accord de paix, ainsi que de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique.

5. L'Assemblée recommande par conséquent au Comité des Ministres:

i. d'encourager les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe à mettre à la disposition du Groupe de Minsk de la CSCE les moyens nécessaires pour qu'il puisse atteindre ses objectifs, notamment le déploiement d'observateurs internationaux dans la zone du conflit;

ii. de relancer le dialogue politique avec les autorités d'Arménie et d'Azerbaïdjan;

iii. d'ouvrir, dès que les conditions seront réunies, ses programmes de coopération à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan et, en cas de demande de leur part, de mettre à leur disposition des experts qui pourraient contribuer à l'élaboration d'un statut politique du Haut-Karabakh.

II. Projet de résolution

1. L'Assemblée constate avec satisfaction que le cessez-le-feu dans le conflit du Haut-Karabakh entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix entre les parties au conflit.

2. Ce conflit qui a éclaté en 1988 a déjà entraîné près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés.

3. L'Assemblée note avec satisfaction les efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Assemblée Interparlementaire de la CEI et sa propre commission des relations avec les pays européens non membres pour amener les parties au conflit à conclure un accord de paix.

4. Elle se réjouit de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique, et lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait mettre en danger le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 mai 1994.

5. Elle se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des parties concernées.

6. Elle lance enfin un appel aux parties au conflit pour qu'elles organisent de manière urgente le retour des réfugiés et le respect des droits des minorités dans l'esprit de sa Recommandation 1201, et lance un appel urgent à l'Azerbaïdjan et à la Turquie pour qu'ils mettent immédiatement fin au blocus de leurs voies de communication avec l'Arménie.

III. Exposé des mofits par MM. PFUHL et SOLE TURA

TABLE DE MATIERES

Page

INTRODUCTION 5

1. L'évolution du conflit 6

2. Le rôle de la Russie 7

3. Le rôle de la Turquie 7

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU 8

   a) CSCE 8

   b) ONU 9

5. Le rôle du Conseil de l'Europe 9

6. Le point de vue des parties au conflit 10

CONCLUSION 11

ANNEXE I

Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (24 janvier 1994) 13

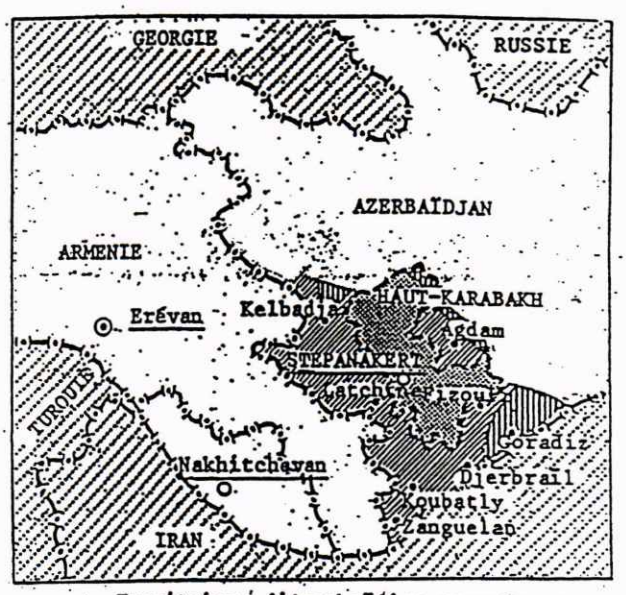
ANNEXE II

Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (29 juin 1994) 16

INTRODUCTION



Frontières de la région autonome du Haut-Karabakh jusqu'en 1988.



Territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces du Haut-Karabakh en 1993.

Territoires repris par l'Azerbaïdjan à la suite des combats de 1994.

En 1989 la superficie du Haut-Karabakh s'élevait à 4400 km^2 et sa population à 188.000 habitants (dont environ 145.000 Arméniens, 40.000 Azéris et 3000 Russes).

Le Haut-Karabakh est devenu une région autonome en 1921; de nouvelles frontières ont été fixées pour la région en 1923, qui excluaient le couloir de Latchine reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie, ainsi qu'un certain nombre de régions situées au nord.

Le 20 février 1988, les députés du Haut-Karabakh ont demandé au Conseil Suprême de l'URSS de transférer à l'Arménie la tutelle exercée sur le Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan; toutefois le 23 mars le Conseil Suprême a décidé de ne pas donner suite à cette demande.

Le 20 juillet 1988 le Soviet régional du Haut-Karabakh a décidé son détachement de l'Azerbaïdjan et son rattachement à l'Arménie sous le nom de Artsakh.

Le 1er décembre 1989 le Conseil Suprême d'Arménie et le Conseil de l'Artsakh ont voté ensemble en faveur du rattachement de l'Artsakh à l'Arménie et, le 20 mai 1990, les habitants du Haut-Karabakh ont participé aux premières élections libres du Parlement arménien.

Alors que le processus de décomposition de l'URSS s'accélérait, notamment à la suite de la tentative de coup d'Etat d'août 1991 à Moscou, la création de la République du

Haut-Karabakh a été décidée le 2 septembre 1991; au référendum du 10 décembre de la même année, 99 % de la population se sont prononcés en faveur de l'indépendance du Haut-Karabakh. Le 28 décembre se sont déroulées les élections au Parlement du Haut-Karabakh et la proclamation de l'indépendance de la République a eu lieu le 18 janvier 1992.

Du point de vue des autorités du Haut-Karabakh, la légitimité de la nouvelle République se fondait, d'une part, sur le droit des peuples à l'autodétermination (conformément à la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque et aux lois qui permettaient aux populations des régions autonomes de décider elles-mêmes de leur organisation étatique au cas où la République dont elles faisaient partie quittait l'URSS)[1] et, d'autre part, sur la volonté exprimée par le peuple au référendum du 10 décembre 1991.

S'agissant des autorités azéries, elles refusent absolument de reconnaître toute légitimité à la République du Haut-Karabakh et le Parlement d'Azerbaïdjan a même aboli le statut d'autonomie de cette région le 26 novembre 1991. Tous les dirigeants politiques d'Azerbaïdjan défendent le principe de l'intangibilité des frontières existantes et estiment que la question du Haut-Karabakh est liée aux revendications territoriales de l'Arménie. A ce jour, la République du Haut-Karabakh n'a été reconnue par aucun pays.

1. L'évolution du conflit

Le conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh s'est progressivement transformé depuis 1989 en véritable guerre, surtout à partir du début de 1992, au moment où l'armée soviétique quittait la région.

En janvier et février 1992, les forces armées azéries ont lancé une offensive massive contre le Haut-Karabakh accompagnée de bombardements aériens, notamment de la capitale Stépanakert.

A partir du printemps 1992, les troupes du Haut-Karabakh ont contre-attaqué et sont parvenues à ouvrir le "couloir de Latchine" entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. Attaques et contre-attaques se sont succédées tout au long de l'année 1992. A partir du printemps 1993, les troupes du Haut-Karabakh ont multiplié les succès militaires.

C'est ainsi qu'en septembre 1993, le bulletin d'information du ministère des Affaires Etrangères de la République d'Azerbaïdjan indiquait que "à la suite de la guerre de conquête menée par les forces armées de la République d'Arménie avec l'aide des formations séparatistes des Arméniens du Haut-Karabakh, près de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan ont été envahis".

Quelques semaines plus tard a eu lieu une rencontre entre représentants de l'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh, au cours de laquelle ils ont conclu un accord de cessez-le-feu jusqu'au 5 novembre.

Toutefois, à partir de la mi-décembre 1993, les forces azéries ont procédé à une contre-attaque et, selon les Izvestia, à partir de ce moment-là "au nord du Haut-Karabakh

1. Voir article 3 de la loi n° 1409-1 du 3 avril 1990 relative aux questions liées à la sortie d'une République fédérée du cadre de l'URSS.

se sont poursuivies des batailles de tanks comparables par leur ampleur aux combats d'importance moyenne de la deuxième guerre mondiale. En même temps se déroulait une guerre de position à proximité de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran".

Le 12 mai 1994 est enfin entré en vigueur un cessez-le-feu qui est plus ou moins respecté depuis lors.

2. Le rôle de la Russie

La Transcaucasie est considérée par le gouvernement de la Russie comme faisant partie du concept géopolitique de "l'étranger proche". A ce sujet, il faut rappeler que l'Azerbaïdjan, tout comme l'Arménie en 1991 et la Géorgie en 1993, a rejoint la CEI le 24 septembre 1993.

Le 8 octobre 1993 a eu lieu à Moscou une rencontre entre les Présidents de Russie (Boris Eltsine), d'Arménie (Lévon Ter-Petrossian), d'Azerbaïdjan (Gaïdar Aliev) et de Géorgie (Edouard Chevardnadze). Boris Eltsine y a soumis aux trois dirigeants de Transcaucasie un projet de communiqué commun qui prévoyait l'installation de bases militaires russes en Transcaucasie et l'élaboration de mesures visant à la protection commune des frontières de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan avec les pays voisins, la Turquie et l'Iran. Selon ce projet, chacune des parties devait s'engager à prendre des mesures immédiates pour débloquer les voies de communication.

Les dirigeants d'Arménie et de Géorgie ont approuvé ce document, mais le Président Gaïdar Aliev ne l'a pas soutenu, estimant que l'adoption d'une telle déclaration ne pouvait intervenir qu'après le retrait des forces arméniennes des territoires azéris occupés.

Par ailleurs, d'autres pays marquent leur désaccord avec les initiatives de Moscou dans la région, notamment les Etats-Unis et la Turquie.

Néanmoins, le 18 février 1994 a été signé à Moscou par les parties intéressées le "protocole de Moscou". Il prévoit le cessez-le-feu, la séparation des parties au conflit et la mise en place de zones de sécurité avec la présence d'observateurs internationaux.

Pour le gouvernement de la Russie, le règlement du conflit ne peut s'effectuer que par étapes:

a) entrée en vigueur d'un cessez-le-feu et déploiement de forces d'interposition

b) retrait des troupes des territoires occupés, rétablissement des voies de communication, retour des réfugiés

c) négociations sur le statut du Haut-Karabakh.

3. Le rôle de la Turquie

Pour la Turquie, la Transcaucasie est aussi une zone d'intérêt stratégique. Aujourd'hui, il est évident qu'il y a des signes de tension dans les relations entre la Turquie et l'Arménie. Jusqu'à maintenant le gouvernement de la Turquie a refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie et on peut parler d'une participation turque au blocus des voies de communication arméniennes.

Mais, en septembre 1993, la nouvelle chef du gouvernement de la Turquie, Mme Tansu Çiller, a rencontré le Président Boris Eltsine à Moscou. A l'issue de la rencontre, elle a déclaré que "désormais la Turquie et la Russie ne sont plus des rivaux pour accroître leur influence dans la région, mais des partenaires œuvrant au rétablissement de la sécurité". Cependant, selon d'autres sources, on assiste à un certain nombre de divergences entre les deux pays en ce qui concerne la Transcaucasie. En particulier, Moscou insiste pour que seules des forces russes puissent être déployées au Haut-Karabakh en tant que forces de maintien de la paix, alors qu'Ankara préfère une composition mixte de ces forces.

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU

La CSCE et l'ONU représentent depuis longtemps d'importants médiateurs dans le conflit du Haut-Karabakh.

a) CSCE

En mars 1992, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe a décidé de convoquer à Minsk une conférence internationale avec la participation des parties au conflit. Comme l'Azerbaïdjan refusait de participer à la conférence tant que ne seraient pas restitués les territoires occupés, la CSCE a organisé des réunions préparatoires du "Groupe de Minsk". Sa mission consiste à régler les problèmes empêchant la tenue de la conférence proprement dite. Le Groupe de Minsk comprend onze pays: Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Etats-Unis, France, Hongrie, Italie, Russie, Suède et Turquie.

Début octobre 1993, le Président du Groupe de Minsk, M. Mario Raffaelli, a proposé un plan de règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Il prévoyait qu'en l'espace d'un mois le Haut-Karabakh devait progressivement retirer ses forces armées des différents territoires occupés. En réponse à chaque pas accompli, l'Azerbaïdjan devait de son côté prendre un certain nombre de mesures : la levée du blocus d'abord du pipe-line gazier, ensuite de la voie ferrée Idjevan-Kazakh, et enfin de toutes les voies de communication. Toutes ces étapes devaient être contrôlées par des groupes d'experts de la CSCE.

L'Arménie a donné son accord à ce plan, alors que l'Azerbaïdjan lui a réservé une réaction négative, dans la mesure où dans le plan il n'était question ni de la levée du blocus de la République du Nakhitchévan, ni du sort réservé à Latchine. Quant au Haut-Karabakh, il n'a pas donné de réponse positive, bien que pour la première fois il ait été reconnu comme partie au conflit.

Le 8 novembre 1993, à l'issue d'une session ordinaire du Groupe de Minsk à Vienne, un nouveau plan de règlement pacifique du conflit a été présenté. Plusieurs exigences azéries ont été retenues dans ce plan, en particulier le retrait des troupes des territoires occupés et la création des conditions nécessaires au retour des réfugiés dans leurs zones d'habitation. De plus il disposait que la question du statut du Haut-Karabakh ne pourrait faire l'objet de discussions avant l'ouverture de la Conférence de Minsk. L'Arménie et le Haut-Karabakh ont approuvé ce plan, mais non pas l'Azerbaïdjan.

Le nouveau Président du Groupe de Minsk, M. Jan Eliasson, multiplie actuellement ses efforts pour parvenir à la convergence des plans de paix proposés par la

CSCE et la Russie, dont la différence majeure réside dans la composition des forces d'interposition. Pour l'essentiel toutefois les deux plans poursuivent le même objectif.

b) ONU

En 1993, le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté quatre Résolutions sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh, dans lesquelles il réaffirme la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise et de tous les autres Etats de la région.

Dans sa Résolution 822 du 30 avril 1993 le Conseil de Sécurité exige l'arrêt immédiat de toute action armée, ainsi que le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation. De plus il lance un appel pressant aux parties intéressées pour qu'elles reprennent immédiatement les négociations en vue de la solution du conflit dans le cadre du processus de paix du Groupe de Minsk de la CSCE.

Dans sa Résolution 853 du 29 juillet 1993 le Conseil de Sécurité condamne la prise d'Agdam et de tous les autres territoires de la République d'Azerbaïdjan récemment occupés. Par ailleurs, il lance un appel urgent aux parties intéressées pour qu'elles s'abstiennent de toute action qui pourrait faire obstacle au règlement pacifique du conflit et pour qu'elles poursuivent leurs négociations dans le cadre de la Conférence de Minsk de la CSCE ou grâce à des contacts directs entre elles en vue d'aboutir à une solution définitive.

La Résolution 874 du 14 octobre 1993 engage les parties au conflit à accepter le plan de paix établi par la CSCE le 28 septembre 1993.

Dans sa Résolution 884 du 12 novembre 1993 le Conseil de Sécurité "prie instamment les parties concernées de remettre promptement en vigueur de manière effective et permanente le cessez-le-feu intervenu à la suite de contacts directs pris avec le concours du Gouvernement de la Fédération de Russie pour appuyer le Groupe de Minsk de la CSCE, et de continuer à rechercher un règlement négocié du conflit dans le cadre du processus de Minsk de la CSCE et du "calendrier modifié", tel qu'il a été modifié lors de la réunion du Groupe de Minsk de la CSCE tenue à Vienne du 2 au 8 novembre 1993".

5. Le rôle du Conseil de l'Europe

L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, et notamment sa Commission des relations avec les pays européens non membres, se sont intéressées depuis plusieurs années déjà au conflit du Haut-Karabakh. Il faut noter à ce propos que l'Arménie a demandé le statut d'invité spécial le 22 décembre 1991 et l'Azerbaïdjan le 24 janvier 1992.

Ainsi la commission a organisé un certain nombre d'auditions auxquelles ont été invitées des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Si le Parlement arménien a toujours donné suite à ces invitations (février 1992 à Strasbourg, mai 1992 à Minsk, octobre 1992 à Strasbourg et janvier/juin 1994 à Strasbourg), le Parlement azéri n'a participé qu'à l'audition d'octobre 1992 et à la deuxième partie de celle de janvier/juin 1994.

Le Président de la commission, M. Atkinson, a soumis le 5 octobre 1992 aux deux délégations un plan de paix. Seul le Parlement arménien a réagi à cette initiative.

S'agissant de la dernière audition en date, elle s'est déroulée en deux parties. Pour la première partie, qui a eu lieu le 24 janvier 1994, des invitations ont été adressées à des délégations d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Haut-Karabakh. Seules les deux dernières ont participé à l'audition. La raison du refus de l'Azerbaïdjan semble être liée au fait que, du côté du Haut-Karabakh, n'ait été invitée qu'une délégation représentant la communauté arménienne et non la communauté azérie. Le compte rendu de cette audition figure en annexe I.

C'est pourquoi la commission a organisé le 29 juin 1994 à Strasbourg une deuxième partie de cette audition, à laquelle ont participé des délégations du Parlement azéri, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh". Le compte rendu de cette audition figure en annexe II.

Il faut ajouter ici que la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan étaient liées non seulement au règlement du conflit du Haut-Karabakh, mais également à une nouvelle controverse qui s'est déclarée au sein de l'Assemblée en janvier 1994: la Transcaucasie fait-elle partie de l'Europe? En adoptant la Recommandation 1247 relative à l'élargissement du Conseil de l'Europe le 4 octobre 1994, l'Assemblée a finalement décidé que l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie font partie de l'espace du Conseil de l'Europe.

6. Le point de vue des parties au conflit

Leurs avis diffèrent en ce qui concerne les causes du conflit et les conditions de son règlement.

a) Azerbaïdjan

Le gouvernement de l'Azerbaïdjan présente officiellement ce conflit comme une guerre que mène l'Arménie pour la conquête de territoires convoités.

L'Azerbaïdjan exige la libération sans condition de tous les territoires occupés et met l'accent sur le problème des réfugiés et sur la nécessité de leur retour immédiat et en toute sécurité dans leur zone d'habitation. Le gouvernement de l'Azerbaïdjan n'est pas très favorable à l'initiative de médiation russe et n'a encore fait aucune proposition sur le statut juridique du Haut-Karabakh.

b) Haut-Karabakh

Pour ses dirigeants la solution du conflit passe par la reconnaissance internationale de l'indépendance du Haut-Karabakh. Ils considèrent la reconnaissance officielle du Haut-Karabakh en tant que partie au conflit comme l'une des conditions principales de sa participation à part entière au processus de négociation, dans le cadre duquel il est indispensable d'aborder également la question du statut politique du Haut-Karabakh.

La restitution des territoires occupés, à l'exception du couloir de Latchine, dépendra des garanties obtenues pour sa sécurité, voire pour la reconnaissance de son autonomie.

c) Arménie

Le gouvernement arménien exige non seulement le cessez-le-feu, mais également l'arrêt des actions hostiles, c'est-à-dire le blocus des voies de communications. De plus il insiste sur l'intégration de Stépanakert dans les négociations en tant que partie indépendante et met également l'accent sur les garanties de sécurité à apporter à la population du Haut-Karabakh.

*
* *

CONCLUSION

A partir du printemps 1994, pour la première fois depuis 1988, on assiste à un certain nombre de signes positifs :

- le 12 mars dernier, les Présidents des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont conclu un accord provisoire sur le retrait des troupes situées autour du Haut-Karabakh et la création d'une "zone tampon";

- du 11 au 15 avril, au cours d'une réunion du Groupe de Minsk de la CSCE, a été adopté un document en 23 points sur le renforcement des mesures de confiance entre les parties au conflit;

- le 5 mai s'est tenue à Bichkek une réunion des délégations parlementaires de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, à laquelle ont notamment participé des représentants d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Ces derniers ont adopté un protocole d'accord sur un cessez-le-feu et l'élaboration d'un instrument juridique sur le règlement du conflit. Ce protocole a été signé le 5 mai par les représentants de l'Arménie et du Haut-Karabakh et, le 8 mai, par M. Guliev, Président du Parlement d'Azerbaïdjan;

- le 12 mai a vu l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu qui semble assez bien respecté jusqu'à présent;

- le 26 juillet 1994, les ministres de la Défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh ont signé un accord dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique.

On est toutefois encore loin d'un règlement politique du conflit du Haut-Karabakh qui met aux prises des intérêts politiques et stratégiques vitaux, non seulement des pays de la région, mais aussi de leurs voisins, la Russie et la Turquie.

Nous sommes aujourd'hui en présence de deux plans de paix: celui de la CSCE et celui de la Russie. Bien qu'ils soient convergents dans leurs objectifs, leur différence essentielle réside dans la composition des forces d'interposition. Le plan russe préconise l'envoi dans la région de troupes des Etats de la CEI, donc essentiellement russes comme c'est déjà le cas en Géorgie, alors que la CSCE insiste sur une composition plus large de telles forces ou d'un groupe d'observateurs, tout en hésitant à s'engager sur le terrain.

Quel rôle le Conseil de l'Europe peut-il jouer à cet égard?

Il convient de noter tout d'abord que, parmi les parties les plus directement concernées par le conflit, la Turquie est membre du Conseil de l'Europe, la Russie a le statut d'invité spécial et l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont demandé l'attribution de ce statut. De plus, les différentes parties au conflit ont participé à plusieurs auditions organisées par l'Assemblée Parlementaire à Strasbourg, ce qui montre que le dialogue n'est pas entièrement rompu.

A présent le Conseil de l'Europe devrait soutenir les efforts déployés à la fois par le Président du Groupe de Minsk de la CSCE, M. Jan Eliasson, et l'Ambassadeur spécial du Ministère des Affaires Etrangères de Russie, M. Vladimir Kazimirov, afin de rendre compatibles les plans de paix soumis par la Russie et la CSCE.

Il devrait également lancer un appel à ses Etats membres pour qu'ils participent à la force d'interposition ou au groupe d'observateurs internationaux préconisés par la CSCE.

Le moment est également venu de renforcer le dialogue politique entre le Conseil de l'Europe et l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui en ont tous deux exprimé le souhait. Ce dialogue devrait permettre à ces deux pays de bénéficier des programmes d'assistance du Conseil de l'Europe, en vue de promouvoir leurs réformes démocratiques et, le cas échéant, d'élaborer un nouveau statut pour le Haut-Karabakh.

Quant à l'Assemblée, elle devrait encourager et multiplier les contacts avec les parlementaires de ces pays, dans la mesure où le dialogue interparlementaire constitue un complément utile et nécessaire des négociations intergouvernementales; il a déjà fait ses preuves au cours des auditions organisées par la commission des relations avec les pays européens non membres ainsi que dans les rencontres tenues dans le cadre de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

ANNEXE I

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH

(Strasbourg, 24 janvier 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, rappelle que cette audition est organisée en coopération avec la Commission des questions politiques, conformément à la décision du Bureau, et qu'elle se situe dans le cadre de la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. La commission a déjà organisé plusieurs auditions sur la question mais n'a jamais été autorisée à effectuer une mission sur place. Conformément aux décisions de la commission, ont été invitées à la présente audition des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ainsi que des représentants du Haut-Karabakh. Le parlement d'Azerbaïdjan a été invité à se faire accompagner de représentants de la communauté azérie du Haut-Karabakh, mais il n'a pas répondu à l'invitation.

Mr Alexanian, chef de la délégation du Haut-Karabakh, remercie la commission de son invitation. En 1991 l'Azerbaïdjan a supprimé le statut de république autonome du Haut-Karabakh. Depuis cinq ans, le conflit a causé des milliers de morts. Les autorités du Haut-Karabakh ont toujours prôné une solution politique du conflit. Les efforts de la CSCE en vue du retour à la paix n'ont pas connu de succès depuis deux ans. En juin 1993, l'Azerbaïdjan a rompu les négociations de cessez-le-feu. Dernièrement les Azéris ont intensifié leurs attaques militaires contre le Haut-Karabakh; celles-ci se sont soldées par des centaines de morts de part et d'autre. L'Azerbaïdjan a refusé le plan de paix de la CSCE. Des efforts doivent être entrepris pour poursuivre les négociations dans le respect de deux principes fondamentaux du droit international: le respect de l'intégrité territoriale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. Balayan membre de la délégation du Haut-Karabakh, relate sa récente visite sur le front. Il y a vu huit bataillons de troupes azéries comprenant des moudjahidines d'Afghanistan, des soldats chinois et turcs. Un bataillon entier était composé de prisonniers de droit commun. La guerre n'est nécessaire ni à l'Arménie ni à l'Azerbaïdjan. Le cessez-le-feu doit être accepté sans aucune condition. La Turquie a acheté des armes à la Russie et les a fait passer par le Nachitchévan pour qu'elles puissent être utilisées sur le front du Haut-Karabakh.

M. Voskanian, chef de la délégation parlementaire d'Arménie, remercie lui aussi la commission pour son invitation. C'est la quatrième fois qu'il participe à une réunion de la commission. L'Arménie n'a aucune prétention territoriale sur l'Azerbaïdjan. La seule possibilité de mettre fin au conflit réside dans les négociations sous l'égide d'organisations internationales, notamment la CSCE et l'ONU, et dans le respect du principe de l'intégrité territoriale. Les Azéris n'ont pas seulement refusé les propositions de cessez-le-feu, mais en ont profité pour lancer des offensives massives. Ce conflit n'est ni ethnique, ni religieux. Il faut qu'intervienne un cessez-le-feu avant que ne commencent les négociations. C'est à ce moment-là que pourra être discutée la question du statut du Haut-Karabakh. L'Arménie souffre depuis bien longtemps du blocus de ses voies de communication et d'approvisionnement en produits énergétiques; elles s'efforce pourtant de poursuivre les réformes démocratiques et son rapprochement avec le Conseil de l'Europe. A ce propos, les propositions contenues dans le projet de rapport sur l'élargissement du Conseil de l'Europe visant à exclure la Transcaucasie de l'Europe ne

correspondent pas à la réalité culturelle et historique de la région. Le ministre des Affaires étrangères d'Arménie a écrit au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à ce sujet et sa propre délégation a soumis un mémorandum sur la question qui a été distribué aux membres de la commission.

M. Kotcharian, membre de la délégation parlementaire d'Arménie, déclare que tous les partis d'Arménie estiment que la solution au conflit doit passer par des négociations entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Il faut que la paix soit garantie et non interrompue par des attaques incessantes. Ce n'est que si le droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh est respecté que le processus de paix pourra être garanti.

M^me^ Severinsen s'enquiert des chances de réussite des initiatives du Groupe de Minsk de la CSCE.

Pour M. Alexanian, la CSCE ne dispose malheureusement pas des mécanismes nécessaires pour garantir la sécurité de la population du Haut-Karabakh. Le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà pris position sur ce conflit, car il dépasse les limites du Haut-Karabakh. Les organisations internationales doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter l'effusion de sang. Il y a déjà eu de nombreuses tentatives de médiation. Le fond du conflit est lié au droit du peuple du Haut-Karabakh à défendre ses aspirations.

M. Ruffy s'étonne que, bien qu'ayant été invités, le Président de la commission des questions politiques et la délégation turque ne soient pas présents à l'audition. Cette situation ne nous concerne-t-elle pas ? Est-il opportun, par ailleurs, que des troupes d'interposition soient envoyées dans la région ?

Selon M. Alexanian, pour arrêter la guerre, il faut que la communauté internationale tout entière intervienne. Bien sûr, l'intervention de troupes de maintien de la paix serait utile.

M. Mirzoyan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, estime que l'envoi de troupes de l'ONU comprenant des militaires russes serait le bienvenu. La paix ne sera pas établie sans négociations politiques et sans forces de maintien de la paix.

M. Balayan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, considère que le combat est inégal entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Un mécanisme comprenant des troupes d'interposition serait le plus efficace. L'Arménie, qui souffre elle-même du blocus économique, ne peut venir en aide au Haut-Karabakh.

M. Pfuhl, rapporteur sur l'Arménie, regrette que la délégation turque soit absente. Pour lui, la clé du problème est en fait à Moscou.

M. Voskanian réitère son invitation à M. Pfuhl à se rendre en Arménie. L'Arménie est le pays le plus stable et le plus sûr du Caucase. Le monde entier devrait contribuer à trouver une solution au conflit du Haut-Karabakh.

M. Ferrarini estime que la situation au Haut-Karabakh devrait être un sujet de préoccupation majeur pour le Conseil de l'Europe, d'autant plus que certains pays directement impliqués sont membres de l'organisation et que d'autres sont invités spéciaux.

M. Agnelli marque son accord avec les thèses de M. Kotcharian; il faudrait que le Conseil de l'Europe puisse prendre une initiative visant à concilier les principes à priori contradictoires du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'intangibilité des frontières.

M. Fabra, rapporteur de la commission des questions politiques, signale que sa commission est d'avis que le statut d'invité spécial ne peut être attribué aux pays impliqués dans une guerre.

M. Ambartsoumov marque son accord avec ceux qui considèrent que la Transcaucasie fait partie de l'Europe. On a reconnu le principe de l'autodétermination des peuples dans le cas de la Bosnie et de la Croatie, pourquoi pas dans celui du Haut-Karabakh ? Il est certainement regrettable que la Russie ait envoyé des armes en Azerbaïdjan et au Haut-Karabakh. S'agissant de l'envoi possible de forces d'interposition russes dans la région, le Parlement russe y est en principe opposé; mais, en cas de demande du Conseil de sécurité de l'ONU ou du Conseil de l'Europe, les autorités russes pourraient revoir leur position. S'agissant de la déclaration d'indépendance de la République du Haut-Karabakh, elle est basée sur la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque. Ce qu'il faut avant tout c'est arrêter la guerre, mais avec des garanties; pour le moment, seules des forces d'interposition peuvent fournir de telles garanties.

Pour M. Balayan, le facteur "temps" contribuera certainement à apaiser les passions comme cela a été le cas pour d'autres peuples après la deuxième guerre mondiale.

Le Président remercie les intervenants et espère que la commission pourra prochainement soumettre un rapport à l'Assemblée sur la situation au Haut-Karabakh.

ANNEXE II

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH

(Strasbourg, 29 juin 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, souhaite la bienvenue aux délégations du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "Direction du Haut-Karabakh" et de la "Partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", qui ont été invitées conformément aux décisions du Bureau et de la sous-commission ad hoc chargée de la préparation de l'audition. Il s'agit de la deuxième partie de l'audition, la première partie s'étant tenue le 24 janvier 1994; avaient participé à la première partie de l'audition des délégations du Parlement arménien et du Haut-Karabakh. La commission des questions politiques a été invitée à participer aux deux parties de l'audition. Après avoir précisé que la sous-commission ad hoc chargée de l'organisation de l'audition tirera les enseignements de celle-ci à la réunion prévue pour le lendemain, il donne la parole aux chefs des trois délégations invitées.

a) **Délégation du Parlement d'Azerbaïdjan**

Celle-ci est composée de:

MM. - Hüseyinaga Haniyev, Membre du Parlement d'Azerbaïdjan
- Ilgar Farzaliyev, Chef de section adjoint des Affaires Etrangères au Parlement
- Elçin Emirbekov, ministère des Affaires Etrangères.

M. Hüseyinaga Haniyev, membre du Parlement d'Azerbaïdjan, remercie la commission d'avoir invité sa délégation et de l'intérêt qu'elle manifeste pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh. Il regrette toutefois l'absence d'une délégation de la République d'Arménie.

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dure déjà depuis six ans; il a causé des souffrances terribles aux peuples de la région et constitue un obstacle majeur au développement économique, social, politique et démocratique de l'Azerbaïdjan.

Malgré toutes ces difficultés les autorités azéries font tout leur possible pour créer une société démocratique respectueuse des droits de tous les citoyens, quelles que soient leurs nationalité, confession et conditions sociales.

L'agression de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan a déjà provoqué la mort de 19.000 personnes; il y a plus de 50.000 blessés et plus d'un million de réfugiés azéris dans leur propre pays.

Le conflit revêt depuis son origine un caractère interétatique. A ce moment-là, des Azéris vivaient en Arménie et des Arméniens en Azerbaïdjan. En principe chacune de ces minorités possédait des droits égaux, conformes aux normes du droit international et dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des deux Etats. Toutefois, la purification ethnique entreprise par les autorités arméniennes à l'encontre de la minorité azérie a été passée sous silence par les organisations internationales, qui ne se préoccupent que des droits des Arméniens au Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan considère cette situation comme une violation des principes généraux du droit

international. Au moment où sont occupés plus de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan, sur lesquels se pratique la purification ethnique des Azéris sur leur propre territoire, on peut se demander si l'ignorance des droits des Azéris en Arménie par la communauté mondiale n'a pas été la cause de l'évolution tragique des événements.

Il est clair aujourd'hui que le conflit du Haut-Karabakh trouve sa source, non pas dans un imaginaire antagonisme national, mais dans de réelles revendications territoriales de la République d'Arménie à l'égard de l'Azerbaïdjan; celles-ci se sont notamment concrétisées par:

- une campagne de propagande et l'envoi d'activistes prônant le séparatisme;
- l'envoi de formations armées;
- la livraison d'armes et de munitions;
- la violation de l'espace aérien;
- l'utilisation du territoire national pour la formation de terroristes;
- la participation directe de formations armées d'Arménie aux actions de guerre dans la République d'Azerbaïdjan et l'occupation de territoires d'un Etat voisin.

C'est pourquoi on peut constater que le conflit a aujourd'hui pris le caractère d'une guerre en bonne et due forme entre deux Etats membres de l'ONU et de la CSCE.

b) **Délégation de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est représentée par M. Vagif Huseïnov.

M. Vagif Huseïnov, représentant de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", remercie également la commission de l'avoir invité à cet échange de vues.

Au cours de ce siècle, le peuple azéri a déjà traversé plusieurs crises dues à l'action de l'Arménie dans le soi-disant Haut-Karabakh. Le concept de "Haut-Karabakh" est apparu après 1923, au moment de la formation du Bureau caucasien du Parti russe des bolcheviks. C'est ainsi que le concept du Karabakh indivisible a été artificiellement séparé en Haut-Karabakh et Bas-Karabakh.

Au cours du recensement de 1979, les Arméniens ne représentaient que 120.000 personnes dans la population du Karabakh qui dépassait le million. Cette communauté arménienne composée surtout de réfugiés de Turquie et d'Iran a été sauvée d'une mort certaine par les Azéris en 1828 et, à présent, elle est devenue un instrument aux mains des Arméniens pour satisfaire leurs revendications territoriales.

Aujourd'hui, les forces armées arméniennes occupent plus de 20 % du territoire azéri, soit tout le Haut-Karabakh et six districts supplémentaires, y compris la ville de Choucha. L'agression arménienne a été d'une violence inouïe et a eu des conséquences terribles: plus de 18.000 morts, 50.000 blessés, 4.000 prisonniers et otages. Dans les territoires qu'ils occupent, les Arméniens pratiquent la politique de la "terre brûlée". On assiste à un véritable génocide des Azéris dans leur propre pays. Et ceci au moment où la communauté internationale pourrait mettre fin à cette guerre non déclarée contre le peuple azéri, en imposant des sanctions à l'agresseur, c'est-à-dire l'Arménie. Au contraire, l'Arménie bénéficie du soutien financier et militaire de toute une série d'Etats et poursuit sa politique d'annexion de territoires azéris.

Cette guerre provoquée par les revendications territoriales de l'Arménie a entraîné des tragédies pour les deux peuples.

Quelle est la raison qui a poussé les dirigeants du Haut-Karabakh à cette politique sanguinaire et à soulever la question de la séparation du Haut-Karabakh et de son union avec l'Arménie? Les autorités azéries avaient pourtant tout fait pour élever le niveau de vie de la communauté arménienne dans tous les domaines. En tout cas, il faut bien savoir que l'Azerbaïdjan ne cèdera à l'Arménie pas le moindre pouce de terrain. Un jour, le monde comprendra le caractère agressif de la politique arménienne. Pourquoi les Arméniens refusent-ils de reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan?

Les réfugiés azéris vivent dans des conditions catastrophiques. Aujourd'hui il existe une véritable chance de mettre fin à cette guerre et de faire revenir les réfugiés. Le cessez-le-feu est enfin respecté et on assiste à une intensification de l'action du groupe de Minsk de la CSCE et des efforts de médiation de la Russie. Beaucoup est aussi attendu du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

c) **Délégation de la "direction du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est composée de:

MM. - Karen Babourian, Président par intérim du "Parlement"
- Vassili Atadjanian, Député et Conseiller du Président Babourian
- Arsène Melik-Chanazarian, Conseiller du Ministre des Affaires Etrangères
- Jean Krikorian, "Représentant du Haut-Karabakh en France et auprès des Institutions Européennes".

M. Vassili Atadjanian précise tout d'abord que M. Babourian, chef de la délégation de la "direction du Haut-Karabakh", ne participera pas à l'audition proprement dite, mais qu'il est prêt à s'entretenir avec les différents membres de la commission.

Il remercie le Conseil de l'Europe pour son invitation ainsi que pour les efforts mis en oeuvre par l'Assemblée Parlementaire en vue de parvenir à un règlement de ce conflit. Ces efforts unis à ceux de tous les parlements d'Europe et du monde devraient pouvoir favoriser un accord de paix. Comme le conflit dure depuis plus de six ans, il est urgent de trouver les voies pour mettre fin aux souffrances d'une population civile particulièrement éprouvée, car c'est là, parmi les femmes, les vieillards et les enfants, que se compte le plus grand nombre de victimes des pilonnements d'artillerie et des bombardements aériens.

Sur le plan juridique, il faut savoir que les textes constitutionnels prévoyaient le droit pour les Républiques de se retirer de l'URSS, auquel cas il était laissé aux entités autonomes la permission de décider de leur statut juridique et politique. C'est la démarche qu'a entreprise le Haut-Karabakh lors de la désintégration de l'URSS. Et c'est cette possibilité légale que l'Azerbaïdjan a refusée en y répondant par l'invasion du territoire du Haut-Karabakh et par une guerre sans merci contre le peuple du Haut-Karabakh.

Le peuple du Haut-Karabakh aspire à vivre en paix sur sa terre. La situation créée au Haut-Karabakh a entraîné un exode de réfugiés. Réfugiés azéris, certes; mais aussi réfugiés arméniens. Victimes, depuis 1921, de discriminations - que personne ne conteste - des centaines de milliers d'Arméniens ont dû quitter le Haut-Karabakh: c'est là la raison pour laquelle le nombre des habitants arméniens du Haut-Karabakh n'a pas augmenté

entre 1921 et 1989. Ces exilés, auxquels il convient d'ajouter les 252.000 Arméniens chassés de Bakou par les pogromes récents, doivent être pris en compte dans la question des réfugiés. Pour ce qui concerne ce problème des réfugiés, la "République du Haut-Karabakh" est prête à organiser le retour de tous les réfugiés dans leur lieu de résidence dès que la paix et la sécurité sera garantie à l'ensemble des habitants.

Le Haut-Karabakh n'a jamais refusé les propositions de médiation en vue de rétablir la paix. Le "Parlement" du Haut-Karabakh est un partisan résolu de la recherche d'une solution pacifique et place beaucoup d'espoir dans l'avancée que manifeste sur cette voie l'accord qui vient d'être signé à Bichkek. C'est aussi là, dans la recherche de la paix négociée, qu'il faut comprendre le sens de la venue à Strasbourg d'une délégation de très haut niveau de la "République".

La délégation du "Parlement" de Stépanakert note avec satisfaction que c'est la première fois que des représentants de l'Azerbaïdjan ont accepté de participer à une réunion commune, au Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

Elle regrette cependant que la partie azerbaïdjanaise n'ait donné aucun début de réponse à des questions aussi fondamentales - aussi vitales - que le statut politique futur d'un Haut-Karabakh à majorité arménienne, où la population azérie sera minoritaire.

Elle espère que le cessez-le-feu en vigueur actuellement sera respecté et pourra durer pour pouvoir constituer une première étape vers une paix qui permettrait à tous, hommes, femmes et enfants de mener une existence dans des conditions de sécurité et de dignité indispensables.

Elle renouvelle enfin ses remerciements au Conseil de l'Europe, qui contribue, grâce à ses auditions, à tous les efforts entrepris au niveau international en faveur de la paix au Haut-Karabakh.

M. Krotov, Secrétaire Général de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, rappelle que les parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont membres de l'Assemblée Interparlementaire. En décembre dernier, celle-ci a organisé une réunion dans les îles d'Aland à laquelle ont participé des délégations parlementaires d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Au cours de la rencontre du mois de mai à Bichkek, a été signé un accord sur le conflit du Haut-Karabakh par les trois délégations. L'Assemblée Interparlementaire de la CEI est prête à coopérer avec toutes les organisations internationales pour que le cessez-le-feu actuellement en vigueur soit maintenu.

M^me^ Severinsen demande dans quelle mesure les réfugiés azéris peuvent retourner au Haut-Karabakh et récupérer leurs biens.

M. Atadjanian se prononce en faveur du retour de tous les réfugiés, et non seulement des réfugiés azéris, à condition que la sécurité de tous les habitants du Haut-Karabakh soit garantie par l'Azerbaïdjan et par des autorités internationales.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen sur le statut futur du Haut-Karabakh et la question de la sécurité des Arméniens qui retourneraient à Bakou, M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est en train de mettre en place un Etat démocratique où seront garantis les droits des minorités. La paix est la priorité absolue. Les autorités azéries sont déterminées à régler la question du statut du Haut-Karabakh

dans le respect des normes internationales, mais il faut qu'avant tout soient restitués les territoires occupés.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen, M. Hüseyinov répond qu'il ne comprend pas que M. Babourian ne participe pas à la réunion, sous prétexte que le Président du Parlement d'Azerbaïdjan n'est pas présent. Il faut bien se rappeler qu'à ce jour, aucun Etat n'a reconnu la "République du Haut-Karabakh".

Pour M. Atadjanian, le Haut-Karabakh n'est peut-être pas encore reconnu, mais il ne faut pas oublier que la signature de son représentant figure au bas du document adopté à Bichkek à côté des signatures des représentants de la Russie, de l'Arménie de l'Azerbaïdjan.

Répondant à M. Pfuhl, M. Atadjanian reconnaît que la formule retenue pour l'autonomie des îles d'Aland, situées en Finlande, constituerait un modèle intéressant pour le Haut-Karabakh, mais elle supposerait la démilitarisation de toute la région. Il ne faut pas oublier qu'au référendum de 1991, l'immense majorité des habitants du Haut-Karabakh s'est prononcée pour l'indépendance. Des cessez-le-feu ont été signés à de nombreuses reprises; pour que le dernier en date soit tenu, il faudrait la présence d'observateurs internationaux, par exemple de la CEI ou de l'ONU, ainsi que des forces de paix. Le conflit dure déjà depuis six ans et les quantités d'armes dans la région sont énormes. En plus, l'Azerbaïdjan reçoit des armes d'Iran et de Turquie sans qu'aucun contrôle ne soit possible.

M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est un Etat souverain contrairement au Haut-Karabakh. Il n'y a en Azerbaïdjan aucune arme en provenance de Turquie ou d'Iran.

M. Dzasokhov (délégation des invités spéciaux russes) considère que le plus important c'est que le cessez-le-feu tienne. La Russie a un rôle stabilisateur important à jouer sur le territoire de l'ex-URSS. Ce qu'il faut c'est que les mesures de confiance soient améliorées et que les différents plans de paix soient harmonisés.

Le Président remercie les participants.

Commission chargée du rapport: commission des relations avec les pays européens non membres.

Implications budgétaires pour l'Assemblée: néant.

Renvoi en commission: Doc. 6643 et renvoi n° 1797 du 30 juin 1992.

Projets de recommandation et de résolution adoptés le 9 septembre 1994 par la commission.

Membres de la commission: *M. Atkinson (Président), MM. Pfuhl, Seitlinger (Vice-Présidents),* M^me^ Astgeirsdottir, M. Benvenuti (*Remplaçant: Lauricella*), M^me^ Bjerregaard, M. Borg, M^me^ Brasseur (*Remplaçant: M. Theis)*, MM. Brito, Büchel, *Bugli*, Figel, *Gabrielescu*, Galanos, *M^me^ Gelderblom-Lankhout*, MM. Ghesquière, *Hint*, Holmberg, Kapsis, *Kitt*, Kovacs, *Landsbergis*, de Lipkowski (*Remplaçant: Alloncle*), Pahor, Redmond (*Remplaçant: Cummings*), *M^me^ Riess*, M^me^ Ringstad, M. *Ruffy*, M^me^ Scopelliti, MM. *Sole Tura*, Sprung, *Talay, Toivonen, Toshev*, Urbanczyk (*Remplaçant: Jaskiernia*), *Vyvadil.*

N.B. Les noms des membres qui étaient présents à la réunion sont indiqués en italique.

Secrétaire de commission: M. Dufour.

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

For debate in the Standing Committee
Pour débat à la Commission Permanente
See Rule 47 – Voir article 47 du Règlement

17 octobre 1994
FDOC7182

Doc. 7182

RAPPORT

sur le conflit du Haut-Karabakh

(Rapporteurs: M. PFUHL, Allemagne, Groupe socialiste et M. SOLE TURA, Espagne, Groupe socialiste)

Résumé

Le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés. Un cessez-le-feu est entré en vigueur le 12 mai 1994 et semble être respecté depuis lors.

Si l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh sont les parties directement impliquées dans le conflit, celui-ci met en jeu les intérêts stratégiques d'autres pays, notamment la Russie et la Turquie.

L'Assemblée, qui a organisé une série d'auditions auxquelles ont participé toutes les parties au conflit, se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix et le renforcement de la démocratie dans la région.

I. Projet de recommandation

1. L'Assemblée constate que le conflit du Haut-Karabakh se poursuit depuis 1988 et qu'il a déjà provoqué près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés.

2. Sa commission des relations avec les pays européens non membres a organisé depuis 1992 une série d'auditions auxquelles ont participé des délégations du Parlement d'Arménie, du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh".

3. L'Assemblée note avec satisfaction que le cessez-le-feu entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix signé par toutes les parties intéressées.

4. Elle se réjouit des efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Gouvernement de la Fédération de Russie et l'Assemblée Interparlementaire de la CEI pour amener les parties au conflit à signer un accord de paix, ainsi que de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique.

5. L'Assemblée recommande par conséquent au Comité des Ministres:

i. d'encourager les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe à mettre à la disposition du Groupe de Minsk de la CSCE les moyens nécessaires pour qu'il puisse atteindre ses objectifs, notamment le déploiement d'observateurs internationaux dans la zone du conflit;

ii. de relancer le dialogue politique avec les autorités d'Arménie et d'Azerbaïdjan;

iii. d'ouvrir, dès que les conditions seront réunies, ses programmes de coopération à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan et, en cas de demande de leur part, de mettre à leur disposition des experts qui pourraient contribuer à l'élaboration d'un statut politique du Haut-Karabakh.

II. Projet de résolution

1. L'Assemblée constate avec satisfaction que le cessez-le-feu dans le conflit du Haut-Karabakh entré en vigueur le 12 mai 1994 est relativement bien respecté et souhaite qu'il soit aussi rapidement que possible assorti d'un accord de paix entre les parties au conflit.

2. Ce conflit qui a éclaté en 1988 a déjà entraîné près de 20.000 morts et plus d'un million de réfugiés.

3. L'Assemblée note avec satisfaction les efforts déployés par le Groupe de Minsk de la CSCE, le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Assemblée Interparlementaire de la CEI et sa propre commission des relations avec les pays européens non membres pour amener les parties au conflit à conclure un accord de paix.

4. Elle se réjouit de l'accord signé le 26 juillet 1994 par les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh, dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique, et lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait mettre en danger le fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 mai 1994.

5. Elle se déclare disposée à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la conclusion d'un accord de paix, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des parties concernées.

6. Elle lance enfin un appel aux parties au conflit pour qu'elles organisent de manière urgente le retour des réfugiés et le respect des droits des minorités dans l'esprit de sa Recommandation 1201, et lance un appel urgent à l'Azerbaïdjan et à la Turquie pour qu'ils mettent immédiatement fin au blocus de leurs voies de communication avec l'Arménie.

III. Exposé des mofits par MM. PFUHL et SOLE TURA

TABLE DE MATIERES

Page

INTRODUCTION 5

1. L'évolution du conflit 6

2. Le rôle de la Russie 7

3. Le rôle de la Turquie 7

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU 8

   a) CSCE 8

   b) ONU 9

5. Le rôle du Conseil de l'Europe 9

6. Le point de vue des parties au conflit 10

CONCLUSION 11

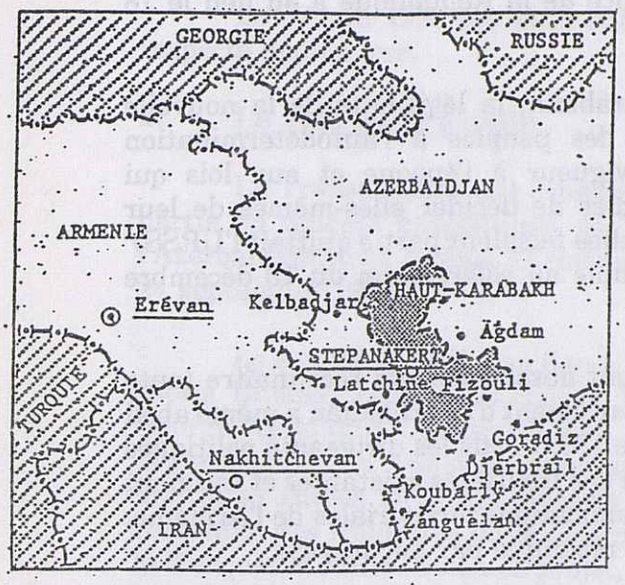
ANNEXE I

Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (24 janvier 1994) 13

ANNEXE II

Compte rendu de l'audition sur la situation au Haut-Karabakh (29 juin 1994) 16

INTRODUCTION



Frontières de la région autonome du Haut-Karabakh jusqu'en 1988.



Territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces du Haut-Karabakh en 1993.

Territoires repris par l'Azerbaïdjan à la suite des combats de 1994.

En 1989 la superficie du Haut-Karabakh s'élevait à 4400 km^2 et sa population à 188.000 habitants (dont environ 145.000 Arméniens, 40.000 Azéris et 3000 Russes).

Le Haut-Karabakh est devenu une région autonome en 1921; de nouvelles frontières ont été fixées pour la région en 1923, qui excluaient le couloir de Latchine reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie, ainsi qu'un certain nombre de régions situées au nord.

Le 20 février 1988, les députés du Haut-Karabakh ont demandé au Conseil Suprême de l'URSS de transférer à l'Arménie la tutelle exercée sur le Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan; toutefois le 23 mars le Conseil Suprême a décidé de ne pas donner suite à cette demande.

Le 20 juillet 1988 le Soviet régional du Haut-Karabakh a décidé son détachement de l'Azerbaïdjan et son rattachement à l'Arménie sous le nom de Artsakh.

Le 1er décembre 1989 le Conseil Suprême d'Arménie et le Conseil de l'Artsakh ont voté ensemble en faveur du rattachement de l'Artsakh à l'Arménie et, le 20 mai 1990, les habitants du Haut-Karabakh ont participé aux premières élections libres du Parlement arménien.

Alors que le processus de décomposition de l'URSS s'accélérait, notamment à la suite de la tentative de coup d'Etat d'août 1991 à Moscou, la création de la République du

Haut-Karabakh a été décidée le 2 septembre 1991; au référendum du 10 décembre de la même année, 99 % de la population se sont prononcés en faveur de l'indépendance du Haut-Karabakh. Le 28 décembre se sont déroulées les élections au Parlement du Haut-Karabakh et la proclamation de l'indépendance de la République a eu lieu le 18 janvier 1992.

Du point de vue des autorités du Haut-Karabakh, la légitimité de la nouvelle République se fondait, d'une part, sur le droit des peuples à l'autodétermination (conformément à la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque et aux lois qui permettaient aux populations des régions autonomes de décider elles-mêmes de leur organisation étatique au cas où la République dont elles faisaient partie quittait l'URSS)[1] et, d'autre part, sur la volonté exprimée par le peuple au référendum du 10 décembre 1991.

S'agissant des autorités azéries, elles refusent absolument de reconnaître toute légitimité à la République du Haut-Karabakh et le Parlement d'Azerbaïdjan a même aboli le statut d'autonomie de cette région le 26 novembre 1991. Tous les dirigeants politiques d'Azerbaïdjan défendent le principe de l'intangibilité des frontières existantes et estiment que la question du Haut-Karabakh est liée aux revendications territoriales de l'Arménie. A ce jour, la République du Haut-Karabakh n'a été reconnue par aucun pays.

1. L'évolution du conflit

Le conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh s'est progressivement transformé depuis 1989 en véritable guerre, surtout à partir du début de 1992, au moment où l'armée soviétique quittait la région.

En janvier et février 1992, les forces armées azéries ont lancé une offensive massive contre le Haut-Karabakh accompagnée de bombardements aériens, notamment de la capitale Stépanakert.

A partir du printemps 1992, les troupes du Haut-Karabakh ont contre-attaqué et sont parvenues à ouvrir le "couloir de Latchine" entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. Attaques et contre-attaques se sont succédées tout au long de l'année 1992. A partir du printemps 1993, les troupes du Haut-Karabakh ont multiplié les succès militaires.

C'est ainsi qu'en septembre 1993, le bulletin d'information du ministère des Affaires Etrangères de la République d'Azerbaïdjan indiquait que "à la suite de la guerre de conquête menée par les forces armées de la République d'Arménie avec l'aide des formations séparatistes des Arméniens du Haut-Karabakh, près de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan ont été envahis".

Quelques semaines plus tard a eu lieu une rencontre entre représentants de l'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh, au cours de laquelle ils ont conclu un accord de cessez-le-feu jusqu'au 5 novembre.

Toutefois, à partir de la mi-décembre 1993, les forces azéries ont procédé à une contre-attaque et, selon les Izvestia, à partir de ce moment-là "au nord du Haut-Karabakh

1. Voir article 3 de la loi n° 1409-1 du 3 avril 1990 relative aux questions liées à la sortie d'une République fédérée du cadre de l'URSS.

se sont poursuivies des batailles de tanks comparables par leur ampleur aux combats d'importance moyenne de la deuxième guerre mondiale. En même temps se déroulait une guerre de position à proximité de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran".

Le 12 mai 1994 est enfin entré en vigueur un cessez-le-feu qui est plus ou moins respecté depuis lors.

2. Le rôle de la Russie

La Transcaucasie est considérée par le gouvernement de la Russie comme faisant partie du concept géopolitique de "l'étranger proche". A ce sujet, il faut rappeler que l'Azerbaïdjan, tout comme l'Arménie en 1991 et la Géorgie en 1993, a rejoint la CEI le 24 septembre 1993.

Le 8 octobre 1993 a eu lieu à Moscou une rencontre entre les Présidents de Russie (Boris Eltsine), d'Arménie (Lévon Ter-Petrossian), d'Azerbaïdjan (Gaïdar Aliev) et de Géorgie (Edouard Chevardnadze). Boris Eltsine y a soumis aux trois dirigeants de Transcaucasie un projet de communiqué commun qui prévoyait l'installation de bases militaires russes en Transcaucasie et l'élaboration de mesures visant à la protection commune des frontières de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan avec les pays voisins, la Turquie et l'Iran. Selon ce projet, chacune des parties devait s'engager à prendre des mesures immédiates pour débloquer les voies de communication.

Les dirigeants d'Arménie et de Géorgie ont approuvé ce document, mais le Président Gaïdar Aliev ne l'a pas soutenu, estimant que l'adoption d'une telle déclaration ne pouvait intervenir qu'après le retrait des forces arméniennes des territoires azéris occupés.

Par ailleurs, d'autres pays marquent leur désaccord avec les initiatives de Moscou dans la région, notamment les Etats-Unis et la Turquie.

Néanmoins, le 18 février 1994 a été signé à Moscou par les parties intéressées le "protocole de Moscou". Il prévoit le cessez-le-feu, la séparation des parties au conflit et la mise en place de zones de sécurité avec la présence d'observateurs internationaux.

Pour le gouvernement de la Russie, le règlement du conflit ne peut s'effectuer que par étapes:

a) entrée en vigueur d'un cessez-le-feu et déploiement de forces d'interposition

b) retrait des troupes des territoires occupés, rétablissement des voies de communication, retour des réfugiés

c) négociations sur le statut du Haut-Karabakh.

3. Le rôle de la Turquie

Pour la Turquie, la Transcaucasie est aussi une zone d'intérêt stratégique. Aujourd'hui, il est évident qu'il y a des signes de tension dans les relations entre la Turquie et l'Arménie. Jusqu'à maintenant le gouvernement de la Turquie a refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie et on peut parler d'une participation turque au blocus des voies de communication arméniennes.

Mais, en septembre 1993, la nouvelle chef du gouvernement de la Turquie, Mme Tansu Çiller, a rencontré le Président Boris Eltsine à Moscou. A l'issue de la rencontre, elle a déclaré que "désormais la Turquie et la Russie ne sont plus des rivaux pour accroître leur influence dans la région, mais des partenaires œuvrant au rétablissement de la sécurité". Cependant, selon d'autres sources, on assiste à un certain nombre de divergences entre les deux pays en ce qui concerne la Transcaucasie. En particulier, Moscou insiste pour que seules des forces russes puissent être déployées au Haut-Karabakh en tant que forces de maintien de la paix, alors qu'Ankara préfère une composition mixte de ces forces.

4. Le rôle de la CSCE et de l'ONU

La CSCE et l'ONU représentent depuis longtemps d'importants médiateurs dans le conflit du Haut-Karabakh.

a) CSCE

En mars 1992, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe a décidé de convoquer à Minsk une conférence internationale avec la participation des parties au conflit. Comme l'Azerbaïdjan refusait de participer à la conférence tant que ne seraient pas restitués les territoires occupés, la CSCE a organisé des réunions préparatoires du "Groupe de Minsk". Sa mission consiste à régler les problèmes empêchant la tenue de la conférence proprement dite. Le Groupe de Minsk comprend onze pays: Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Etats-Unis, France, Hongrie, Italie, Russie, Suède et Turquie.

Début octobre 1993, le Président du Groupe de Minsk, M. Mario Raffaelli, a proposé un plan de règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Il prévoyait qu'en l'espace d'un mois le Haut-Karabakh devait progressivement retirer ses forces armées des différents territoires occupés. En réponse à chaque pas accompli, l'Azerbaïdjan devait de son côté prendre un certain nombre de mesures : la levée du blocus d'abord du pipe-line gazier, ensuite de la voie ferrée Idjevan-Kazakh, et enfin de toutes les voies de communication. Toutes ces étapes devaient être contrôlées par des groupes d'experts de la CSCE.

L'Arménie a donné son accord à ce plan, alors que l'Azerbaïdjan lui a réservé une réaction négative, dans la mesure où dans le plan il n'était question ni de la levée du blocus de la République du Nakhitchévan, ni du sort réservé à Latchine. Quant au Haut-Karabakh, il n'a pas donné de réponse positive, bien que pour la première fois il ait été reconnu comme partie au conflit.

Le 8 novembre 1993, à l'issue d'une session ordinaire du Groupe de Minsk à Vienne, un nouveau plan de règlement pacifique du conflit a été présenté. Plusieurs exigences azéries ont été retenues dans ce plan, en particulier le retrait des troupes des territoires occupés et la création des conditions nécessaires au retour des réfugiés dans leurs zones d'habitation. De plus il disposait que la question du statut du Haut-Karabakh ne pourrait faire l'objet de discussions avant l'ouverture de la Conférence de Minsk. L'Arménie et le Haut-Karabakh ont approuvé ce plan, mais non pas l'Azerbaïdjan.

Le nouveau Président du Groupe de Minsk, M. Jan Eliasson, multiplie actuellement ses efforts pour parvenir à la convergence des plans de paix proposés par la

CSCE et la Russie, dont la différence majeure réside dans la composition des forces d'interposition. Pour l'essentiel toutefois les deux plans poursuivent le même objectif.

b) ONU

En 1993, le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté quatre Résolutions sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh, dans lesquelles il réaffirme la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise et de tous les autres Etats de la région.

Dans sa Résolution 822 du 30 avril 1993 le Conseil de Sécurité exige l'arrêt immédiat de toute action armée, ainsi que le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation. De plus il lance un appel pressant aux parties intéressées pour qu'elles reprennent immédiatement les négociations en vue de la solution du conflit dans le cadre du processus de paix du Groupe de Minsk de la CSCE.

Dans sa Résolution 853 du 29 juillet 1993 le Conseil de Sécurité condamne la prise d'Agdam et de tous les autres territoires de la République d'Azerbaïdjan récemment occupés. Par ailleurs, il lance un appel urgent aux parties intéressées pour qu'elles s'abstiennent de toute action qui pourrait faire obstacle au règlement pacifique du conflit et pour qu'elles poursuivent leurs négociations dans le cadre de la Conférence de Minsk de la CSCE ou grâce à des contacts directs entre elles en vue d'aboutir à une solution définitive.

La Résolution 874 du 14 octobre 1993 engage les parties au conflit à accepter le plan de paix établi par la CSCE le 28 septembre 1993.

Dans sa Résolution 884 du 12 novembre 1993 le Conseil de Sécurité "prie instamment les parties concernées de remettre promptement en vigueur de manière effective et permanente le cessez-le-feu intervenu à la suite de contacts directs pris avec le concours du Gouvernement de la Fédération de Russie pour appuyer le Groupe de Minsk de la CSCE, et de continuer à rechercher un règlement négocié du conflit dans le cadre du processus de Minsk de la CSCE et du "calendrier modifié", tel qu'il a été modifié lors de la réunion du Groupe de Minsk de la CSCE tenue à Vienne du 2 au 8 novembre 1993".

5. Le rôle du Conseil de l'Europe

L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, et notamment sa Commission des relations avec les pays européens non membres, se sont intéressées depuis plusieurs années déjà au conflit du Haut-Karabakh. Il faut noter à ce propos que l'Arménie a demandé le statut d'invité spécial le 22 décembre 1991 et l'Azerbaïdjan le 24 janvier 1992.

Ainsi la commission a organisé un certain nombre d'auditions auxquelles ont été invitées des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Si le Parlement arménien a toujours donné suite à ces invitations (février 1992 à Strasbourg, mai 1992 à Minsk, octobre 1992 à Strasbourg et janvier/juin 1994 à Strasbourg), le Parlement azéri n'a participé qu'à l'audition d'octobre 1992 et à la deuxième partie de celle de janvier/juin 1994.

Le Président de la commission, M. Atkinson, a soumis le 5 octobre 1992 aux deux délégations un plan de paix. Seul le Parlement arménien a réagi à cette initiative.

S'agissant de la dernière audition en date, elle s'est déroulée en deux parties. Pour la première partie, qui a eu lieu le 24 janvier 1994, des invitations ont été adressées à des délégations d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Haut-Karabakh. Seules les deux dernières ont participé à l'audition. La raison du refus de l'Azerbaïdjan semble être liée au fait que, du côté du Haut-Karabakh, n'ait été invitée qu'une délégation représentant la communauté arménienne et non la communauté azérie. Le compte rendu de cette audition figure en annexe I.

C'est pourquoi la commission a organisé le 29 juin 1994 à Strasbourg une deuxième partie de cette audition, à laquelle ont participé des délégations du Parlement azéri, de la "direction du Haut-Karabakh" et de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh". Le compte rendu de cette audition figure en annexe II.

Il faut ajouter ici que la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan étaient liées non seulement au règlement du conflit du Haut-Karabakh, mais également à une nouvelle controverse qui s'est déclarée au sein de l'Assemblée en janvier 1994: la Transcaucasie fait-elle partie de l'Europe? En adoptant la Recommandation 1247 relative à l'élargissement du Conseil de l'Europe le 4 octobre 1994, l'Assemblée a finalement décidé que l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie font partie de l'espace du Conseil de l'Europe.

6. Le point de vue des parties au conflit

Leurs avis diffèrent en ce qui concerne les causes du conflit et les conditions de son règlement.

a) Azerbaïdjan

Le gouvernement de l'Azerbaïdjan présente officiellement ce conflit comme une guerre que mène l'Arménie pour la conquête de territoires convoités.

L'Azerbaïdjan exige la libération sans condition de tous les territoires occupés et met l'accent sur le problème des réfugiés et sur la nécessité de leur retour immédiat et en toute sécurité dans leur zone d'habitation. Le gouvernement de l'Azerbaïdjan n'est pas très favorable à l'initiative de médiation russe et n'a encore fait aucune proposition sur le statut juridique du Haut-Karabakh.

b) Haut-Karabakh

Pour ses dirigeants la solution du conflit passe par la reconnaissance internationale de l'indépendance du Haut-Karabakh. Ils considèrent la reconnaissance officielle du Haut-Karabakh en tant que partie au conflit comme l'une des conditions principales de sa participation à part entière au processus de négociation, dans le cadre duquel il est indispensable d'aborder également la question du statut politique du Haut-Karabakh.

La restitution des territoires occupés, à l'exception du couloir de Latchine, dépendra des garanties obtenues pour sa sécurité, voire pour la reconnaissance de son autonomie.

c) Arménie

Le gouvernement arménien exige non seulement le cessez-le-feu, mais également l'arrêt des actions hostiles, c'est-à-dire le blocus des voies de communications. De plus il insiste sur l'intégration de Stépanakert dans les négociations en tant que partie indépendante et met également l'accent sur les garanties de sécurité à apporter à la population du Haut-Karabakh.

*
* *

CONCLUSION

A partir du printemps 1994, pour la première fois depuis 1988, on assiste à un certain nombre de signes positifs :

- le 12 mars dernier, les Présidents des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont conclu un accord provisoire sur le retrait des troupes situées autour du Haut-Karabakh et la création d'une "zone tampon";

- du 11 au 15 avril, au cours d'une réunion du Groupe de Minsk de la CSCE, a été adopté un document en 23 points sur le renforcement des mesures de confiance entre les parties au conflit;

- le 5 mai s'est tenue à Bichkek une réunion des délégations parlementaires de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, à laquelle ont notamment participé des représentants d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Ces derniers ont adopté un protocole d'accord sur un cessez-le-feu et l'élaboration d'un instrument juridique sur le règlement du conflit. Ce protocole a été signé le 5 mai par les représentants de l'Arménie et du Haut-Karabakh et, le 8 mai, par M. Guliev, Président du Parlement d'Azerbaïdjan;

- le 12 mai a vu l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu qui semble assez bien respecté jusqu'à présent;

- le 26 juillet 1994, les ministres de la Défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et le Commandant de l'armée du Haut-Karabakh ont signé un accord dans lequel ils affirment leur engagement à respecter le cessez-le-feu et leur volonté d'accélérer la signature d'un accord politique.

On est toutefois encore loin d'un règlement politique du conflit du Haut-Karabakh qui met aux prises des intérêts politiques et stratégiques vitaux, non seulement des pays de la région, mais aussi de leurs voisins, la Russie et la Turquie.

Nous sommes aujourd'hui en présence de deux plans de paix: celui de la CSCE et celui de la Russie. Bien qu'ils soient convergents dans leurs objectifs, leur différence essentielle réside dans la composition des forces d'interposition. Le plan russe préconise l'envoi dans la région de troupes des Etats de la CEI, donc essentiellement russes comme c'est déjà le cas en Géorgie, alors que la CSCE insiste sur une composition plus large de telles forces ou d'un groupe d'observateurs, tout en hésitant à s'engager sur le terrain.

Quel rôle le Conseil de l'Europe peut-il jouer à cet égard?

Il convient de noter tout d'abord que, parmi les parties les plus directement concernées par le conflit, la Turquie est membre du Conseil de l'Europe, la Russie a le statut d'invité spécial et l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont demandé l'attribution de ce statut. De plus, les différentes parties au conflit ont participé à plusieurs auditions organisées par l'Assemblée Parlementaire à Strasbourg, ce qui montre que le dialogue n'est pas entièrement rompu.

A présent le Conseil de l'Europe devrait soutenir les efforts déployés à la fois par le Président du Groupe de Minsk de la CSCE, M. Jan Eliasson, et l'Ambassadeur spécial du Ministère des Affaires Etrangères de Russie, M. Vladimir Kazimirov, afin de rendre compatibles les plans de paix soumis par la Russie et la CSCE.

Il devrait également lancer un appel à ses Etats membres pour qu'ils participent à la force d'interposition ou au groupe d'observateurs internationaux préconisés par la CSCE.

Le moment est également venu de renforcer le dialogue politique entre le Conseil de l'Europe et l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui en ont tous deux exprimé le souhait. Ce dialogue devrait permettre à ces deux pays de bénéficier des programmes d'assistance du Conseil de l'Europe, en vue de promouvoir leurs réformes démocratiques et, le cas échéant, d'élaborer un nouveau statut pour le Haut-Karabakh.

Quant à l'Assemblée, elle devrait encourager et multiplier les contacts avec les parlementaires de ces pays, dans la mesure où le dialogue interparlementaire constitue un complément utile et nécessaire des négociations intergouvernementales; il a déjà fait ses preuves au cours des auditions organisées par la commission des relations avec les pays européens non membres ainsi que dans les rencontres tenues dans le cadre de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

ANNEXE I

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH

(Strasbourg, 24 janvier 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, rappelle que cette audition est organisée en coopération avec la Commission des questions politiques, conformément à la décision du Bureau, et qu'elle se situe dans le cadre de la demande de statut d'invité spécial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. La commission a déjà organisé plusieurs auditions sur la question mais n'a jamais été autorisée à effectuer une mission sur place. Conformément aux décisions de la commission, ont été invitées à la présente audition des délégations parlementaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ainsi que des représentants du Haut-Karabakh. Le parlement d'Azerbaïdjan a été invité à se faire accompagner de représentants de la communauté azérie du Haut-Karabakh, mais il n'a pas répondu à l'invitation.

Mr Alexanian, chef de la délégation du Haut-Karabakh, remercie la commission de son invitation. En 1991 l'Azerbaïdjan a supprimé le statut de république autonome du Haut-Karabakh. Depuis cinq ans, le conflit a causé des milliers de morts. Les autorités du Haut-Karabakh ont toujours prôné une solution politique du conflit. Les efforts de la CSCE en vue du retour à la paix n'ont pas connu de succès depuis deux ans. En juin 1993, l'Azerbaïdjan a rompu les négociations de cessez-le-feu. Dernièrement les Azéris ont intensifié leurs attaques militaires contre le Haut-Karabakh; celles-ci se sont soldées par des centaines de morts de part et d'autre. L'Azerbaïdjan a refusé le plan de paix de la CSCE. Des efforts doivent être entrepris pour poursuivre les négociations dans le respect de deux principes fondamentaux du droit international: le respect de l'intégrité territoriale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. Balayan membre de la délégation du Haut-Karabakh, relate sa récente visite sur le front. Il y a vu huit bataillons de troupes azéries comprenant des moudjahidines d'Afghanistan, des soldats chinois et turcs. Un bataillon entier était composé de prisonniers de droit commun. La guerre n'est nécessaire ni à l'Arménie ni à l'Azerbaïdjan. Le cessez-le-feu doit être accepté sans aucune condition. La Turquie a acheté des armes à la Russie et les a fait passer par le Nachitchévan pour qu'elles puissent être utilisées sur le front du Haut-Karabakh.

M. Voskanian, chef de la délégation parlementaire d'Arménie, remercie lui aussi la commission pour son invitation. C'est la quatrième fois qu'il participe à une réunion de la commission. L'Arménie n'a aucune prétention territoriale sur l'Azerbaïdjan. La seule possibilité de mettre fin au conflit réside dans les négociations sous l'égide d'organisations internationales, notamment la CSCE et l'ONU, et dans le respect du principe de l'intégrité territoriale. Les Azéris n'ont pas seulement refusé les propositions de cessez-le-feu, mais en ont profité pour lancer des offensives massives. Ce conflit n'est ni ethnique, ni religieux. Il faut qu'intervienne un cessez-le-feu avant que ne commencent les négociations. C'est à ce moment-là que pourra être discutée la question du statut du Haut-Karabakh. L'Arménie souffre depuis bien longtemps du blocus de ses voies de communication et d'approvisionnement en produits énergétiques; elles s'efforce pourtant de poursuivre les réformes démocratiques et son rapprochement avec le Conseil de l'Europe. A ce propos, les propositions contenues dans le projet de rapport sur l'élargissement du Conseil de l'Europe visant à exclure la Transcaucasie de l'Europe ne

correspondent pas à la réalité culturelle et historique de la région. Le ministre des Affaires étrangères d'Arménie a écrit au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à ce sujet et sa propre délégation a soumis un mémorandum sur la question qui a été distribué aux membres de la commission.

M. Kotcharian, membre de la délégation parlementaire d'Arménie, déclare que tous les partis d'Arménie estiment que la solution au conflit doit passer par des négociations entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Il faut que la paix soit garantie et non interrompue par des attaques incessantes. Ce n'est que si le droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh est respecté que le processus de paix pourra être garanti.

M^me^ Severinsen s'enquiert des chances de réussite des initiatives du Groupe de Minsk de la CSCE.

Pour M. Alexanian, la CSCE ne dispose malheureusement pas des mécanismes nécessaires pour garantir la sécurité de la population du Haut-Karabakh. Le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà pris position sur ce conflit, car il dépasse les limites du Haut-Karabakh. Les organisations internationales doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter l'effusion de sang. Il y a déjà eu de nombreuses tentatives de médiation. Le fond du conflit est lié au droit du peuple du Haut-Karabakh à défendre ses aspirations.

M. Ruffy s'étonne que, bien qu'ayant été invités, le Président de la commission des questions politiques et la délégation turque ne soient pas présents à l'audition. Cette situation ne nous concerne-t-elle pas ? Est-il opportun, par ailleurs, que des troupes d'interposition soient envoyées dans la région ?

Selon M. Alexanian, pour arrêter la guerre, il faut que la communauté internationale tout entière intervienne. Bien sûr, l'intervention de troupes de maintien de la paix serait utile.

M. Mirzoyan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, estime que l'envoi de troupes de l'ONU comprenant des militaires russes serait le bienvenu. La paix ne sera pas établie sans négociations politiques et sans forces de maintien de la paix.

M. Balayan, membre de la délégation du Haut-Karabakh, considère que le combat est inégal entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh. Un mécanisme comprenant des troupes d'interposition serait le plus efficace. L'Arménie, qui souffre elle-même du blocus économique, ne peut venir en aide au Haut-Karabakh.

M. Pfuhl, rapporteur sur l'Arménie, regrette que la délégation turque soit absente. Pour lui, la clé du problème est en fait à Moscou.

M. Voskanian réitère son invitation à M. Pfuhl à se rendre en Arménie. L'Arménie est le pays le plus stable et le plus sûr du Caucase. Le monde entier devrait contribuer à trouver une solution au conflit du Haut-Karabakh.

M. Ferrarini estime que la situation au Haut-Karabakh devrait être un sujet de préoccupation majeur pour le Conseil de l'Europe, d'autant plus que certains pays directement impliqués sont membres de l'organisation et que d'autres sont invités spéciaux.

M. Agnelli marque son accord avec les thèses de M. Kotcharian; il faudrait que le Conseil de l'Europe puisse prendre une initiative visant à concilier les principes à priori contradictoires du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'intangibilité des frontières.

M. Fabra, rapporteur de la commission des questions politiques, signale que sa commission est d'avis que le statut d'invité spécial ne peut être attribué aux pays impliqués dans une guerre.

M. Ambartsoumov marque son accord avec ceux qui considèrent que la Transcaucasie fait partie de l'Europe. On a reconnu le principe de l'autodétermination des peuples dans le cas de la Bosnie et de la Croatie, pourquoi pas dans celui du Haut-Karabakh ? Il est certainement regrettable que la Russie ait envoyé des armes en Azerbaïdjan et au Haut-Karabakh. S'agissant de l'envoi possible de forces d'interposition russes dans la région, le Parlement russe y est en principe opposé; mais, en cas de demande du Conseil de sécurité de l'ONU ou du Conseil de l'Europe, les autorités russes pourraient revoir leur position. S'agissant de la déclaration d'indépendance de la République du Haut-Karabakh, elle est basée sur la constitution de l'URSS en vigueur à l'époque. Ce qu'il faut avant tout c'est arrêter la guerre, mais avec des garanties; pour le moment, seules des forces d'interposition peuvent fournir de telles garanties.

Pour M. Balayan, le facteur "temps" contribuera certainement à apaiser les passions comme cela a été le cas pour d'autres peuples après la deuxième guerre mondiale.

Le Président remercie les intervenants et espère que la commission pourra prochainement soumettre un rapport à l'Assemblée sur la situation au Haut-Karabakh.

ANNEXE II

COMPTE RENDU DE L'AUDITION SUR LA SITUATION AU HAUT-KARABAKH

(Strasbourg, 29 juin 1994)

M. Atkinson, Président de la commission des relations avec les pays européens non membres, souhaite la bienvenue aux délégations du Parlement d'Azerbaïdjan, de la "Direction du Haut-Karabakh" et de la "Partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", qui ont été invitées conformément aux décisions du Bureau et de la sous-commission ad hoc chargée de la préparation de l'audition. Il s'agit de la deuxième partie de l'audition, la première partie s'étant tenue le 24 janvier 1994; avaient participé à la première partie de l'audition des délégations du Parlement arménien et du Haut-Karabakh. La commission des questions politiques a été invitée à participer aux deux parties de l'audition. Après avoir précisé que la sous-commission ad hoc chargée de l'organisation de l'audition tirera les enseignements de celle-ci à la réunion prévue pour le lendemain, il donne la parole aux chefs des trois délégations invitées.

a) **Délégation du Parlement d'Azerbaïdjan**

Celle-ci est composée de:

MM. - Hüseyinaga Haniyev, Membre du Parlement d'Azerbaïdjan
- Ilgar Farzaliyev, Chef de section adjoint des Affaires Etrangères au Parlement
- Elçin Emirbekov, ministère des Affaires Etrangères.

M. Hüseyinaga Haniyev, membre du Parlement d'Azerbaïdjan, remercie la commission d'avoir invité sa délégation et de l'intérêt qu'elle manifeste pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh. Il regrette toutefois l'absence d'une délégation de la République d'Arménie.

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dure déjà depuis six ans; il a causé des souffrances terribles aux peuples de la région et constitue un obstacle majeur au développement économique, social, politique et démocratique de l'Azerbaïdjan.

Malgré toutes ces difficultés les autorités azéries font tout leur possible pour créer une société démocratique respectueuse des droits de tous les citoyens, quelles que soient leurs nationalité, confession et conditions sociales.

L'agression de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan a déjà provoqué la mort de 19.000 personnes; il y a plus de 50.000 blessés et plus d'un million de réfugiés azéris dans leur propre pays.

Le conflit revêt depuis son origine un caractère interétatique. A ce moment-là, des Azéris vivaient en Arménie et des Arméniens en Azerbaïdjan. En principe chacune de ces minorités possédait des droits égaux, conformes aux normes du droit international et dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun des deux Etats. Toutefois, la purification ethnique entreprise par les autorités arméniennes à l'encontre de la minorité azérie a été passée sous silence par les organisations internationales, qui ne se préoccupent que des droits des Arméniens au Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan considère cette situation comme une violation des principes généraux du droit

international. Au moment où sont occupés plus de 20 % du territoire de la République d'Azerbaïdjan, sur lesquels se pratique la purification ethnique des Azéris sur leur propre territoire, on peut se demander si l'ignorance des droits des Azéris en Arménie par la communauté mondiale n'a pas été la cause de l'évolution tragique des événements.

Il est clair aujourd'hui que le conflit du Haut-Karabakh trouve sa source, non pas dans un imaginaire antagonisme national, mais dans de réelles revendications territoriales de la République d'Arménie à l'égard de l'Azerbaïdjan; celles-ci se sont notamment concrétisées par:

- une campagne de propagande et l'envoi d'activistes prônant le séparatisme;
- l'envoi de formations armées;
- la livraison d'armes et de munitions;
- la violation de l'espace aérien;
- l'utilisation du territoire national pour la formation de terroristes;
- la participation directe de formations armées d'Arménie aux actions de guerre dans la République d'Azerbaïdjan et l'occupation de territoires d'un Etat voisin.

C'est pourquoi on peut constater que le conflit a aujourd'hui pris le caractère d'une guerre en bonne et due forme entre deux Etats membres de l'ONU et de la CSCE.

b) **Délégation de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est représentée par M. Vagif Huseïnov.

M. Vagif Huseïnov, représentant de la "partie intéressée azérie du Haut-Karabakh", remercie également la commission de l'avoir invité à cet échange de vues.

Au cours de ce siècle, le peuple azéri a déjà traversé plusieurs crises dues à l'action de l'Arménie dans le soi-disant Haut-Karabakh. Le concept de "Haut-Karabakh" est apparu après 1923, au moment de la formation du Bureau caucasien du Parti russe des bolcheviks. C'est ainsi que le concept du Karabakh indivisible a été artificiellement séparé en Haut-Karabakh et Bas-Karabakh.

Au cours du recensement de 1979, les Arméniens ne représentaient que 120.000 personnes dans la population du Karabakh qui dépassait le million. Cette communauté arménienne composée surtout de réfugiés de Turquie et d'Iran a été sauvée d'une mort certaine par les Azéris en 1828 et, à présent, elle est devenue un instrument aux mains des Arméniens pour satisfaire leurs revendications territoriales.

Aujourd'hui, les forces armées arméniennes occupent plus de 20 % du territoire azéri, soit tout le Haut-Karabakh et six districts supplémentaires, y compris la ville de Choucha. L'agression arménienne a été d'une violence inouïe et a eu des conséquences terribles: plus de 18.000 morts, 50.000 blessés, 4.000 prisonniers et otages. Dans les territoires qu'ils occupent, les Arméniens pratiquent la politique de la "terre brûlée". On assiste à un véritable génocide des Azéris dans leur propre pays. Et ceci au moment où la communauté internationale pourrait mettre fin à cette guerre non déclarée contre le peuple azéri, en imposant des sanctions à l'agresseur, c'est-à-dire l'Arménie. Au contraire, l'Arménie bénéficie du soutien financier et militaire de toute une série d'Etats et poursuit sa politique d'annexion de territoires azéris.

Cette guerre provoquée par les revendications territoriales de l'Arménie a entraîné des tragédies pour les deux peuples.

Quelle est la raison qui a poussé les dirigeants du Haut-Karabakh à cette politique sanguinaire et à soulever la question de la séparation du Haut-Karabakh et de son union avec l'Arménie? Les autorités azéries avaient pourtant tout fait pour élever le niveau de vie de la communauté arménienne dans tous les domaines. En tout cas, il faut bien savoir que l'Azerbaïdjan ne cèdera à l'Arménie pas le moindre pouce de terrain. Un jour, le monde comprendra le caractère agressif de la politique arménienne. Pourquoi les Arméniens refusent-ils de reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan?

Les réfugiés azéris vivent dans des conditions catastrophiques. Aujourd'hui il existe une véritable chance de mettre fin à cette guerre et de faire revenir les réfugiés. Le cessez-le-feu est enfin respecté et on assiste à une intensification de l'action du groupe de Minsk de la CSCE et des efforts de médiation de la Russie. Beaucoup est aussi attendu du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI.

c) **Délégation de la "direction du Haut-Karabakh"**

Celle-ci est composée de:

MM. - Karen Babourian, Président par intérim du "Parlement"
- Vassili Atadjanian, Député et Conseiller du Président Babourian
- Arsène Melik-Chanazarian, Conseiller du Ministre des Affaires Etrangères
- Jean Krikorian, "Représentant du Haut-Karabakh en France et auprès des Institutions Européennes".

M. Vassili Atadjanian précise tout d'abord que M. Babourian, chef de la délégation de la "direction du Haut-Karabakh", ne participera pas à l'audition proprement dite, mais qu'il est prêt à s'entretenir avec les différents membres de la commission.

Il remercie le Conseil de l'Europe pour son invitation ainsi que pour les efforts mis en oeuvre par l'Assemblée Parlementaire en vue de parvenir à un règlement de ce conflit. Ces efforts unis à ceux de tous les parlements d'Europe et du monde devraient pouvoir favoriser un accord de paix. Comme le conflit dure depuis plus de six ans, il est urgent de trouver les voies pour mettre fin aux souffrances d'une population civile particulièrement éprouvée, car c'est là, parmi les femmes, les vieillards et les enfants, que se compte le plus grand nombre de victimes des pilonnements d'artillerie et des bombardements aériens.

Sur le plan juridique, il faut savoir que les textes constitutionnels prévoyaient le droit pour les Républiques de se retirer de l'URSS, auquel cas il était laissé aux entités autonomes la permission de décider de leur statut juridique et politique. C'est la démarche qu'a entreprise le Haut-Karabakh lors de la désintégration de l'URSS. Et c'est cette possibilité légale que l'Azerbaïdjan a refusée en y répondant par l'invasion du territoire du Haut-Karabakh et par une guerre sans merci contre le peuple du Haut-Karabakh.

Le peuple du Haut-Karabakh aspire à vivre en paix sur sa terre. La situation créée au Haut-Karabakh a entraîné un exode de réfugiés. Réfugiés azéris, certes; mais aussi réfugiés arméniens. Victimes, depuis 1921, de discriminations - que personne ne conteste - des centaines de milliers d'Arméniens ont dû quitter le Haut-Karabakh: c'est là la raison pour laquelle le nombre des habitants arméniens du Haut-Karabakh n'a pas augmenté

entre 1921 et 1989. Ces exilés, auxquels il convient d'ajouter les 252.000 Arméniens chassés de Bakou par les pogromes récents, doivent être pris en compte dans la question des réfugiés. Pour ce qui concerne ce problème des réfugiés, la "République du Haut-Karabakh" est prête à organiser le retour de tous les réfugiés dans leur lieu de résidence dès que la paix et la sécurité sera garantie à l'ensemble des habitants.

Le Haut-Karabakh n'a jamais refusé les propositions de médiation en vue de rétablir la paix. Le "Parlement" du Haut-Karabakh est un partisan résolu de la recherche d'une solution pacifique et place beaucoup d'espoir dans l'avancée que manifeste sur cette voie l'accord qui vient d'être signé à Bichkek. C'est aussi là, dans la recherche de la paix négociée, qu'il faut comprendre le sens de la venue à Strasbourg d'une délégation de très haut niveau de la "République".

La délégation du "Parlement" de Stépanakert note avec satisfaction que c'est la première fois que des représentants de l'Azerbaïdjan ont accepté de participer à une réunion commune, au Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

Elle regrette cependant que la partie azerbaïdjanaise n'ait donné aucun début de réponse à des questions aussi fondamentales - aussi vitales - que le statut politique futur d'un Haut-Karabakh à majorité arménienne, où la population azérie sera minoritaire.

Elle espère que le cessez-le-feu en vigueur actuellement sera respecté et pourra durer pour pouvoir constituer une première étape vers une paix qui permettrait à tous, hommes, femmes et enfants de mener une existence dans des conditions de sécurité et de dignité indispensables.

Elle renouvelle enfin ses remerciements au Conseil de l'Europe, qui contribue, grâce à ses auditions, à tous les efforts entrepris au niveau international en faveur de la paix au Haut-Karabakh.

M. Krotov, Secrétaire Général de l'Assemblée Interparlementaire de la CEI, rappelle que les parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont membres de l'Assemblée Interparlementaire. En décembre dernier, celle-ci a organisé une réunion dans les îles d'Aland à laquelle ont participé des délégations parlementaires d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh. Au cours de la rencontre du mois de mai à Bichkek, a été signé un accord sur le conflit du Haut-Karabakh par les trois délégations. L'Assemblée Interparlementaire de la CEI est prête à coopérer avec toutes les organisations internationales pour que le cessez-le-feu actuellement en vigueur soit maintenu.

M^me^ Severinsen demande dans quelle mesure les réfugiés azéris peuvent retourner au Haut-Karabakh et récupérer leurs biens.

M. Atadjanian se prononce en faveur du retour de tous les réfugiés, et non seulement des réfugiés azéris, à condition que la sécurité de tous les habitants du Haut-Karabakh soit garantie par l'Azerbaïdjan et par des autorités internationales.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen sur le statut futur du Haut-Karabakh et la question de la sécurité des Arméniens qui retourneraient à Bakou, M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est en train de mettre en place un Etat démocratique où seront garantis les droits des minorités. La paix est la priorité absolue. Les autorités azéries sont déterminées à régler la question du statut du Haut-Karabakh

dans le respect des normes internationales, mais il faut qu'avant tout soient restitués les territoires occupés.

En réponse à une question de M^me^ Severinsen, M. Hüseyinov répond qu'il ne comprend pas que M. Babourian ne participe pas à la réunion, sous prétexte que le Président du Parlement d'Azerbaïdjan n'est pas présent. Il faut bien se rappeler qu'à ce jour, aucun Etat n'a reconnu la "République du Haut-Karabakh".

Pour M. Atadjanian, le Haut-Karabakh n'est peut-être pas encore reconnu, mais il ne faut pas oublier que la signature de son représentant figure au bas du document adopté à Bichkek à côté des signatures des représentants de la Russie, de l'Arménie de l'Azerbaïdjan.

Répondant à M. Pfuhl, M. Atadjanian reconnaît que la formule retenue pour l'autonomie des îles d'Aland, situées en Finlande, constituerait un modèle intéressant pour le Haut-Karabakh, mais elle supposerait la démilitarisation de toute la région. Il ne faut pas oublier qu'au référendum de 1991, l'immense majorité des habitants du Haut-Karabakh s'est prononcée pour l'indépendance. Des cessez-le-feu ont été signés à de nombreuses reprises; pour que le dernier en date soit tenu, il faudrait la présence d'observateurs internationaux, par exemple de la CEI ou de l'ONU, ainsi que des forces de paix. Le conflit dure déjà depuis six ans et les quantités d'armes dans la région sont énormes. En plus, l'Azerbaïdjan reçoit des armes d'Iran et de Turquie sans qu'aucun contrôle ne soit possible.

M. Haniyev déclare que l'Azerbaïdjan est un Etat souverain contrairement au Haut-Karabakh. Il n'y a en Azerbaïdjan aucune arme en provenance de Turquie ou d'Iran.

M. Dzasokhov (délégation des invités spéciaux russes) considère que le plus important c'est que le cessez-le-feu tienne. La Russie a un rôle stabilisateur important à jouer sur le territoire de l'ex-URSS. Ce qu'il faut c'est que les mesures de confiance soient améliorées et que les différents plans de paix soient harmonisés.

Le Président remercie les participants.

Commission chargée du rapport: commission des relations avec les pays européens non membres.

Implications budgétaires pour l'Assemblée: néant.

Renvoi en commission: Doc. 6643 et renvoi n° 1797 du 30 juin 1992.

Projets de recommandation et de résolution adoptés le 9 septembre 1994 par la commission.

Membres de la commission: M. Atkinson (Président), MM. Pfuhl, Seitlinger (Vice-Présidents), M^me^ Astgeirsdottir, M. Benvenuti (*Remplaçant: Lauricella*), M^me^ Bjerregaard, M. Borg, M^me^ Brasseur (*Remplaçant: M. Theis*), MM. Brito, Büchel, *Bugli*, Figel, *Gabrielescu*, Galanos, *M^me^ Gelderblom-Lankhout*, MM. Ghesquière, *Hint*, Holmberg, Kapsis, *Kitt*, Kovacs, *Landsbergis*, de Lipkowski (*Remplaçant: Alloncle*), Pahor, Redmond (*Remplaçant: Cummings*), *M^me^ Riess*, M^me^ Ringstad, M. *Ruffy*, M^me^ Scopelliti, MM. *Sole Tura*, Sprung, *Talay, Toivonen, Toshev*, Urbanczyk (*Remplaçant: Jaskiernia*), *Vyvadil*.

N.B. Les noms des membres qui étaient présents à la réunion sont indiqués en italique.

Secrétaire de commission: M. Dufour.

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

For debate in the Standing Committee
Pour débat à la Commission Permanente
See Rule 47 – Voir article 47 du Règlement

14 février 1995
FDOC7250
14031302951F

Doc. 7250

RAPPORT

sur la situation humanitaire des réfugiés et personnes déplacées en Arménie et en Azerbaïdjan

(Rapporteur: M. ATKINSON, Royaume-Uni, Groupe des démocrates européens)

Résumé

Le conflit du Haut-Karabakh a déjà fait plus d'un millier de réfugiés et de personnes déplacées, et causé d'énormes souffrances depuis son éclatement en 1988. Un cessez-le-feu est en vigueur depuis mai 1994.

Le rapporteur, qui a visité l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 1994, rend hommage à l'action dévouée menée par des organisations humanitaires présentes dans ces pays et en appelle à l'intensification de l'assistance internationale, comprenant la mise en place immédiate de logements préfabriqués pour remplacer les tentes, totalement inadéquates pour protéger contre le froid, et des approvisionnements plus substantiels en nourriture et combustible de chauffage. Il propose également la création d'une institution unifiée des Nations Unies pour le Caucase et l'accélération du dialogue politique en vue de mettre fin au conflit.

I. Projet de résolution

1. L'Assemblée regrette profondément que le conflit du Haut-Karabakh, qui a éclaté en 1988, ait causé d'énormes souffrances humaines, entraînant des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés et plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées en Arménie et en Azerbaïdjan.

2. On trouve parmi ces derniers des centaines de milliers de personnes qui ont quitté leur domicile à la suite de menaces, d'informations sur les atrocités commises ou sur l'ordre des autorités soviétiques avant 1991.

3. Depuis que l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont devenus indépendants en 1991, leurs économies se sont sérieusement détériorées. Cette situation est aggravée par les conséquences du conflit et des blocus économiques par les pays voisins.

4. Les populations des deux pays connaissent en conséquence une baisse considérable de leur niveau de vie, et se trouvent confrontées à des difficultés croissantes, y compris un chômage en hausse et de graves pénuries d'eau, de combustible et d'énergie. L'ONU estime que plus d'un million de personnes dans les deux pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

5. Les réfugiés en particulier, surtout ceux d'Azerbaïdjan hébergés sous des tentes inadéquates, se trouvent dans des conditions extrêmement pénibles car ils manquent de chauffage, de nourriture et d'une aide médicale de base.

6. Des programmes de l'ONU sont établis dans les deux pays depuis décembre 1992. Toutefois, leur financement est loin d'être suffisant pour répondre aux besoins.

7. En outre, les institutions de l'ONU conseillent et assistent les deux gouvernements dans la transition vers l'économie de marché, la décentralisation et la création de bases de données pour des programmes de santé et d'éducation. Toutefois, ces services pour l'instant dirigés à partir de sièges distincts dans les pays visés, y compris ceux dont bénéficie la Géorgie, sont gênés par des obstacles à la coopération et leur prestation pourrait ne pas représenter le déploiement le plus efficace de connaissances spécialisées, de cadres et de ressources pendant une si longue période.

8. L'Assemblée rappelle sa Recommandation 1251 (1994) dans laquelle elle se félicite du cessez-le-feu entré en vigueur depuis le 12 mai 1994, renouvelle les appels à toutes les parties pour qu'elles s'abstiennent de tout acte hostile qui pourrait le remettre en cause et se propose de contribuer à promouvoir un accord de paix au mieux de ses possibilités, notamment en encourageant le dialogue entre les parlementaires des Etats intéressés.

9. L'Assemblée réitère son appel aux parties en conflit pour qu'elles organisent au plus tôt le retour chez eux des réfugiés qui le souhaitent, avec des compensations à ceux qui désirent se réinstaller ailleurs, pour qu'elles respectent les droits des minorités, pour qu'elles mettent fin immédiatement au blocus de tous les moyens de transport et de communication entre elles, et pour que cesse également celui imposé par la Russie et la Turquie.

10. L'Assemblée demande avec vigueur:

i. aux Gouvernements arménien, azéri et géorgien de coopérer le plus possible avec les institutions de l'ONU et les organisations non gouvernementales pour la fourniture de secours d'urgence et les programmes à plus long terme de santé, d'éducation, de réhabilitation et de développement;

ii. au Gouvernement géorgien d'accepter le retour et le rétablissement des Turcs meskhs, avec l'aide de l'ONU, et invite l'ONU à accorder une attention spéciale à la situation de ce groupe particulièrement vulnérable;

iii. à l'Union européenne, par l'intermédiaire de son Office humanitaire, d'intensifier son assistance aux populations vulnérables du Caucase du Sud.

11. Enfin, l'Assemblée en appelle à un effort international plus important visant à contribuer à la réinstauration de la paix et à l'amélioration de la situation humanitaire dans le Caucase et, à ces fins, encourage les gouvernements et les parlements des Etats membres à offrir leurs assistance, expérience et coopération à la région qui sort de soixante-dix ans d'isolement.

II. Projet de recommandation

1. L'Assemblée, se référant à sa Résolution ... (1995) sur la situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées en Arménie et en Azerbaïdjan, recommande au Comité des Ministres:

i. de considérer comme une préoccupation urgente la situation critique qui résulte de l'inadaptation totale de l'aide internationale aux victimes du conflit cruel du Haut-Karabakh et, en particulier, à ceux qui ont dû quitter leurs foyers;

ii. conformément à sa Recommandation 1247 (1994) sur un élargissement du Conseil de l'Europe, d'inviter le Fonds de développement social du Conseil de l'Europe et ses Etats membres à permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie de bénéficier du financement du Fonds, par l'intermédiaire de son compte d'urgence, éventuellement en coordination avec l'ONU et d'autres institutions internationales concernées;

iii. d'inviter les gouvernements des Etats membres:

a. à admettre qu'une assistance internationale par le canal des institutions de l'ONU, du Comité international de la Croix-Rouge, de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des organisations non gouvernementales sera nécessaire dans le Caucase pendant de nombreuses années encore, et en conséquence à répondre généreusement à leurs appels futurs;

b. à offrir les connaissances spécialisées et la main-d'œuvre voulues pour déminer le Karabakh et ses environs;

c. à envisager la création d'une institution unifiée de l'ONU pour le Caucase, sur le modèle de l'UNRWA en Palestine et l'établissement d'un siège régional à Tbilissi, ou d'un mécanisme de coordination similaire;

d. à activer le dialogue politique avec les autorités d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie en confirmant les offres d'aide, de fourniture de connaissances spécialisées et de coopération du Conseil de l'Europe, en particulier dans les domaines des droits de l'homme, de l'introduction d'une démocratie parlementaire et, le cas échéant, de la protection des droits des minorités et de l'identité culturelle.

III. Exposé des motifs par M. ATKINSON

Table des matières

		Page
1.	**Introduction**	7
2.	**Historique**	7
3.	**La situation humanitaire générale**[1]	8
4.	**La situation en Arménie**[1]	9
5.	**Visite des rapporteurs en Arménie (26-31 août 1994)**	11
5.1.	*Rencontre avec M. Vladimir Movsissian, chef du Service public des réfugiés*	11
5.2.	*Rencontre avec M. Bagoyan, ministre des Affaires sociales*	12
5.3.	*Rencontre avec M. Claude Belleau, PNUD*	12
5.4.	*Rencontre avec M. Juheni Alenka, Unicef*	12
5.5.	*Rencontre avec M. Dale Skoric, PAM*	12
5.6.	*Visite du camp de réfugiés de Hayanist, à vingt-cinq kilomètres au sud de Yerevan, avec M. Adriano Silvestri, agent de protection du HCR*	13
5.7.	*Visite du projet du HCR à Echnizdin*	13
5.8.	*Visite des camps de réfugiés du district de Hrazdan, avec M. Surendra Panday, agent sur le terrain du HCR*	13
5.9.	*Visite du village de réfugiés d'Oxfam à Arznik, district de Kotack*	14
6.	**La situation en Azerbaïdjan**[1]	14
7.	**Visite du rapporteur en Azerbaïdjan (14-17 novembre 1994)**	16
7.1.	*Rencontre avec M. Kaisar Zarmen, responsable du HCR sur le terrain*	16
7.2.	*Rencontre avec M. Roberto Laurenti, responsable sur place d'un programme de l'Unicef*	16

1. Eléments tirés du Bulletin d'information du HCR de juillet 1994.

Page

7.3. *Rencontre avec M. Fouad Gousseinov, dirigeant en exercice du PAM* 17

7.4. *Rencontre avec M. Necmettin Ilhan, responsable en exercice du PNUD* 17

7.5. *Rencontre avec M. David McLachlan-Karr, chef du DHA* 17

7.6. *Rencontre avec M. Bernard Julier, CICR* 17

7.7. *Rencontre avec M. Gasunov, parlementaire, président de la Commission des réfugiés* 17

7.8. *Visite du camp de réfugiés du Croissant-Rouge iranien, près d'Imisly* 17

7.9. *Rencontre avec M. Khanhussayn Baylarov, chef des Services de district d'Imisly* 18

8. Conclusions 18

ANNEXE: Carte du Caucase établie par le HCR 20

1. Introduction

1. La proposition de résolution sur la situation dans le Caucase (Doc. 6891), que le Bureau de l'Assemblée a renvoyée à la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie le 3 septembre 1993, déplore l'aggravation du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et la situation tragique des réfugiés et des personnes déplacées qui en résulte. Les signataires demandent qu'il soit mis fin sans délai aux incursions arméniennes sur le territoire de l'Azerbaïdjan avant qu'elles n'entraînent plus de pertes en vies humaines et que plus de réfugiés soient obligés de fuir, et que «les conditions nécessaires soient créées pour le retour des personnes déportées et pour la fourniture rapide d'une assistance humanitaire».

2. Après avoir examiné cette proposition à sa réunion du 15 octobre 1993, la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie a décidé d'informer le Bureau qu'elle traiterait uniquement des aspects de la question concernant les réfugiés, et non de ses aspects strictement politiques, bien qu'ils ne puissent de toute évidence être entièrement dissociés. En outre, par souci de se montrer complète et pour que le rapport corresponde à la portée géographique du titre, elle a convenu d'examiner également la situation des réfugiés et autres personnes déplacées à la suite du conflit en Géorgie.

3. La commission a décidé ensuite que le rapporteur ferait des visites d'enquête dans la région pour préparer son exposé plutôt que de s'en remettre entièrement aux nouvelles transmises par d'autres, sous réserve de l'approbation du Bureau. Malheureusement, cette approbation a fait défaut car elle dépendait de l'issue du débat ajourné sur l'élargissement du Conseil de l'Europe, puis du renvoi également ajourné des demandes relatives au statut d'invité spécial présentées par les trois Etats caucasiens aux commissions compétentes.

4. Le rapporteur a donc de sa propre initiative sollicité auprès des gouvernements respectifs l'autorisation de se rendre en Arménie et en Azerbaïdjan. Ces visites ont eu lieu du 26 au 31 août et du 14 au 17 novembre 1994. Les programmes comprenaient des rencontres avec les ministres compétents, des séances d'information des institutions de l'ONU et des autres organisations internationales et des visites des camps de réfugiés. Une possibilité analogue de visiter la Géorgie ne s'étant pas présentée, le rapport ne concerne jusqu'ici que l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

2. Historique

5. L'effondrement du communisme et l'aggravation des tensions ethniques ont plongé dans la tourmente les territoires situés à l'extrême sud de l'ex-Union Soviétique, en particulier le Caucase où les conflits ethniques ont obligé environ 1,5 million de personnes à fuir leur domicile en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan. La commission a brièvement examiné la situation dans son rapport sur les mouvements de population entre les républiques de l'ex-URSS (Doc. 6739) que l'Assemblée parlementaire a adopté le 4 février 1993.

6. Depuis lors, l'Assemblée a procédé à un examen plus approfondi d'un rapport de sa commission des relations avec les pays européens non membres sur le conflit dans le Haut-Karabakh (Doc. 7182) que sa Commission Permanente a adopté le 10 novembre 1994. Ce document faisait état de près de 20 000 morts et de plus d'un million de réfugiés depuis le début du conflit en 1988. Un cessez-le-feu est en vigueur depuis mai 1994.

3. La situation humanitaire générale[1]

7. Bien que les combats aient été couverts de façon intermittente par les médias au cours des dernières années, l'opinion publique mondiale ignore largement les souffrances qu'a causées le conflit et que continuent d'endurer des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées dans ces trois républiques.

8. A l'invitation des gouvernements, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a ouvert en décembre 1992 des bureaux en Arménie et en Azerbaïdjan, inaugurant ainsi son premier programme d'assistance en faveur des réfugiés et des personnes déplacées sur le territoire de l'ex-Union Soviétique. Les opérations du HCR en Géorgie ont débuté en juillet 1993. Il est aujourd'hui l'institution des Nations Unies la plus active et la plus visible dans le Caucase[2].

9. Le HCR coopère étroitement dans la région avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef, le Département des questions humanitaires des Nations Unies (DHA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et plusieurs autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales.

10. Outre son mandat traditionnel de droit et de protection, le HCR a pour mission dans les trois républiques d'apporter une aide humanitaire aux plus vulnérables des réfugiés et des personnes déplacées – environ 630 000 au total.

11. Bien que le HCR ne sollicite pas de mandat global qui lui permettrait de prendre en charge les personnes déplacées, il est intervenu en leur nom dans le Caucase, à la demande du Secrétaire général des Nations Unies et des gouvernements intéressés – démarche qui a eu un impact préventif en apportant protection et aide à des populations qui auraient pu autrement se trouver contraintes de franchir les frontières et de se rendre dans des pays voisins.

12. Cette action n'est pas terminée; elle est entrée dans sa troisième année alors qu'elle devait primitivement constituer un programme de six mois en Arménie et en Azerbaïdjan. L'évolution politique dans le Caucase a permis un cessez-le-feu fragile en mai 1994.

13. Les réfugiés et personnes déplacées ne sont pas les seuls à souffrir. Les populations des trois pays sont dans leur ensemble soumises à des pressions terribles. Les infrastructures se détériorent et, dans de nombreuses régions, les combustibles et

---

1. Le rapporteur s'est référé au bulletin d'information du HCR de juillet 1994 pour ce chapitre et les chapitres 4 et 6.

2. Cependant, le rapporteur souhaite rappeler que l'organisation humanitaire internationale ayant la plus longue présence dans la région est la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), qui a établi une délégation en Arménie en raison du tremblement de terre en 1988. D'autres délégations ont été créées en Géorgie et en Azerbaïdjan au printemps 1993. En 1994, le montant de l'ensemble des programmes humanitaires de la FICR dans les trois pays de la région s'élevait à 25 millions de dollars des Etats-Unis.

l'électricité – quand il y en a – ne sont disponibles que de façon irrégulière. Le commerce et les industries se sont progressivement arrêtés, laissant des centaines de milliers de familles sans emploi et sans ressources. L'inflation a atteint des niveaux records et la pénurie touche à peu près tous les produits. Les gens ont faim et les files d'attente s'allongent devant les dépôts de pain subventionnés par l'Etat. En Arménie, il faut un mois de salaire pour acheter une livre de beurre et deux mois pour un kilo de viande. A moins d'une réaction mondiale, la famine menace ce pays pendant l'hiver 1994-1995.

14. Le HCR a demandé à la communauté internationale une contribution de près de 27 millions de dollars pour ses programmes engagés en 1994 dans les trois pays caucasiens; cette contribution représente une fraction de l'appel interagences lancé par l'ONU pour un montant total de 114 millions de dollars. Il est dans l'intérêt de toutes les nations d'aider les populations de ces nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union Soviétique à se reconstruire dans un climat de paix et de stabilité.

4. La situation en Arménie[1]

15. Déstabilisée par six années de guerre, l'Arménie souffre également du blocus de fait que lui imposent les Etats voisins. En barrant presque tous les itinéraires commerciaux, ce blocus a créé dans le pays une grave pénurie de nourriture, de combustible, de semences, d'engrais et d'autres biens essentiels. Après l'effondrement de l'ex-Union Soviétique, les réseaux de l'administration centrale et régionale se sont désintégrés. Ce qui reste de l'économie est un combiné de socialisme, d'économie de marché et de troc, le tout imprégné de ce que la population locale appelle l'influence de la «mafia» soviétique.

16. Plus de 70 % des industries nationales ont mis la clé sous la porte et celles qui fonctionnent encore n'utilisent que 10 à 20 % de leur capacité. Le cours de la monnaie arménienne, qui était lors de son introduction le 22 novembre 1993 de 14,5 drams pour un dollar, était tombé en juin 1994 à 400 drams. Pendant la même période, les prix se sont multipliés par vingt-trois.

17. Le Gouvernement arménien estime que 94 % des habitants du pays, qui sont au nombre de 3,5 millions, vivent au-dessous du seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale à un dollar par personne et par jour. En outre, les pouvoirs publics en sont encore à panser les plaies causées par le tremblement de terre de 1988 qui a dévasté une grande partie du pays, a tué 25 000 personnes et en a privé 500 000 autres de logement.

18. Vient s'ajouter à ces énormes difficultés la présence de plus de 300 000 réfugiés qui ont fui le Haut-Karabakh et d'autres régions d'Azerbaïdjan par vagues successives entre 1988 et 1992.

19. Cette année, le HCR a pris en charge 150 000 réfugiés dont la situation a été jugée prioritaire[2]. En fait, les chiffres cités plus haut montrent que la quasi-totalité de la population est maintenant dans ce cas.

---

1. Voir renvoi 1, page 8.

2. Ce chiffre inclut 75 000 réfugiés auxquels la FICR fournit également l'assistance.

20. En dépit des épreuves qu'ils endurent, les Arméniens se sont montrés très généreux envers les réfugiés. «Ils éprouvent une grande sympathie à leur égard», affirme Robert Robinson, chef du Bureau du HCR à Yerevan. «Les Arméniens ne laissent pas leur prochain mourir de faim. Ils savent partager.»

21. Cette générosité, toutefois, pourrait avoir des limites si, à l'approche d'un nouvel hiver très rigoureux, la situation devait se détériorer encore. «Lorsque vous dormez dans une pièce où il fait moins dix degrés, que vous vivez au neuvième étage d'un immeuble sans ascenseur, sans électricité de jour comme de nuit, avec peu de nourriture et peu de combustible, vous ne pouvez évidemment avoir bon moral», poursuit Robinson. «Chaque fois que l'hiver arrive, je me dis que les gens ont de moins en moins d'énergie pour y faire face.»

22. Depuis que le HCR a ouvert son bureau en Arménie en décembre 1992, le nombre de réfugiés pris en charge qui a été d'abord de 53 000 est passé à 140 000 en 1993, puis à 150 000 en 1994. En 1993, le HCR a distribué 105 000 colis familiaux de vivres, ainsi que des couvertures, du plastique souple et du kérosène, dans le cadre d'une distribution plus large organisée par USAID (et cofinancée par le Japon) à l'ensemble de la population. Le HCR a également apporté son appui à divers programmes d'ONG, dont un projet original d'abris ruraux qui propose aux réfugiés des logements préfabriqués et 800 m^2 de terres cultivables.

23. Bien que les autorités arméniennes aient enregistré environ 360 000 réfugiés, il semblerait que 35 000 personnes soient retournées dans le Haut-Karabakh et que des milliers d'autres soient parties dans d'autres pays — principalement en ex-Union Soviétique — en raison de la crise économique qui sévit en Arménie. On estime à 300 000 le nombre de réfugiés restés en Arménie après avoir fui l'Azerbaïdjan. En outre, selon le Gouvernement arménien, 72 000 personnes ont été déplacées des villes et des villages qui bordent la frontière avec l'Azerbaïdjan, à l'est du pays. S'ajoutent à ce nombre les 5 000 à 6 000 réfugiés qui ont fui les combats dans la région géorgienne d'Abkhazie. On estime que la plupart vivent dans les zones urbaines d'Arménie.

24. Parmi les 140 000 réfugiés pris en charge par le HCR en 1993, environ 30 % étaient des hommes adultes, 43 % des femmes adultes et 27 % des enfants. Pour l'Arménie, on peut les répartir approximativement en deux catégories:

a. réfugiés de 1988-1991 de Sumgaït, Gandjou, Bakou et d'autres régions d'Azerbaïdjan;

b. réfugiés de 1992 venant du Haut-Karabakh et des régions de Chahoumyan et Markakert.

25. Environ 60 % des réfugiés d'Arménie vivent dans des centres communautaires, dont beaucoup auraient grand besoin d'être remis en état. Le HCR coopère avec Oxfam et d'autres organisations pour améliorer ces bâtiments, et a procédé l'année dernière à des réparations dans plus de quatre-vingts d'entre eux. Toutefois, il reste beaucoup à faire. La seule ville de Yerevan compte plus de cent-cinquante centres communautaires qui logent des réfugiés. Le HCR et Oxfam espéraient remettre en état cent autres centres communautaires en 1994.

26. Le HCR coopère ou coordonne étroitement ses activités en Arménie avec les services publics chargés des réfugiés, la Croix-Rouge arménienne, le PNUD, le PAM, l'Unicef, le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, CARE, la Croix-Rouge américaine, le Conseil danois des réfugiés et plusieurs organisations non gouvernementales, parmi lesquelles Oxfam, MSF, *Save The Children Fund*, *Volunteers and Overseas Co-operative Assistance*, et l'UCJG. Plusieurs associations culturelles et humanitaires arméniennes ayant leur base dans d'autres pays sont également présentes en Arménie. Selon le gouvernement, on compte au total vingt-huit organisations humanitaires internationales qui exercent une action en Arménie.

27. Les besoins financiers du HCR pour l'Arménie se sont élevés en 1994 à 4 005 700 dollars, nécessaires pour apporter une aide multisectorielle aux réfugiés et aux personnes déplacées sur le territoire national. Le programme du HCR en Arménie pour 1994 a comporté les points suivants:

— aide pour survenir aux besoins domestiques et de ménage: apport de produits de base et de secours tels que kérosène, couvertures, savons et détergents, vêtements;

— abris et infrastructures: remise en état de bâtiments urbains existants servant à loger des réfugiés et des personnes déplacées; construction dans les zones rurales de petites unités de logement, notamment celles auxquelles le gouvernement a affecté des parcelles cultivables; projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement;

— création de revenus: apports de semences et instruments de jardinage; projets de petit artisanat à l'intention des femmes.

5. Visite du rapporteur en Arménie (26-31 août 1994)

5.1. Rencontre avec M. Vladimir Movsissian, chef du Service public des réfugiés

28. 350 000 Azeris arméniens ethniques ont constitué la première vague des réfugiés, en mai 1988, après le «massacre de Sumgait»; le pays a accueilli en mai 1991 une deuxième vague de 5 100 réfugiés du Karabakh; en juin et juillet 1992 une troisième de 7 000 réfugiés du Karabakh, dont 3 900 sont rentrés chez eux depuis. Il faut y ajouter 6 000 réfugiés abkhazes de Géorgie, dont 2 000 y sont retournés.

29. Au 1er septembre 1994, on dénombrait en Arménie 304 000 réfugiés, soit 12 % de la population totale. En outre, le pays comptait 514 000 sans-abri depuis le tremblement de terre de 1988, 78 000 habitants de la zone frontière avec l'Azerbaïdjan vivaient dans des maisons endommagées et 100 000 autres étaient inscrits sur les listes d'attente de logement. Ainsi, l'Arménie totalisait plus d'un million de sans-foyer.

30. Les réfugiés sont logés principalement dans des abris temporaires et des bâtiments publics (hôtels, écoles, etc.). 70 % d'entre eux ne travaillent pas. Les Arméniens venant d'Azerbaïdjan sont pour la plupart qualifiés (ingénieurs, enseignants, etc.), alors que les Azéris qui ont quitté l'Arménie étaient en majorité des agriculteurs. Les Arméniens d'Azerbaïdjan, qui ont abandonné 92 000 habitations, n'ont reçu aucune compensation, alors que les Azéris en ont laissé en Arménie 32 000, pour lesquelles le Gouvernement arménien a payé, en 1989, 71 millions de roubles (71 millions de dollars à l'époque).

31. L'Arménie en est maintenant à sa sixième année de blocus économique, qu'il s'agisse des transports, du combustible ou des moyens financiers. Les chemins de fer du nord sont fermés. La seule voie de communication avec l'Iran est une route de montagne tortueuse. L'économie ne fonctionne plus, l'industrie a été démantelée et on dispose de peu d'énergie pour pomper l'eau. Les infrastructures se désintègrent. Le taux de décès et de suicides augmente du fait des névroses provoquées par les souffrances continuelles. Le manque de savon, de détergent et d'eau causera probablement des maladies.

5.2. Rencontre avec M. Bagoyan, ministre des Affaires sociales

32. Le tiers de l'Arménie a été détruit par le tremblement de terre, les reconstructions représentent moins de 6 % des bâtiments disparus et les victimes occupent toujours des logements temporaires. Les transports font l'objet d'un blocus. La sortie de la zone rouble a été source d'inflation. Il existe une crise de l'énergie, la production industrielle a chuté de 70 % faute de matières d'importation, et le chômage augmente. Les 300 000 réfugiés représentent 10 % de la population, mais 80 % des habitants ont besoin d'aide. Le ministère des Affaires sociales cible pour la distribution d'une assistance aux réfugiés les groupes à risque et ceux qui ont le niveau de vie le plus bas. L'ONU mène une action remarquable (projets, programmes alimentaires, logements, etc.) mais cette aide n'est pas suffisante. Un «marché commun» entre les trois Etats caucasiens offrirait les meilleures perspectives pour la région.

5.3. Rencontre avec M. Claude Belleau, PNUD

33. En tant qu'institution de financement, le PNUD coopère avec le ministère arménien de l'Economie qui supervise l'ensemble de l'aide étrangère, et l'aide à réformer l'économie planifiée. Les besoins de réhabilitation et de développement du pays ont été négligés en faveur de ceux des réfugiés, si bien que l'économie a décliné. La main-d'œuvre importante se trouve confrontée à un chômage croissant.

5.4. Rencontre avec M. Juheni Alenka, Unicef

34. L'Unicef aide le Gouvernement arménien à rétablir le système de statistiques en matière de santé pour une période de cinq ans encore à déterminer et à raison de quatre millions de dollars par an, fournis par des donateurs réguliers. L'appel d'urgence lancé l'année dernière pour un budget de deux ans a permis de relancer un programme d'immunisation dont la mise en œuvre incombe désormais au ministère de la Santé, ainsi que de distribuer des biscuits, des couvertures et des vêtements aux groupes vulnérables et des nécessaires normalisés de médecine préventive. Ces mesures doivent être remplacées par un programme normal de l'Unicef pour l'ensemble du pays plus un programme d'urgence pour les réfugiés.

5.5. Rencontre avec M. Dale Skoric, PAM

35. Une aide alimentaire est apportée à 150 000 réfugiés et 170 000 retraités vulnérables et le PAM coordonne les programmes alimentaires scolaires pour éviter les doubles emplois avec les ONG. Les principaux sujets de préoccupation sont la pénurie d'approvisionnements pour répondre aux besoins et les difficultés de transport. Une unité consultative caucasienne de logistique a été établie, avec un centre de communication à Tbilissi, pour coordonner les trains et les arrivées de cargaisons à Boutomi et Poki sur la mer Noire; des locomotives ont été apportées de Russie pour éviter la pénurie d'électricité en hiver; on a renforcé des ponts en Abkhazie et dragué des ports pour qu'ils puissent

recevoir un tonnage plus important. En outre, un service aérien léger financé par USAID fonctionne entre les aéroports caucasiens, et un pont a été restauré en Géorgie afin de rétablir une communication vitale avec l'Arménie. On s'est heurté à des problèmes de vol des cargaisons en Géorgie et la mise en œuvre d'un système analogue en Azerbaïdjan s'est révélée difficile.

5.6. Visite du camp de réfugiés de Hayanist, à vingt-cinq kilomètres au sud de Yerevan, avec M. Adriano Silvestri, agent de protection du HCR

36. Le camp est composé d'habitations préfabriquées sur des parcelles assez grandes, qui remplacent les logements temporaires de familles arméniennes ethniques arrivées d'Azerbaïdjan en 1991. Qualifiés pour la plupart (enseignants, infirmières, etc.), ils ont été obligés par l'armée soviétique à abandonner leur foyer et presque tous leurs biens, dans un délai de deux heures, dans le village de Getashen, au nord du Karabakh, où ces familles vivaient depuis 1 300 ans. Entièrement dépendantes de l'aide, elles envisageraient d'y retourner si les conditions le permettaient, mais se sont résignées à rester en espérant une compensation. Le quart de ces personnes déplacées sont décédées sous les effets du choc et des tensions.

5.7. Visite du projet du HCR à Echnizdin

37. Cette unité d'élevage de poulets qui crée des revenus a été établie en juin 1994 pour offrir vingt-cinq emplois à des Arméniens ethniques de Bakou où leurs familles étaient installées depuis près de huit cents ans («avant la création de l'Azerbaïdjan!»). Les autorités soviétiques les ont obligés à partir en 1988 et 1989, ne leur laissant que ce qu'ils pouvaient porter. A la différence des Azéris ethniques d'Arménie qui ont disposé de temps pour vendre leur maison lorsqu'il leur a été ordonné de partir, les Arméniens ethniques d'Azerbaïdjan n'ont pas reçu de compensation pour les biens qu'ils ont perdus.

5.8. Visite des camps de réfugiés du district de Hrazdan, avec M. Surendra Panday, agent sur le terrain du HCR

38. Dans un immeuble d'une station de vacances, Akhvirin, où étaient logées sept familles de réfugiés, votre rapporteur a interrogé une mère âgée de 67 ans qui, avec ses filles et trois petits-enfants, avaient fui Bakou en 1989 à la suite de menaces et de discrimination, et qui a le sentiment qu'elle n'y retournera jamais. Elle espère obtenir un logement permanent en Arménie et reçoit des colis alimentaires de l'ONU pour compléter un approvisionnement irrégulier du gouvernement. Il existe une grave pénurie d'électricité; ses filles n'ont pas de travail; deux des maris sont en Russie, le troisième est mort. Les petits-enfants doivent faire cinq kilomètres pour aller à l'école, en autobus en été et à pied en hiver, malgré la menace des loups.

39. Près de là, dans un ancien centre de cure d'Etat pour hauts fonctionnaires, votre rapporteur a parlé à un couple qui, avec ses deux enfants et deux petits-enfants, a été déporté du territoire azéri de Nakhichevan en novembre 1988 par les Russes «à des fins de protection» et sans compensation pour les biens perdus. Ils y retourneraient si leur sécurité était garantie, mais ne pensent pas qu'ils le pourront. Leur demande d'émigration aux Etats-Unis a été rejetée.

5.9. Visite du village de réfugiés d'Oxfam à Arznik, district de Kotack

40. Plus de cent familles sont logées dans ce village préfabriqué construit par les Russes, chacune disposant de sa parcelle. Votre rapporteur a interrogé le chef de cette communauté, ancien directeur d'une ferme collective qui a fui Gattashan en mai 1991 après quatre ans de menaces et d'attaques; il a finalement accepté la déportation sous la «protection» russe, alors qu'il était entouré de chars azéris et témoin de douze décès. Il retournerait à son ancien domicile si les conditions le permettaient.

6. La situation en Azerbaïdjan[1]

41. Les réfugiés et les personnes déplacées représentent aujourd'hui de 10 à 15 % de la population de l'Azerbaïdjan, ce qui provoque d'énormes tensions dans la société et au sein du gouvernement.

42. Malgré ses riches gisements de pétrole et autres ressources naturelles, l'Azerbaïdjan se bat pour faire face à cet afflux massif. La production industrielle est tombée à moins de 65 % de sa capacité. Dans nombre de régions, presque tous les bâtiments publics ont été transformés en abris pour les réfugiés et les personnes déplacées.

43. Hadi Rajabov, chef du Service public des réfugiés et des personnes déplacées de Bakou, estime à 100 000 au moins, pour l'ensemble de l'Azerbaïdjan, le nombre de personnes qui vivent dans des écoles et établissements d'enseignement. 100 000 autres au moins habitent des cités universitaires. «Les réfugiés occupent déjà tous les bâtiments vides, tous les édifices publics où des espaces sont disponibles» a déclaré Rajabov. «Le pays est tellement surpeuplé qu'une explosion sociale se produira en cas de nouvelle arrivée de réfugiés et de personnes déplacées. Je ne vois pas comment nous pourrions en absorber même 5 000 de plus.»

44. Depuis l'ouverture de son bureau à Bakou en décembre 1992, le HCR a vu le nombre de réfugiés et de personnes déplacées passer de moins de 500 000 à quelque 900 000. Son action en Azerbaïdjan s'est inscrite, à l'origine, dans le cadre d'un programme de six mois; l'intervention d'urgence à Kelbadjar, en avril 1993, a ensuite mis en évidence la nécessité de maintenir cette aide d'urgence ainsi que l'assistance apportée à des personnes arrivées antérieurement. En 1993, les combats ont déclenché au moins cinq vagues consécutives d'exode, et contraint le HCR à étendre son programme. L'appui du Haut Commissariat en 1994 a porté sur la fourniture de produits de toute première nécessité et d'autres formes d'assistance d'urgence dans les domaines de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

45. Le HCR a fourni des milliers de tonnes d'approvisionnements humanitaires à l'Azerbaïdjan depuis la fin de 1992. Au 1er juin 1994, il avait distribué – entre autres – près de 6 100 tentes, 215 000 couvertures, 16 100 sacs de couchage, 11 tonnes de vêtements, 19 000 paires de chaussures, 183 tonnes de savon et de détergent, 2 500 tonnes d'huile, 165 tonnes de conserves de poisson et de bœuf, 53 tonnes de sucre, 9 tonnes de lait condensé et 17 tonnes de lait en poudre.

1. Voir renvoi 1, page 8.

46. En juillet 1994, le nombre total de réfugiés et de personnes déplacées d'Azerbaïdjan est estimé à environ 900 000 sur 7 millions d'habitants au total. La population de réfugiés comprend 228 240 Azéris qui ont fui l'Arménie, pour la plupart en 1988. On y trouve également environ 50 000 Turcs meskhs venus d'Ouzbekistan en 1989, exode sans aucun lien avec le conflit du Haut-Karabakh.

47. Les Azéris déplacés sur le plan interne, dont le nombre est d'au moins 630 000, se répartissent comme suit:

— 250 000 sont venus du Haut-Karabakh et des environs, de 1990 à 1992;

— 60 000 ont fui la région de Kelbadjar en avril 1993;

— 120 000 sont originaires de la région d'Agdam, qu'ils ont quittée en juin-juillet 1993;

— 120 000 autres viennent de la région de Fizuli-Gebrayil, qu'ils ont fuie en août 1993;

— 50 000 ont quitté d'août à octobre 1993 la zone de Kubatly-Zangelan.

48. Le nombre de bénéficiaires de l'aide du HCR — les personnes jugées les plus vulnérables et nécessitant une assistance prioritaire — est passé de 53 000 lors du lancement du programme en décembre 1992 à 300 000 en 1994. Environ 42 % de ces bénéficiaires sont des enfants de moins de 15 ans, 31 % des femmes et 15 % des personnes âgées. La plupart des personnes déplacées sont originaires de zones rurales.

49. Les intéressés vivent en majorité dans des familles d'accueil ou dans des édifices publics transformés en abris communautaires. Ces bâtiments, notamment les écoles, sont pratiquement saturés.

50. De ce fait, des dizaines de milliers de personnes déplacées vivent sous la tente dans des campements établis par les sociétés du Croissant-Rouge iranienne et turque et par un fonds saoudien, ou qui ont surgi spontanément près des lignes de front à la suite des derniers combats de l'été 1993.

51. Les conditions de vie dans ces campements de fortune sont très mauvaises, bien que beaucoup de leurs occupants aient pu fuir avec leurs véhicules, quelques animaux domestiques et autres biens. L'approvisionnement en eau et l'assainissement y sont la préoccupation principale, ainsi que la protection contre le froid pendant les mois d'hiver. Le HCR estime que des abris préfabriqués à usages multiples seraient la meilleure solution pour ces personnes déplacées.

52. En Azerbaïdjan, le HCR travaille en coopération ou en coordination avec des organisations telles que Médecins sans frontières, Oxfam, Relief International, International Rescue, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les sociétés du Croissant-Rouge iranienne et turque, l'organisation allemande GTZ et le Fonds saoudien.

53. Les besoins du HCR en capitaux pour l'Azerbaïdjan ont totalisé en 1994 8,5 millions de dollars. Le programme du HCR dans ce pays comprend:

– une assistance domestique et de ménage: fourniture de produits de base tels que couvertures, plastique souple, ustensiles de cuisine, savon, vêtements et chaussures;

– des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement commencés en 1993 et qui seront poursuivis;

– des mesures de santé: le HCR aidera les polycliniques locales en leur apportant un matériel hospitalier et des fournitures médicales de base; on s'efforcera par des programmes de dépistage d'assurer la couverture de santé la plus large possible aux personnes déplacées à l'intérieur du pays;

– une aide à l'hébergement: structures préfabriquées à usages multiples et projet pilote d'auto-assistance permettant de construire localement des abris pour remplacer les tentes;

– des dispositions en matière d'éducation: le HCR examine un programme qui comporterait des tentes entièrement équipées pour servir de salles de classe dans les zones où les écoles ont été occupées par les personnes déplacées;

– la création de revenus: apport d'outils agricoles de base et de semences pour aider les familles à améliorer leur alimentation et à vendre les produits excédentaires sur les marchés locaux.

7. Visite du rapporteur en Azerbaïdjan (14-17 novembre 1994)

7.1 Rencontre avec M. Kaisar Zarmen, responsable du HCR sur le terrain

54. Parmi les effectifs présents des personnes déplacées en Azerbaïdjan, on compte 195 000 Azéris ethniques d'Arménie, environ 35 000 personnes du Karabakh, dont la majorité y retournerait sous réserve d'une aide et d'une compensation pour leurs foyers détruits, 50 000 Turcs meskhs qui ont fui les troubles ethniques de 1989 en Ouzbekistan et souhaiteraient retourner en Géorgie. Beaucoup ont été hébergés dans des bâtiments publics tels que stades et écoles, d'autres dans des wagons de chemin de fer, d'autres encore dans des tentes totalement inadéquates fournies par le Croissant-Rouge iranien, l'ONU et l'Union européenne. Il existe un besoin urgent de logements et installations préfabriqués.

7.2. Rencontre avec M. Roberto Laurenti, responsable sur place d'un programme de l'Unicef

55. Pour faire face aux urgences, l'Unicef a fourni des médicaments, des vaccins et du matériel frigorifique, elle a ensuite mis en œuvre un plan quinquennal d'éducation et de santé afin de remédier à une situation qui se détériorait. Les besoins des 80 % restants de la population sont aussi importants que ceux des réfugiés; la communauté internationale doit reconnaître que la présence des institutions de l'ONU dans la région restera nécessaire très longtemps. Plus on tardera, plus les coûts seront élevés.

7.3. Rencontre avec M. Fouad Gousseinov, dirigeant en exercice du PAM

56. Le PAM met en œuvre des programmes de distribution de nourriture aux réfugiés azéris du Karabakh mais a connu des difficultés de transports, ceux-ci étant bloqués à Chechnya où passent la Valga et d'autres cours d'eau. Le PAM est en train de faire l'acquisition de dix locomotives diesel à des fins de transport par rail de la mer Noire à Bakou.

7.4. Rencontre avec M. Necmettin Ilhan, responsable en exercice du PNUD

57. Le PNUD a pour mandat de doter le pays d'une capacité économique et de lui apporter une assistance technique, notamment pour la mise en œuvre de projets générateurs de revenus, par exemple la fabrication de tapis. Il agit en coordination avec le ministère de l'Economie et d'autres institutions de l'ONU dans le domaine des infrastructures d'une économie de marché, avec l'encouragement du FMI et de la Banque mondiale. La réforme économique a été ralentie par l'instabilité politique et par le conflit.

7.5. Rencontre avec M. David McLachlan-Karr, chef du DHA

58. De vives inquiétudes ont été exprimées quant à la pénurie d'abris pour l'hiver qui approchait: 50 000 personnes vivront dans des tentes inadéquates et seront exposées au risque grave d'incendie que représente le chauffage à l'essence. L'occupation des écoles par les réfugiés nuit à l'enseignement. On ressent donc le besoin de bâtiments publics modulaires préfabriqués. Une commission gouvernementale de haut niveau serait nécessaire pour traiter directement avec l'ONU. D'autres préoccupations concernent l'inadaptation de certaines aides alimentaires, par exemple du porc danois (dans un pays musulman), des pommes italiennes qui sont arrivées pourries, du fromage suisse inacceptable en raison de son odeur.

7.6. Rencontre avec M. Bernard Julier, CICR

59. Le CICR apporte une assistance aux blessés de guerre, notamment dans le cadre de projets orthopédiques pour les amputés de Bakou. Des difficultés ont concerné le retour d'otages, détenus parce que les commandants locaux rendaient compte de leurs activités à deux chefs — à Bakou et sur place. Le financement des activités du CICR dans le Caucase est insuffisant et un nouvel appel sera lancé prochainement.

7.7. Rencontre avec M. Gasunov, parlementaire, président de la Commission des réfugiés

60. En Azerbaïdjan, un homme sur sept est réfugié; un réfugié sur sept en ex-URSS est azéri. On compte plus d'un million de réfugiés de la région du Karabakh et d'Arménie, plus les Turcs meskhs. 60 000 sont logés dans des tentes anciennes et inadéquates. Les conditions se détériorent en raison du blocus russe et d'autres obstacles. 200 000 Arméniens ont quitté l'Azerbaïdjan et certains d'entre eux ont vendu leur maison à plusieurs acheteurs!

7.8. Visite du camp de réfugiés du Croissant-Rouge iranien, près d'Imisly

61. En octobre 1994, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a repris de la société du Croissant-Rouge iranienne la responsabilité des huit camps en Azerbaïdjan du Sud, fournissant hébergement, soins et nourriture à plus de 40 000 personnes dans 8 000 tentes. Les tentes ont approximativement 3 mètres sur

6 et sont affectées à deux adultes et cinq enfants; beaucoup ne sont pas étanches (mais voir paragraphe 68 ci-dessous). Elles sont équipées d'une ampoule électrique et de poêles à essence, ce qui a causé plusieurs incendies tragiques. Les enfants vont à l'école sous la tente, sans chauffage ni table ou chaise. Votre rapporteur a été informé que beaucoup sont morts de froid, de diarrhée et de diphtérie. La FICR fournit du riz, du thé, du sucre, de la farine et des conserves de poissons. On a indiqué à votre rapporteur que des réfugiés azéris avaient fui l'avance des troupes et chars arméniens en traversant l'Arak pour passer en Iran, et que beaucoup s'y étaient noyés; il a été fait état d'atrocités arméniennes (viols, etc.) et de suicides, ainsi que de la destruction de bâtiments, de matériels et de monuments culturels.

7.9. Rencontre avec M. Khanhussayn Baylarov, chef des Services de district d'Imisly

62. 76 000 Azéris ethniques ont fui l'Arménie en 1988, 14 000 le Karabakh en 1991 et 100 000 en 1993, pour la plupart via l'Iran. Une aide est apportée par des institutions de l'ONU, l'Union européenne, la société du Croissant-Rouge iranienne, la FICR et des ONG telles que CARE et OXFAM. La nourriture est insuffisante; les tentes sont des abris totalement inadéquats en hiver et la malaria, la diphtérie, la diarrhée et le choléra sévissent. «La moitié de ces réfugiés mourront cet hiver.»

8. Conclusions

63. Votre rapporteur ne peut douter que l'Arménie et l'Azerbaïdjan soient confrontés aujourd'hui à de très graves difficultés, qui mériteraient d'être mieux comprises en Europe et d'y susciter d'autres réactions que tel n'est le cas. Ces problèmes ne concernent pas seulement les réfugiés et les personnes déplacées, dont le nombre est estimé au total à 1,65 million dans les deux pays mais 80 % de la population dans son ensemble. Ils résultent non pas seulement du conflit du Haut-Karabakh mais de la détérioration généralisée des économies des deux pays depuis qu'ils sont devenus indépendants. Il faut ajouter à ces éléments les conséquences du tremblement de terre arménien de 1988, auxquelles on n'a pas encore remédié.

64. Bien entendu, beaucoup seront d'avis que la situation humanitaire en ex-Yougoslavie, notamment en Bosnie-Herzégovine, est prioritaire parce que plus proche de l'Europe. L'Assemblée ayant décidé d'inclure le Caucase dans l'élargissement de l'Organisation et de traiter les demandes relatives au statut d'invité spécial des pays intéressés, ceux-ci se trouvent désormais dans la même catégorie que l'ex-Yougoslavie et les Etats membres devraient réagir en conséquence.

65. Comme essaie de le montrer le présent rapport, une action remarquable a déjà été menée, initialement par des organisations non gouvernementales dont Solidarité chrétienne (SCE) – qui n'a pas été mentionnée jusqu'ici – représente un bel exemple, puisqu'elle a procédé à vingt livraisons d'aide humanitaire au Karabakh sous la direction de la courageuse baronne Cox, pour la plupart pendant le conflit. Votre rapporteur a eu le privilège d'accompagner l'un de ces convois à Stepanakert en juillet 1992.

66. Au cours des deux dernières années, l'ONU et ses institutions se sont établies dans le Caucase non seulement en réponse aux appels des gouvernements intéressés, mais aussi sur les encouragements des Etats-Unis, lesquels se sont rendu compte que la vacance du pouvoir dans la région avait déjà été comblée par la Russie en Géorgie et en Arménie, et menaçait de l'être en Azerbaïdjan.

67. Aujourd'hui, beaucoup des plus vulnérables parmi les personnes déplacées reçoivent des secours d'urgence qui leur sont fournis par les institutions précitées en étroite coopération avec les services gouvernementaux et les collectivités locales. En outre, les organes spécialisés des Nations Unies préparent des plans à moyen et à long termes pour améliorer les infrastructures, mettre en œuvre des projets générateurs de revenus, conseiller et aider les gouvernements dans la transition vers l'économie de marché, la décentralisation et des systèmes de santé et d'éducation plus efficaces.

68. Si la plupart des personnes déplacées sont hébergées dans des familles d'accueil et dans des édifices publics, les plus récemment arrivées vivent par dizaine de milliers sous la tente, dans des installations et campements de fortune. Votre rapporteur a constaté que la protection de ces personnes contre le froid est totalement inadéquate, ce qui l'a amené à la conclusion qu'un grand nombre d'entre eux mourraient cet hiver. La mise en place immédiate de logements préfabriqués pour remplacer les tentes et des approvisionnements plus substantiels en nourriture et combustible de chauffage sont nécessaires et urgents. Heureusement, depuis la visite du rapporteur, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a annoncé qu'elle a été en mesure, par l'intermédiaire des sociétés nationales impliquées et d'autres donateurs, de renouveler les tentes et d'améliorer les conditions générales d'hébergement et de chauffage.

69. Cependant, de toute évidence, l'aide internationale sera indispensable dans les deux pays pendant de nombreuses années encore, les besoins en secours d'urgence étant remplacés par ceux de la réhabilitation et du développement. C'est pourquoi votre rapporteur, au cours de ses entretiens avec les fonctionnaires responsables à Genève, Yerevan et Bakou, a présenté sa proposition tendant à établir une agence spécialisée de l'ONU pour l'ensemble du Caucase, le cas échéant à partir d'un siège situé à Tbilissi, sur le modèle de l'UNRWA qui a eu des résultats positifs en Palestine.

70. Votre rapporteur aimerait rendre hommage à tous ceux qui mènent une action dévouée et réconfortante dans le Caucase, qu'ils appartiennent aux institutions des Nations Unies, au CICR, à la FICR ou aux ONG, et sans lesquels la situation de plus d'un million de personnes déplacées serait indubitablement plus tragique encore. Il voudrait remercier en particulier ceux qu'il a rencontrés lors de séances d'information et de visites sur les lieux de leur aide empressée et de leur hospitalité; cette gratitude va tout spécialement à M. Robert Robinson, chef du bureau du HCR à Yerevan et à M. Mahmoud El-Said, représentant de l'ONU à Bakou. Le rapporteur aimerait mentionner également la contribution inestimable qu'ont apportée à la préparation du rapport et à ses recommandations ses deux assistants au cours des visites: M. Jason Francis à Genève et en Arménie, et M. Andrew Hull en Azerbaïdjan.

71. Le présent document est le troisième rapport du Conseil de l'Europe sur la situation dans le Caucase. Votre rapporteur exprime l'espoir que ses recommandation et résolution susciteront une compréhension et un intérêt accrus de l'Europe pour cette région, dans la perspective des rapports qui doivent suivre sur les demandes de statut d'invité spécial des trois pays visés. Il espère également que ce document encouragera les parties impliquées dans les divers conflits qui ont fait tant de morts, de handicapés et de personnes déplacées à accepter un principe que les Etats membres du Conseil de l'Europe s'engagent à défendre: la discussion pacifique est le seul moyen légitime de résoudre les différends.

ANNEXE

Carte du Caucase

(Bulletin d'information du HCR – juillet 1994)



Commission chargée du rapport: commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

Commissions saisies pour avis: commission des questions politiques et commission des relations avec les pays européens non membres.

Implications budgétaires pour l'Assemblée: néant.

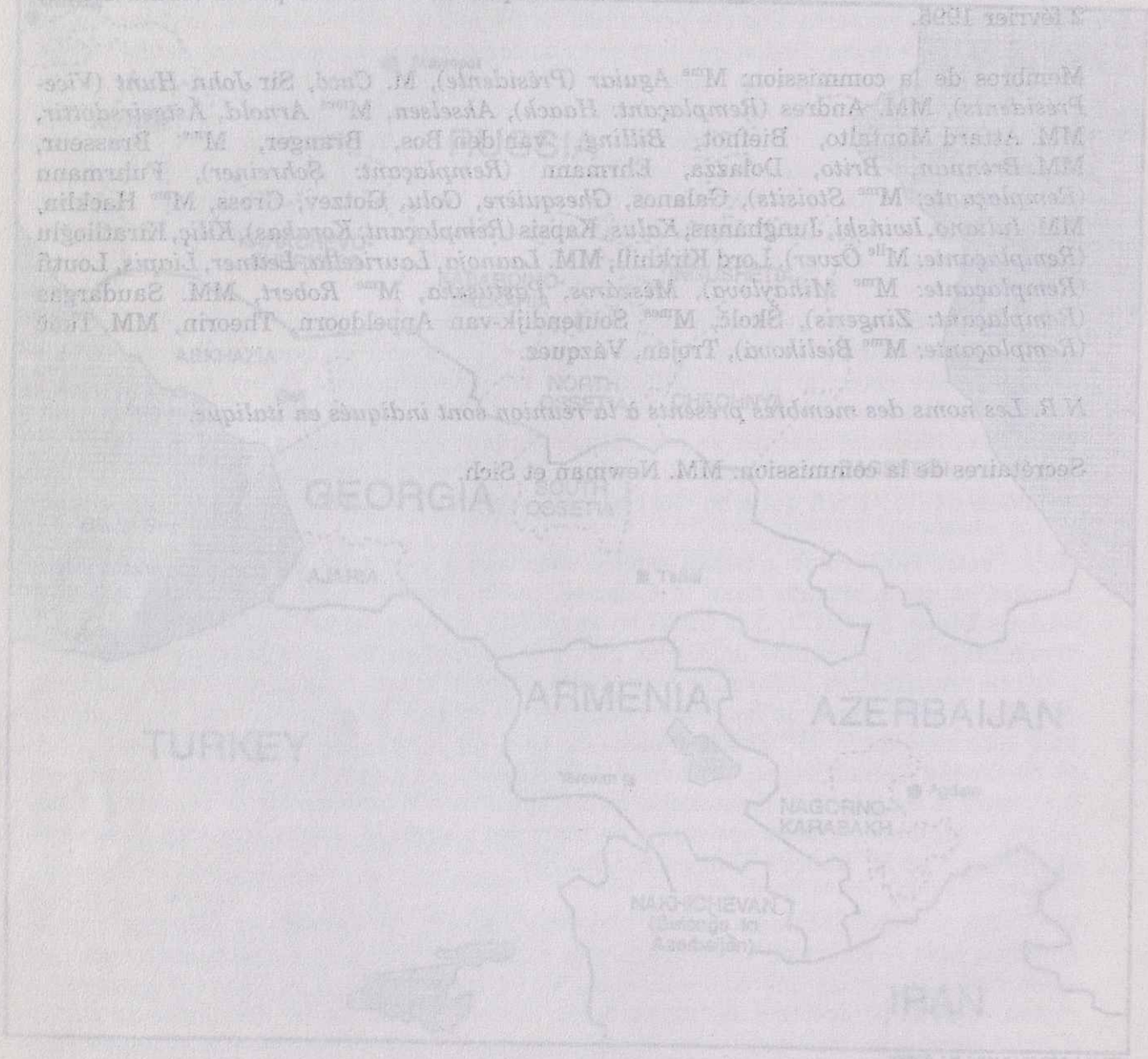
Renvoi en commission: Doc. 6891, Renvoi n° 1888, 3 septembre 1993.

Projets de résolution et de recommandation adoptés à l'unanimité par la commission le 2 février 1995.

Membres de la commission: M^me^ *Aguiar* (*Présidente*), M. *Cucó*, Sir *John Hunt* (*Vice-Présidents*), MM. Andres (*Remplaçant: Haack*), *Akselsen*, M^mes^ *Arnold*, *Ástgeirsdóttir*, MM. Attard Montalto, Biefnot, *Billing*, van den Bos, Branger, M^me^ Brasseur, MM. *Brennan*, *Brito*, Dolazza, Ehrmann (*Remplaçant: Schreiner*), Fuhrmann (*Remplaçante:* M^me^ *Stoisits*), Galanos, *Ghesquière*, *Golu*, Gotzev, Gross, M^me^ Hacklin, MM. *Iuliano*, *Iwiński*, Junghanns, *Kalus*, Kapsis (*Remplaçant: Korakas*), *Kiliç*, Kiratlioğlu (*Remplaçante:* M^lle^ *Özver*), Lord Kirkhill, MM. *Laanoja*, *Lauricella*, *Leitner*, *Liapis*, Loutfi (*Remplaçante:* M^me^ *Mihaylova*), *Mészáros*, *Pastuszka*, M^me^ *Robert*, MM. Saudargas (*Remplaçant: Zingeris*), Školč, M^mes^ Soutendijk-van Appeldoorn, Theorin, MM. Tkáč (*Remplaçante:* M^me^ *Bieliková*), Trojan, Vázquez.

N.B. Les noms des membres présents à la réunion sont indiqués en italique.

Secrétaires de la commission: MM. Newman et Sich.


GEORGIA
SOUTH OSSETIA
AJARIA
Tbilisi
ARMENIA
AZERBAIJAN
TURKEY
NAGORNO-KARABAKH
NAKHICHEVAN
IRAN